

Mitteilungen

Problèmes de toponymie de la région d'Arges. Quelques contributions à l'éclaircissement de l'origine des „Schei“

Von ION HURDUBEȚIU (Cîmpulung-Muscel)

Les écrivains byzantins *Menander Protector* et *Prokopios de Césarée*¹⁾, dont les oeuvres constituent, par les informations géographiques qu'elles contiennent, une des principales sources pour l'histoire du V-ème siècle, donnaient à la Valachie le nom de „Sclavinia“ et aux Slaves qui habitaient la plaine valaque celui de „Sclavini“.²⁾

Comme les Slaves eux-mêmes s'appelaient entre eux „Sloveninu“, au pluriel „Slovene“³⁾, le nom de „Sclavini“ leur était attribué premièrement par les Daco-Romains nord-danubiens de la région des forêts située entre Bucarest et Giurgiu, région appelée „Vlașca“ par les tribus slaves avoisinantes. Ce sont ces Slaves, établis au VI-ème siècle dans la plaine valaque et qui avaient baptisé les régions habitées par les Roumains „Vlașca“ et „Vlășia“ qui formeront, après avoir traversé le Danube, aux VII-ème et VIII-ème siècles, le peuple bulgare.⁴⁾

„La vie romaine a continué autant au nord qu'au sud du Danube jusqu'à la fin du VI-ème siècle“⁵⁾ et l'existence d'une zone de langue romane s'étendant de la région boisée des alentours de Giurgiu jusqu'à Cernavoda sur les deux rives du Danube est confirmée aujourd'hui par deux grands philologues allemands, Ernst Gamillscheg⁶⁾ et Günter Reichenkron.⁷⁾

La romanité orientale n'allait pas connaître les Slaves en tant qu'esclaves, mais bien au contraire comme classe dominante, qui devait influencer par la suite son

¹⁾ K. K r u m b a c h e r, *Geschichte der byzantinischen Literatur von Justinian bis zum Ende des oströmischen Reiches*. München 1891, p. 41, 51.

²⁾ *Istoria României* [L'histoire de Roumanie], Ed. Academiei. București 1960, vol. I, p. 731—732.

³⁾ Al. R o s e t t i, *Istoria Limbii Române* [Histoire de la langue roumaine]. București 1964, vol. III, p. 29.

⁴⁾ I. I o r d a n, *Toponimia românească* [La toponymie roumaine]. București 1963, p. 301. En réalité toute la romanité en contact avec les premiers slaves les a nommés „sclavi“. En des termes dérivés du slavus > sclavus, les Italiens les appellent *Schiavoni* et les Français esclavons. E. G a m i l l s c h e g (la lettre de 6. III. 1967 de Tübingen) souligne que dans le roman provençal „Flamenca“, la ligne 18, „esclava“ a le sens de „esclavonne“ (Slawin).

⁵⁾ Al. R o s e t t i, *op. cit.*, p. 29.

⁶⁾ E. G a m i l l s c h e g, *Über die Herkunft der Rumänen*. Berlin 1940, p. 9.

⁷⁾ G. R e i c h e n k r o n, *Die Bedeutung des rumänischen Sprachatlas für die ungarische und türkische Philologie*. *Ungarische Jahrbücher*, 20 (1940), fasc. 1—2, p. 17—34.

organisation politique et religieuse, à l'époque du premier empire bulgare qui, comme on sait, s'étendait au IX-ème siècle aussi au nord du Danube.

Menander nous a conservé la réponse de *Dauritas*, un des chefs des Slavins, rendue au khan avare *Bayan* qui prétendait qu'on lui payât tribut: „Serait-il donc né celui qui pourrait nous asservir? Nous avons l'habitude d'asservir les autres, non de nous soumettre, nous en sommes certains, tant qu'il y aura de guerres et des épées”.⁸⁾

Il ressort d'ici que la citation suivante de l'article „Argeşul în lumina toponimiei”⁹⁾ (L'Argeş dans la lumière de la toponymie): — „Il est connu que dès le début de leur contact avec les Slaves, les Romains leur donnaient le nom de ‚Sclavus’, au pluriel ‚Sclavi’, prononciation populaire de Slavus, parce que ceux-ci étaient achetés comme esclaves”, ignore les réalités historico-linguistiques du temps, et que par conséquent cette assertion ne saurait être soutenue par des arguments probants.

D'abord, „à l'époque latine de la langue roumaine”¹⁰⁾ le système dit esclavagiste était déjà périmé, le colonat étant prédominant au sud du Danube. On doit donc conclure, que la population romane du pays avait perdu la coutume de tenir des esclaves; ensuite, il faut lui donner à la prononciation populaire „sclavus” au lieu de „slavus” — respectivement „sclavi” ou „sclavini” au lieu de „slavi” — une toute autre explication scientifique que celle invoquée par les auteurs de l'article mentionné.

J'ai élucidé ce problème dans ma thèse de doctorat¹¹⁾ en tenant compte des recherches des romanistes, dans le sens que lorsqu'elles prirent contact avec les Slaves, les populations romanes danubiennes du VI-ème siècle, ne pouvaient prononcer le groupe de consonnes „sl” sans y intercaler un „c”. C'est pourquoi les Daco-Romains de Vlaşca appelaient les Slaves „sclavi” en vertu d'une loi phonétique caractéristique pour l'évolution du latin populaire oriental à cette époque, leur imposant d'intercaler un „c” entre les consonnes „s” et „l”.¹²⁾ Cette loi linguistique s'est appliquée également dans le centre romain des Monts Apuseni appelé par Gamillscheg „la zone numéro 1” où les habitants, les „Motzi”, prononcent depuis lors, depuis le VI-ème siècle et jusqu'à nos jours, les mots „sloi” (glaçon), „slab” (faible), „slugă” (serviteur) et „slănină” (lard) empruntés aux immigrants slaves, sous la forme de „scloi”, „sclab”, „sclugă” et „sclănină”.¹³⁾

Ce fut ce phénomène linguistique ajouté aux toponymies romanes Abruttum = Abrud et Ampeium = Ampoi qu'invoqua Gamillscheg comme l'argument le plus

⁸⁾ *Istoria României*, I, p. 752.

⁹⁾ Signé par G. Giuglea, M. Mocanu, O. Proca et G. Tepelea et paru dans la revue „Argeş” no. 6, p. 13.

¹⁰⁾ O. Densuşianu, *Istoria Limbii Române* [Histoire de la langue roumaine]. Bucureşti 1961, vol. I, p. 190.

¹¹⁾ I. Hurdubeţiu, *Die Deutschen über die Herkunft der Rumänen*, Breslau 1944.

¹²⁾ I. Iordan, *Rumänische Toponomastik*, Bonn 1924, I, p. 104. Pour la nécessité de l'épenthèse dans la prononciation du groupe „sl” voir aussi S. B. Bernstein, *Gramatica comparată a limbilor slave* [Grammaire comparée des langues slaves], trad. et notes de G. Mihăilă, Bucureşti 1965, p. 83.

¹³⁾ Hurdubeţiu, op. cit., p. 66, voir la note 178.

concluant contre la théorie de Roesler et de ses collègues qui, comme on le sait contestent la continuité daco-romaine nord-danubienne après l'an 271.¹⁴⁾

Ce ne fut donc pas pour des raisons d'ordre social que nos ancêtres daco-romains appelaient les Slaves „sclavi", mais bien à cause de l'incapacité de leurs organes phonatoires de prononcer le „sl", pareillement, à cette même époque initiale de formation de la langue roumaine, les Slaves assimilés ne pouvaient pas prononcer les mots latins „lana", „manus", „campus" et „romanus" sans transformer le „a" suivi de „m" ou „n" en „â". Ce fut à cause de celle que dans notre langue résultaient les formes „lînă", „cîmp", „mînă" et „român"; la logique étymologique exigerait de les orthographier toutes avec un „â", afin de mieux faire ressortir la latinité de notre langue.

En conclusion, la prononciation de „slavus" sous la forme de „sclavus" a été déterminée au VI-ème siècle par les lois phonétiques du temps et non pas par d'autres raisons.

La coexistence des Daco-Romains et des Slaves sur le territoire de la région d'Argeş, supposée par les quatre auteurs de l'article cité, n'est étayée elle non plus par des arguments convainquants. Ils interprètent les noms toponymiques de „Schiau", pluriel „Schei", dans le sens que les „Schei" auraient été „les derniers vestiges des Slaves avant leur assimilation totale dans la masse roumaine", sans tenir compte qu'aux X-ème et XI-ème siècles, lorsque disparaissaient les derniers îlots de Slaves nord-danubiens dans la masse proto-roumaine, les lois phonétiques de l'époque „du début du contact des Romains avec les Slaves" n'étaient plus valables, ayant elles aussi „une durée limitée dans le temps; elles sont actives un certain temps au bout duquel leur action cesse".¹⁵⁾ Au VI-ème siècle on parlait encore le daco-romain, mais au X-ème ce fut déjà le roumain qu'on parlait, chacune de ces langues ayant son caractère phonétique particulier.

Selon O. Densuşianu, on ne peut invoquer en faveur de la prétendue coexistence roumano-slave la toponymie de „Schiau" et „Schei" parce que les modifications phonétiques du type „cl" > „şchi" ou „sche" datent de l'époque du début de la formation de la langue roumaine, lorsque „clamo" et „glemus" donnaient „chiem" et „ghiem". L'époque quand cette transformation est intervenue ne pouvait être que le VI-ème siècle, quand „faşă" < lat. „facies", „facia".¹⁶⁾

Aux VIII-ème et IX-ème siècles à partir du moment où la symbiose daco-romano-slave commence à s'accroître, les slavismes „clin" (enclave), „clădire" (construction), „clopot" (cloche) et „sfeclă" (betterave) conserveront intact le groupe de consonnes „cl".

Par conséquent, le nom de „Schiau", pluriel „Schei", doit provenir non pas de la dernière étape de la formation de la langue roumaine mais plutôt de la première phase de l'ancien roumain commun, c'est à dire du VI-ème au VIII-ème siècle, lorsque la phonétique de l'époque permettait encore la transition de „Slavus" > „Sclavus" > „Schiau". Ce fut celle-ci l'opinion de Tiktin, adoptée par nos philo-

¹⁴⁾ Idem, p. 67.

¹⁵⁾ Iordan, *Introducere în lingvistica romanică* [Introduction dans la linguistique romaine]. Bucureşti 1957, p. 209.

¹⁶⁾ Densuşianu, op. cit. p. 187.

logues I. Iordan¹⁷⁾ et Al. Rosetti¹⁸⁾ qui laissent dériver „Schiau“ de „Sclavus“ ou „sklavenos“, sans expliquer à quel moment et dans quelle région géographique aurait eu lieu ce phénomène linguistique. Récemment, l'académicien Em. Petrovici présente dans son article „Le latin oriental avait-il des éléments slaves?“ l'évolution suivante: slavus — sclavus — scl'avus (VI-ème—IX-ème siècles) — sk'iau (XIV-ème—XVème siècles).¹⁹⁾

En ce qui concerne le problème épineux de l'origine du mot „Schei“, l'opinion de O. Densușianu diffère complètement. Il affirme: „Nous croyons pas possible de pouvoir considérer le daco-romain „schiau“ comme représentant direct du latin „sclavus“ selon l'opinion de Miklosich et Tiktin. Selon nous, „schiau“ n'est autre qu'une évolution de l'albanais „sk'a“, employée de même que la forme roumaine correspondante pour désigner les „Bulgares“.^{19a)} C. I. Jireček est du même avis quand il montre que nos voisins du sud du Danube sont appelés par les Roumains „Skeji“. ²⁰⁾

Cependant, les deux variantes pourraient être valables. Dans les deux alternatives, les „scheieni“, — fussent-ils des slaves romanisés ou des Bulgares surnommés ainsi par les Daco-Romains sud-danubiens, — constitueraient l'élément de migration en provenance du sud du Danube car des philologues de renommée mondiale comme M. Friedwagner²¹⁾, O. Densușianu²²⁾ et Iorgu Iordan²³⁾ admettent les déferlements de la population romane des Balkans, au cours des siècles, vers le nord du Danube.

Sextil Pușcariu considère, dans son „Etymologisches Wörterbuch der rumänischen Sprache“²⁴⁾ comme probables les deux étymologies „sclavus“ et „sk'a“. Il remarque en plus que „sk'a“ pourrait aussi signifier „schismatique grec“. Il ne serait pas exclu, si les recherches folkloriques arriveraient à le prouver, que certains des „schei“ venant de Bulgarie eussent été des bogomiles, comme par exemple les „Schei“ établis dans la vallée du Secaș, circonscription de Blaj, dans le village de Cergău.²⁵⁾ Comme on le sait, cette hérésie bulgaro-balkanique a influencé aussi le folklore nord-danubien.²⁶⁾

17) I o r d a n, Toponimia românească, 1963, p. 265, note 2. Ici l'auteur tient à préciser que dans le latin médiéval *sclavus* ne signifiait pas slave en général, mais bulgare.

18) R o s e t t i, Istoria Limbii Române IV, V, VI, 1966, p. 59.

19) Cahiers de linguistique, Bucarest 1966.

19a) D e n s u ș i a n u, op. cit., p. 188.

20) I. C. J i r e č e k, Geschichte der Bulgaren, Prague 1876, p. 115.

21) M. F r i e d w a g n e r, Über die Sprache und Urheimat der Rumänen in ihrer Frühzeit. — Zeitschrift für romanische Philologie, vol. 54, p. 641 et suivantes, 1934.

22) D e n s u ș i a n u, op. cit., p. 191: „l'histoire nous montre qu'il a existé une migration en masse des Roumains du sud au nord du Danube“.

23) I o r d a n, Introducere în lingvistica romanică. 1957, p. 97 et la brochure „Originea românilor“, où, à la page 12, il est affirmé que „le peuple roumain dans sa grande majorité s'est formé au sud de ce vieux fleuve“.

24) Heidelberg 1905, p. 139.

25) I. M u ș l e a, Scheii dela Cergău și folclorul lor [Les Scheii de Cergău et leur folklore]. Cluj 1928.

Mitteilungen

Ces hérétiques bogomiles pouvaient fort bien être des éléments bulgares roumanisés, sinon même des Roumains, car Gamillscheg situe dans la vallée du Timoc la troisième zone de formation de la langue roumaine.²⁷⁾

La thèse de l'origine sud-danubienne des „Scheieni" pourrait aussi bien être appuyée par des arguments toponymiques-géographiques, les localités qui portent le nom de „Schiau" ou „Scheiul" se trouvant surtout en Valachie, c'est à dire dans la zone de collines et montagne, sur l'axe Rîmnicul—Vîlcea—Galați et dans le plateau moldave sur l'axe Galați—Suceava, comme il résulte de la carte annexée. Schiau et Valea Schiaului (circonscription de Pitești), Valea Scheiului (circ. de Curtea de Argeș), commune de Scheiul comprenant les villages Scheiul de Sus et Scheiul de Jos (circ. de Găești), Schiaua (circ. de Brăila), Scheaua (circ. de Ploiești), Valea Scheilor, hameau, et Scheiul (les deux dans l'ancien département de Buzău), Schei, quartier de la ville de Cîmpulung, de même que les propriétés Scheaua-Urleasca et Scheaua-Liscoteanca (ancien département de Brăila), Scheiul, ancienne propriété de l'État dans Argeș et Scheiul-Cherăseni dans l'ancien département de Buzău.²⁸⁾

Admettre comme juste la thèse que le nom de „Schei" reflète les dernières traces de Slaves „avant leur assimilation dans la masse roumaine", thèse soutenue dans l'article paru dans le numéro 6 de la revue „Argeș", supposerait que les noms de ce genre se trouvent de préférence en Transylvanie et en Moldavie, au nord et à l'est, où le processus de roumanisation des Slaves a eu lieu plus tard que dans la zone romane No. 1 des Monts Apuseni.

En ce qui concerne la Transylvanie, Anonymus relate que les Hongrois y ont trouvé en 896, lorsqu'ils y sont arrivés, „Blasii et Sclavii" c'est-à-dire des Roumains et des Slaves, tandis que le philologue O. Kisch de Cluj prouve qu'à l'arrivée des Saxons, en 1162, la roumanisation des Slaves était déjà achevée, vu que les slavis-

²⁶⁾ Ch. C i u h a n d u, Bogomilismul și Români [Le bogomilisme et les roumains]. Sibiu 1933. N. S u l i c ă, Formula jurandi Valacica [La formule jurandi Valacica], Brașov 1902, et Anton B a l o t a, Bogomilismul și cultura maselor populare din Bulgaria în țările române [Le bogomilisme et la culture des masses populaires de Bulgarie et des Pays Roumains], étude publiée dans la revue „Romanoslavica", No. 10, p. 61. L'auteur souligne que N. I o r g a attirait l'attention sur les établissements du Moyen-Age de populations slaves du sud, attestées par des documents pour les XIIème — XVIIème siècles, „non seulement sous le rapport ethnique mais aussi du point de vue social et d'idéologie bogomilique".

²⁷⁾ E. G a m i l l s c h e g, Randbemerkungen zum rumänischen Sprachatlas. Berlin 1941, p. 15.

²⁸⁾ Marele dictionar geografic al României [Le grand dictionnaire géographique de la Roumanie], par George Ion L a h o v a r y, C. I. B r ă t i a n u, Grigore G. T o c i l e s c u, vol. V, București 1902, pp. 349—351; voir aussi Dimitrie F r u n z e s c u, Dictionaru topograficu și statisticu alu României [Dictionnaire roumain toponymique et statistique], București 1872, et aussi N. D r ă g a n, Români in veacurile IX—XIV pe baza toponimiei și onomasticeii [Les Roumains du IX^e au XIV^e siècle sur la base de la toponymie et de l'onomastique]. București 1933, p. 279: „Dans le Hațeg sont signalés les domaines Schey (1438) et Skey (1480, 1482 et 1493)."

mes du dialecte saxon sont empruntés au roumain.²⁹⁾ Pour la Moldavie, il n'y a pas moyen de préciser la durée de ce processus de roumanisation des Slaves.

On peut donc conclure, que dans les régions éloignées du Danube, quoique l'assimilation des Slaves se soit achevée avec un certain retard par rapport à la Valachie, les localités portant le nom de Schei sont beaucoup moins nombreuses, ce qui infirme la thèse émise par les quatre auteurs et renforce l'hypothèse de l'origine sud-danubienne des „scheieni", fussent-ils Roumains ou Bulgares.

En Transylvanie on ne trouve le nom de „Schei" de ce que je sais qu'à Braşov³⁰⁾ et dans le village de Cergău³¹⁾, dans la vallée du Secaş (circonscription de Blaj); en Moldavie on le trouve dans les anciens départements de Roman et Vaslui: la commune et le village de Schei (dans l'ancien département de Roman) et la commune Scheia avec les villages de Scheia-Căpotestii et Scheia-Pojorăşti, de même que le village Scheia de jos, dépendant de la commune de Drăguşeni (ancien département de Vaslui).³²⁾ Le domaine de „Sîrbi", aujourd'hui le village de Scheia, sur la Rebricea, a été octroyé le 31. III. 1423 par *Alexandre le Bon*^{32a)} (1400—1432) à Moişă le Philosophe „érudit d'esprit bogomilique".

Si l'origine bulgare des Schei de Cergău ne ressort que de leurs prières et des coutumes pratiquées par eux à l'occasion de différentes fêtes³³⁾, en échange celle

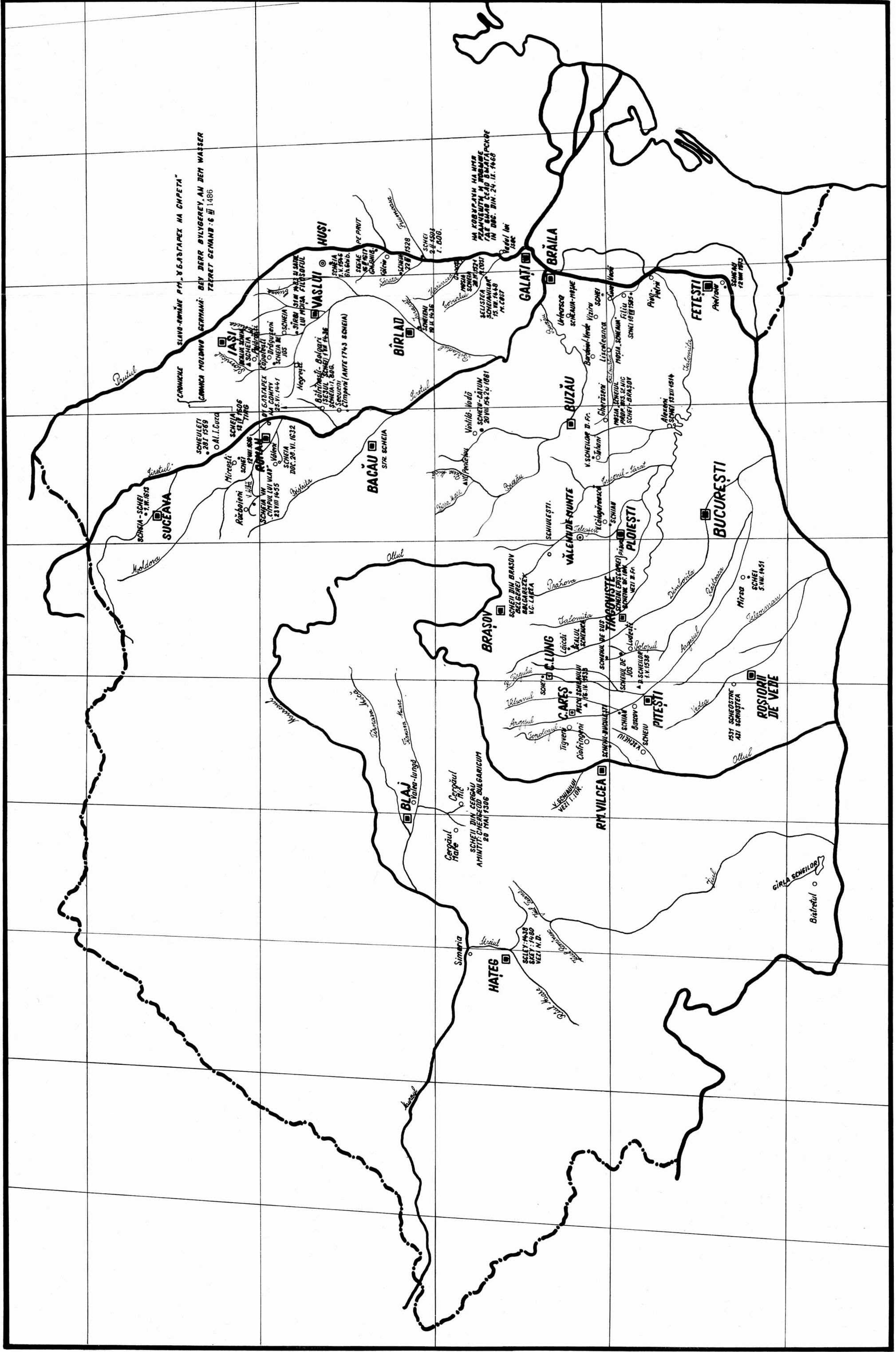
²⁹⁾ G. K i s c h, Zur Wortforschung: Erloschenes Slaventum in Siebenbürgen. — Korrespondenzblatt, Vol. XLVII, Sibiu 1924; cf. aussi Sextil P u ş c a r i u, Pe urmele trecutului [Sur les traces du passé], fragment publié dans la revue *Astra* 2ème année, No. 1, p. 4; de même *Istoria României*, vol. II, p. 48: „les Slaves n'avaient pas encore été complètement assimilés par la population autochtone aux Xème—XIème siècles." Il s'ensuit que leur assimilation est terminée dans la première moitié du XIIème siècle.

³⁰⁾ Varone N i c u l e s c u, dans son étude „In Scheii Braşovului" [Dans les Scheii de Braşov] extrait des travaux de l'Institut de géographie de l'Université de Cluj, vol. V, 1929, 1930, 1931 — affirme à la page 297 „L'organisation des jeunes gens en groupes est connue dans les anciennes contrées thraces et se retrouve encore aujourd'hui dans les Balkans d'où l'on suppose que proviennent une partie des ancêtres des Roumains des Schei." Candid M u ş l e a dans son ouvrage, *Biserca Sf. Nicolae din Scheii Braşovului* [L'église St. Nicolas des Scheii de Braşov], vol. I (1292—1742) affirme à la page 29: „Les Roumains des Schei ne sont pas d'origine bulgare. Ils ne sont pas arrivés dans cette contrée en 1392 mais bien avant." Anton B a l o t ă dans son étude, *Bogomilismul şi cultura maselor ...*, affirme à la p. 62: „les Schei de Braşov et ceux de Cîmpulung Muscel proviennent de Bulgarie".

³¹⁾ Ion M u ş l e a, *Scheii dela Cergău şi folclorul lor*. [Les Scheii de Cergău et leur folklore]. Cluj 1928, extrait de la *Dacoromania*, vol. V. p. 16. Cf. aussi *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen* par Fr. Z i m m e r m a n n et C. W e r n e r, vol. I, document 304 du 20 mai 1306 dans lequel ce village est nommé *Chergeod Bulgaricum*.

³²⁾ Dans l'ancien département de Vaslui, M.D.C.R. mentionnait en 1902 la commune de Scheia dans l'arrondissement de Fundurile et les villages de Scheia-Căpotestii, Scheia-Pojorăşti et Scheia de jos, dépendants de la commune de Drăguşeni.

^{32a)} V. M. C o s t ă c h e s c u, *Documente înainte de „Stefan cel Mare"*, Iaşi, 1931, vol. I, p. 156 et vol. II, p. 183.



Carte élaborée par I. Hurdubetju

L'expansion des Schei sur le territoire roumain

Mitteilungen

des habitants de la commune Bătrânești³⁴) et du village Scheia peut être prouvée par un „u blügarech na soimu” et celle de Scheia sur le Sereth par le passage suivant: „En l’an 6994 (1486), le lundi 6 mars eut lieu la guerre contre Hroirot chez les Bulgares du Sereth, et ils le capturèrent et lui tranchèrent la tête”³⁵) (fragment de la p. 20 des „Cronicile slavo-române din sec. XV—XVI”, publiées par Ion Bogdan). Cette localité „u blügarech” de la Chronique slavone de l’époque d’Etienne le Grand apparaît au XVII-ème siècle dans la chronique de Grigore Ureche: „à Schei sur le Sereth”. Ce fait confirme l’affirmation de l’académicien Iorgu Iordan que „la langue roumaine ancienne employait pour la notion de ‚Bulgare’ le terme de ‚Schiau’”. Ce fait, certainement bien antérieur au XVI-ème siècle, époque de l’apparition des premiers textes roumains, a également contribué à créer la situation analysée dans la présente étude; donc, là où on s’attendrait à trouver le terme de Bulgare, nous tombons sur „Schei”, c’est à-dire sur un synonyme.³⁶) Iordan est également d’accord avec les observations de Nicolae Iorga dans „Istoria poporului românesc” vol. I, p. 313—314 et affirme en plus que „jusqu’à une époque pas bien éloignée de la nôtre, les Roumains ont connu au sud du Danube une seule population slave qu’ils dénommaient „serbe”, indifféremment de son origine ethnique réelle: „pour les Roumains, il n’y avait de l’autre côté du Danube, à part les Turcs et les Grecs très lointains, que des ‚Serbes’.”³⁷) Ceci explique pourquoi à partir du XVII-ème siècle le nom de „Schiau” allait perdre sa signification de „bulgare” et pourquoi les villages fondés par la suite par les allogènes slaves sud-danubiens recevront le nom de „Sîrbi”³⁸), malgré l’origine bulgare de leurs habitants. Selon

³³) Mușlea, op. cit., p. 16.

³⁴) Damian P. Bogdan, Acte moldovenesti dinainte de Stefan cel Mare. [Documents moldaves d’avant Étienne le Grand]. București 1938, p. 34—37.

³⁵) Edition revue et complétée par P. P. Panaitescu, 1959, p. 11; cf. aussi Balotă, op. cit., p. 63. Voir aussi O. Gorka, Cronica moldo-germană (1457—1499) [Chronique allemande-moldave (1457—1499)]. — Revista istorica româna. București, vol. V/VI (1935/1936), p. 66: „In dem menet Martij an dem tag an eynem montag da schlug sych der Stephan voyvoda myt dem Hronota bey derr Bylygerey an dem Wasser Tzeret genand.” (Dans la chronique de Bistritza „u Bulgareh na Sirete”).

³⁶) Iordan, Toponimia românească, p. 265—266. Aussi la chronique de Moxa en „Cuvente den bătrîni” [Paroles des ancêtres], éditée par B. P. Hasdeu, București 1878, vol. I, p. 401: „... l’empereur byzantin ordonna à Alexandre le souverain des Schei et aux villes... dont les Schei se ressablèrent autour de Michel le fils d’Alexandre...”, p. 402: „Bajazet prit Şişman, le souverain des Schei...” — Aussi Ion Donat, Cîteva aspecte geografice ale toponimiei din Țara Românească [Quelques aspects géographiques de la toponymie en Valachie], dans la revue Fonetică și Dialectologie, vol. IV, 1962, p. 106: „Sub acest nume (Schei) românii au cunoscut pe bulgari.” [Sous ce nom les roumains ont connu les Bulgares].

³⁷) Idem, p. 263.

³⁸) Nous trouvons des localités portant ce nom: une dans la région d’Argeș, une dans la région du Banat, une dans la région de Bucarest, trois dans celle de Bacău, trois dans celle de Crișana, deux dans la région de Galatz, une dans celle de Hunedoara, une dans celle de Iassy, deux dans celle de Maramureș et une dans la région de Suceava, au total 16. Cf. Nomenclatura poștală a RSR [Nomenclature postale de la RSR]. București 1966, p. 354.

Iorgu Iordan, les Roumains les ont appelés „Sîrbi“ parce qu'ils connaissaient les Serbes mieux que les Bulgares.³⁹⁾ Dans la „Toponymie roumaine“ de 1963 (p. 265) il affirme que „de nombreux Bulgares de chez nous s'intitulent eux-mêmes ‚Serbes‘“. Ce fait explique aussi dans une certaine mesure l'existence d'un nombre très réduit de noms toponymiques de „Bulgari“. Parmi les villages on n'en trouve aujourd'hui qu'un seul portant le nom de „Bulgari“, dans la circonscription de Cehul Silvaniei, région de Maramureş.

Pour ce qui est des villages portant des noms tels que Bulgari, Sîrbi, Ungureni, il est bien de rappeler les conclusions de deux grands philologues roumains: Sextil Puşcariu et Iorgu Iordan. En se référant aux habitants de Schei près de Braşov, Sextil Puşcariu écrivait: „Il ne faut pas interpréter leur dénomination de Bulgares dans le sens ethnique, mais bien dans le sens géographique“⁴⁰⁾, tandis que Iorgu Iordan écrivait en 1924 dans sa thèse de doctorat „Rumänische Toponomastik“, page 93: „les Roumains confèrent des noms d'étrangers non seulement aux ressortissants roumains d'origine étrangère, tels que Russes, Hongrois et autres, mais même aux Roumains venus d'autres contrées.“

En tenant compte du fait que les „Schei“ de Cîmpulung étaient au Moyen Age d'excellents tailleurs de pierre à Albeşti et que ceux établis à Braşov s'étaient fait une réputation comme tailleurs de pierre et maçons en construisant vers la fin du XIV-ème siècle, l'Eglise Noire⁴¹⁾ et la citadelle de Scheia, près de Suceava, on est en droit de conclure qu'une des principales occupations des sud-danubiens ayant fui l'oppression turque a été avec celle de commerçants et de foulons, celle de maîtres maçons.

Comme la Chronique de l'archiprêtre Vasile de Braşov⁴²⁾ concernant la construction de l'église St. Nicolas nous informe que les „Scheieni“ de Braşov étaient venus de Bulgarie en 1392, il serait plus logique de considérer les nombreuses localités portant le nom de „Scheiu“ et „Schei“ de la région d'Argeş comme homologues de celles ayant l'attribut de „Ungureni“: Albeşti-Ungureni, Căpăţineni-Ungureni, Cepari-Ungureni, Berevoieşti-Ungureni et Boteni-Ungureni, et non comme „les derniers vestiges des Slaves, avant leur assimilation totale dans la masse roumaine“. Pareillement aux nombreux villages de la région d'Argeş appelés „Ungureni“ pour

³⁹⁾ I o r d a n, Rumänische Toponomastik, p. 25.

⁴⁰⁾ La revue *Astra*, IIème année, No. 1, p. 4.

⁴¹⁾ Il faut distinguer les autochtones de Braşov des *Scheieni* venus du sud du Danube et qui ont donné leur nom au quartier habité par les Roumains. Ceci peut être prouvé par le document No. CCVIII de la collection E. H u r m u z a k i, Documente privitoare la Istoria Românilor (Bucureşti 1876—1942) [Documents sur l'histoire des Roumains], II/2 p. 229 de l'an 1474 mentionnant aussi des Bulgares aux côtés des Roumains (probablement dans le sens géographique) et que B a l o t ă désigne dans son étude (op. cit., p. 63) comme „ouvriers constructeurs“. Voir aussi Constantin C. G i u r e s c u, Tîrguri sau orase şi cetăţi moldovene [Bourgades ou villes et bourgs moldaves], Bucureşti 1967, p. 95: „Un pendant du quartier des ‚Schei‘ de Braşov serait celui des ‚Schiavoni‘ à Venise.“

⁴²⁾ I. L u p a ş, Cronicari şi istorici români din Transilvania [Les chroniques roumaines de Transylvanie], Craiova 1933, vol. I, p. 16.

avoir été fondés par des Roumains ayant fui les persécutions religieuses et d'ordre féodal de Transylvanie, aussi les noms des villages de Cîmpulung-Schei, Braşov-Schei, Suceava-Scheia est dû au fait que ces communes doivent leur existence aux Roumains sud-danubiens émigrés vers le Nord. Ceux-ci avaient quitté la Bulgarie soit en tant que bogomiles (appelés aussi „pavlicheni“) qui fuyaient la persécution de l'État bulgare⁴³⁾, soit plus tard par crainte des Osmands qui avaient transformé ce pays à la fin du XIV-ème siècle en province turque. L'académicien Iorgu Iordan affirme là-dessus: „rien qu'en Valachie proprement dite, le philologue Weigand a trouvé 53 villages ayant une population d'origine bulgare... Les habitants d'un grand nombre de ces villages sont appelés ‚Serbes‘ par les Roumains“⁴⁴⁾

Mais s'il y en a les éléments ethniques bulgares⁴⁵⁾ qui aient quitté leur pays d'origine pour s'établir au Nord du Danube, à plus forte raison faut-il supposer que des Roumains „bulgares“, c'est-à-dire les Roumains qui résidaient en Bulgarie et qui jusqu'au XVII-ème siècle étaient appelés „schei“ ou „schiai“, ont dû effectuer un déplacement semblable pour rejoindre leurs frères restés libres.

Les autochtones d'Argeş, ne considéraient les Roumains venus du sud que par leur provenance géographique, comme Bulgares, pareillement aux „Ungureni“ roumains qui avaient fui la Transylvanie, ils ne constituaient que des frères en détresse qui cherchaient refuge et abri chez leurs connationaux plus fortunés de Valachie.

Celle-ci s'était constituée après la brillante victoire de Basarab Ier à Posada le 9—12 novembre 1330, comme état souverain, indépendant et autonome, justement sur le territoire de la région d'Argeş.

En conclusion, il nous faut considérer les „Schei“ et les „Şcheieni“, comme des immigrants sud-danubiens qui étaient à l'origine, soit des Bulgares par exemple dans le cas de ceux de Cergău, soit des Roumains venus de Bulgarie — le cas des „Schei“ de Braşov et de ceux de Cîmpulung-Muscel — au plus tard au XVII-ème siècle. Après ce moment-ci, les autochtones donneront à tous les immigrants sud-danubiens le nom générique de „Serbes“, quelle qu'était leur origine ethnique.

⁴³⁾ B a l o t ă, op. cit., p. 63.

⁴⁴⁾ I o r d a n, Toponimia românească, p. 262. Voir aussi N. C o s t ă c h e s c u, Documente de la Stefan cel Mare [Documents d'Étienne le Grand]. Iaşi 1948, p. 16—17: „Bulgares, Serbes, Schei, Russes parfois c'est la même chose.“

⁴⁵⁾ N. C. V e l i c h i, Miscările revolutionare dela Brăila din 1841—1843. [Les mouvements révolutionnaires de Braila de 1841—1843]. Bucureşti 1958, p. 18; „La migration des Bulgares au nord du Danube commence au moment de la soumission des Bulgares par les Turcs.“

Voir aussi N. D r ă g a n, Români in veacurile IX—XIV..., p. 279: „Il est certain que Schei signifie population d'origine bulgare.“ — Cf. C. L a c e a, Sînt in Transilvania aşezări de români veniţi din sudul Dunării san nu? [Existence en Transylvanie des villages de Roumains venus du sud du Danube ou non?] Cluj 1927. — Revue Dacoromania IV, p. 353—370, p. 370: „... Les Schei de Braşov et les Mégléno-Roumains, surtout ceux de Țârnavreca, ont une patrie commune, au sud du Danube, dans la Bulgarie orientale, region de Tîrnovo, soumise par les Turcs en 1393; les Mégléno-Roumains se sont dirigés vers le sud, les Schei vers le nord.“

Kleiner Beitrag zur Entstehungsgeschichte von Zagreb

Von FERDO HAUPTMANN (Sarajevo)

Über die Entstehung und Entwicklung der späteren kroatischen Hauptstadt Zagreb bis zum Ausgang des 14. Jahrhunderts ist 1967 ein Werk von K. D. Grothusen erschienen¹⁾, das durch seine Anlage, die breite Umfassung der ganzen Problematik und die Fülle des herangezogenen komparativen Materials für die weitere Forschung sehr nützlich sein wird. Trotz überaus reich erhaltenen und gut edierten Quellenmaterials fehlte nämlich, wie Grothusen treffend bemerkt, bisher eine umfassende Bearbeitung der Stadtgeschichte. Es ist das Verdienst Grothusens, diese für den städtegeschichtlich interessantesten Zeitraum ausgearbeitet zu haben.

Nach einer eingehenden Einführung in die Probleme und Forschungslage über das frühe Städtewesen in Südosteuropa im allgemeinen und einem anschließenden Kapitel über den Forschungsstand und den Aufbau der Untersuchung im Spezialfall von Zagreb beginnt Grothusen mit der Vorgeschichte des Gebietes in der Römerzeit (Andautonia), um allmählich über die Völkerwanderungszeit, kroatische Besiedlung und den Beginn der ungarischen Herrschaft zu Zagreb als Sitz des zwischen 1091 und 1095 gegründeten gleichnamigen Bistums zu gelangen. In den folgenden drei Kapiteln befaßt er sich mit der eigentlichen, zweiten, räumlich von Zagreb geteilten Stadtgründung, nämlich der von *König Béla IV.* im Jahre 1242 errichteten „libera regia civitas in monte Grech“, für die er irreführend im Inhaltsverzeichnis die Benennung „freie königliche Stadt Zagreb“ gebraucht. Die den Namen Zagreb tragende kirchliche Siedlung behandelt der Verfasser nur soweit als notwendig, weil nicht sie, sondern die benachbarte libera civitas in monte Grecensi die eigentliche Trägerin der Stadtentwicklung war. Somit handelt es sich beim vorliegenden Werk weder um die Geschichte Zagrebs im damaligen noch im heutigen Sinne, sondern um jene der Freien Stadt am Grez (Gradec) oder Grič, wie man den Berg heute nennt.

Grothusens Darstellung des Stadtrechts, der Verfassung, der Wirtschafts- und Sozialgeschichte bildet fortan die Grundlage für die weitere Erforschung der Geschichte civitatis montis Grecensis. Aus der Fülle des dargebotenen Stoffes und der Analyse des Forschungsstandes in jeder Einzelfrage werden sich gewiß Anregungen ergeben, die zur Lösung gewisser noch schwebender Probleme beitragen können.

In diesem Sinne möchte der Rezensent auf zwei ungelöste Fragen eingehen. Beide betreffen die Entstehung der städtischen Kerne, also sowohl des bischöflichen Zagreb als auch des weltlichen Grez-Gradec.

Was das erstere betrifft, so hat sich Grothusen mangels neuer Quellen mit der bisherigen Erkenntnis zufriedengeben müssen, wonach die Gründung des Bistums-

¹⁾ Klaus Detlev Grothusen, Entstehung und Geschichte Zagrebs bis zum Ausgang des 14. Jahrhunderts. Wiesbaden: Harrassowitz 1967, 326 S. (Osteuropastudien der Hochschulen des Landes Hessen. I: Gießener Abhandlungen zur Agrar- und Wirtschaftsforschung des europäischen Ostens. 37.)

Mitteilungen

sitzes zwischen 1091 und 1094/1095 stattgefunden habe.²⁾ Das gleiche gilt für den Namen Zagreb. Auch hier hat der Verfasser die bisherige Deutung übernommen, nach der Zagreb von *zagresti* = eingraben, verschanzen, herrühre, womit gesagt wäre, daß die Siedlung hinter einem Damme gelegen wäre.³⁾ Etymologisch ist das einleuchtend. Nun weist aber gerade Grothusen an anderer Stelle⁴⁾ darauf hin, daß bis zum Mongoleneinfall das frühe ungarische Städtewesen zum Unterschiede vom westeuropäischen noch keine Befestigungen kannte, und man weiß übrigens auch aus den Urkunden, daß auch das bischöfliche Zagreb damals keine besessen hat. Wenn Grothusen dementsprechend zwar konstatieren muß, daß von einem solchen Damm oder Wall, einer Befestigungsart bisher weder im Westen, Süden oder Osten von „Zagreb“ Spuren gefunden wurden⁵⁾, diese aber trotzdem wahrscheinlich war, so hat er hier eine falsche Schlußfolgerung gezogen. Der sprachlichen Deutung entsprechen nämlich nicht die Tatsachen.

Das Rätsel läßt sich aber lösen, wenn man in Betracht zieht, daß der Damm zwar nicht um das bischöfliche Zagreb bestand, die Siedlung aber trotzdem hinter einem Damme lag — *za grebom*. Die einst römische Straße, die an Zagreb vorbeiführte, war nämlich wegen des sumpfigen Terrains und der Gefahr der Überschwemmung durch die Save auf einem Damme angelegt, „*cementario opere*“, „*murata*“, und hieß ungarisch *Ettewen*, *Ittewen*, skr. *Torda* = *Tvrda ulica*, d. h. die harte Straße.⁶⁾ Daraus erklärt sich, weshalb das Gebiet „hinter diesem Damme“ folgerichtig den Namen Zagreb bekam.⁷⁾

Grothusen hat sich auch bemüht, die Gründe für die Errichtung der Zagreber Diözese klarzulegen, und im Zusammenhang damit die schon vor ihm von der Forschung aufgeworfene Frage nach der möglichen Existenz einer bereits vorhandenen Siedlung auf dem Areal des Bischofssitzes erneut gestellt. Aus den Quellen ist eine kroatische Besiedlung der näheren und weiteren Umgebung bereits bekannt; sie ist aber nicht speziell für das spätere bischöfliche Zagreb bezeugt. Deshalb hat der Autor recht, wenn er behauptet, daß ein entscheidendes Argument für das

²⁾ Grothusen, a.a.O., S. 93.

³⁾ Grothusen, a.a.O., S. 98 f.

⁴⁾ Grothusen, a.a.O., S. 113, 117.

⁵⁾ Grothusen, a.a.O., S. 98 f.

⁶⁾ Monumenta historica liberae regiae civitatis Zagrabiae, ed. J. H. Tkalčić. [= MCZ] vol. I. 1889, S. 17, Nr. 18, 1242: die Südgrenze des städtischen Territoriums „*pervenit ad magnam viam, que vulgo Ettewen dicitur*“. — MCZ, I, S. 102, Nr. 90, 1254: „*ad magnam viam Ittewen que ducit ad Worosd*“. — Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae [= CDC], ed. Smičiklas T., Zagreb 1904. III, S. 85, Nr. 74, 1209: „*ad viam antiquam cementario opere supereffuzum ... ad dictam muratam viam*.“ — CDC, III, S. 93, Nr. 75, 1209: „*ad magnam viam, que dicitur Torda uia*“.

⁷⁾ Angesichts der Lokalisierung des „*mons Grecensis*“ in den Urkunden als „*in Zagrebia, de Zagrabia, prope Zagrabia, iuxta Zagrabiam, de supra Zagrabia*“ würde es sich lohnen, dem Begriffe Zagrebs im einzelnen nachzugehen. Es scheint sich hier um ein engeres, d. h. das bischöfliche Zagreb einerseits, und um ein größeres Zagreb, welches daneben auch Gradec-Grez umfaßte, zu handeln, was nur bedeuten würde, daß „*hinter dem Damme*“ d. h. der Straße unter gewissen Umständen das ganze Gebiet aufgefaßt wurde.

Vorhandensein einer Siedlung noch vor der Bistumsgründung in der Beantwortung der Frage liegt, ob nach kanonischem Recht die Gründung eines Bistums in einer unbewohnten Gegend möglich war.⁸⁾ Diese Antwort ist er schuldig geblieben.

Dazu ist folgendes zu sagen. Auf der Synode in Sardika (um 347) wurde u. a. über die Errichtung von Bistümern verhandelt. Der entsprechende 6. Kanon lautet: „Licentia vero danda non est ordinandi episcopum aut in vico aliquo aut in modica civitate, cum sufficit unus presbyter, quia non est necesse ibi episcopum fieri, ne vilescat nomen episcopi et auctoritas. Non debent illi ex alia provincia invitati facere episcopum, nisi aut in his civitatibus, que episcopis habuerunt aut si qua talis aut tam populosa est civitas, quae mereatur habere episcopum.“⁹⁾

Sowohl die Synode in Rom im Jahre 826¹⁰⁾ als auch die Synode in Split im Jahre 925 haben diese Bedingungen neuerlich bestätigt. In Split hieß es diesbezüglich: „... iuxta decreta non licet in modicis civitatibus vel villis episcopum statuere, ne nomen episcopi vilescat“.¹¹⁾ Mit anderen Worten, das kanonische Recht schließt nicht nur Bistumsgründungen an unansehnlichen Orten aus, sondern die für die kroatischen Gebiete maßgebende Spliter Synode hat diese alte Regel bestätigt und ausdrücklich größere Städte dazu ausersehen. Im konkreten Zagreber Falle heißt dies aber, daß nicht nur eine Siedlung — eben Zagreb — vor der Gründung des Bistums schon bestanden hat, sondern überdies, daß diese bereits eine ansehnliche Größe gehabt haben muß.

Die zweite Frage betrifft die Entstehung von Gradec. Die Mutmaßungen über den genauen Zeitpunkt haben ihre Ursache darin, daß die Siedlung am westlichen Hügel erstmals in der Gründungsurkunde *Bélas IV.*, in der Goldenen Bulle von 1242, namentlich auftaucht, und zwar als mons Grech, was sich in dieser Form oder als Grez (*Grecensis*) seitdem wiederholt. Dabei besteht etymologisch kein Zweifel, daß Grech-Grez auf das slawische Gradec zurückgeht, was übrigens als mons Gradyz 1247 quellenmäßig bezeugt ist.¹²⁾ Der heutige Grič als Name für das ehemalige Grech-Grez-Gradec steht dieser etymologischen Erklärung nicht entgegen, weil die ch-Endung sowohl č als auch c bedeutete, wie die Schreibweise für das heutige Zagreber Stadtviertel Černomerec — Chornomerch beweist.¹³⁾ Außerdem ist Grič ohnehin erst durch den Schriftsteller *August Šenoa* in den täglichen Sprachgebrauch eingeführt worden.¹⁴⁾

Mit neuen Beispielen bekräftigt Grothusen die Auffassung, daß Gradec eine Burg- und Stadtsiedlung — civitas, urbs, castrum, munimen — bedeutet¹⁵⁾, und setzt sich deshalb mit der Frage der bisherigen Forschung nochmals auseinander, ob *Béla IV.* bei der Gründung der Freien Stadt am Gradec folgerichtig an eine ältere Siedlung

⁸⁾ Grothusen, a.a.O., S. 96.

⁹⁾ C. J. Hefele, Conciliengeschichte. I (2. Aufl., Freiburg i. B. 1873), S. 578.

¹⁰⁾ Hefele, a.a.O., IV (2. Aufl. 1879), S. 48.

¹¹⁾ F. Šišić, Priručnik izvora hrvatske historije [Quellenhandbuch zur kroatischen Geschichte], Zagreb 1914, S. 218, 2. Abschnitt.

¹²⁾ Grothusen, a.a.O., S. 121 ff. in Anlehnung an die bisherige Forschung.

¹³⁾ MCZ, I, S. 237, Nr. 252, 1370; S. 376, Nr. 394, 1396.

¹⁴⁾ Somit sind die diesbezüglichen Ausführungen bei Grothusen (a.a.O., S. 124) hinfällig.

¹⁵⁾ Grothusen, a.a.O., S. 121.

anknüpfen konnte. Nachdem es bisher an archäologischen Beweisen mangelte, bleibt nur das Auftauchen eines *locus Kerec* bei der Abgrenzung des kirchlichen Grundbesitzes des Zagreber Bistums im Jahre 1201. Der Besitz Zagrebs „incipit in loco qui dicitur Kerec ad rivum Circuniza“¹⁶⁾, wobei nicht nur die Ähnlichkeit *Kerec-Grez* auffällt, sondern auch durch die Erwähnung des Baches *Circuniza-Cirkvenica* (heute *Medveščak*), der zwischen dem bischöflichen Zagreb und dem *Gradec* fließt. Die Forschung hat deshalb *Kerec* als magyarisierte Form von (*Gradec*) *Grech* aufgefaßt und darin den Beweis für das Bestehen einer älteren Siedlung am *Gradec* vor 1242 gesehen. *Grothusen* schließt diese sprachliche und topographische Deutung zwar nicht aus, wagt sie aber nicht zu übernehmen, da diese Schreibweise in den späteren Urkunden nicht mehr nachweisbar ist.¹⁷⁾ Dabei hat er offenbar übersehen, daß sich im 14. Jahrhundert der Name *Kerec* in nur leicht veränderter Form ständig wiederholt: „*civis Gerecensis*¹⁸⁾, *mons Gerech*¹⁹⁾, *villicus de Gerech*²⁰⁾, *concives de Gerech*²¹⁾, usw. Für die *ch*-Endung gilt das oben Gesagte. Daß das *e* in der ersten Silbe nicht zufällig hineingekommen ist, zeigt die Verwendung von *Grech* in den gleichen Urkunden: 1312 zu „*mons Gerech*“ auch „*mons Grecensis*“²²⁾, 1352 „*civitas Grecensis*“.²³⁾ Es bestanden dementsprechend gleichzeitig und gleichberechtigt *Gerech* (*Kerec*) und *Grech/Grech*. Mit anderen Worten, es besteht wenig Grund daran zu zweifeln, daß 1201 *Kerec* die Bezeichnung für *Gradec* war und dementsprechend eine Siedlung am *Gradec* schon um jene Zeit vorhanden war.

Daraus ergibt sich auch eine Erklärung für jene Formulierungen der Goldenen Bulle von 1242, welche den Forschern, einschließlich *Grothusen*, Probleme auferlegten. König *Béla* erklärt nämlich im Gründungsprivileg, daß „*nostre placuisset voluntati in Zagrabia, in monte Grech, civitatem liberam construere et ibidem hospites convocare*“, um gleich danach von „*condiciones et libertates hospitem in predicto monte habitantium et convenientium, quas inter se fecerunt et nos approbavimus*“ zu sprechen.²⁴⁾

Einerseits kann daraus gefolgert werden, daß erst der König die Bürger zusammenrief, andererseits sind diese aber bereits am *mons Grech* und haben sogar die Bedingungen „*inter se fecerunt*“, worauf sie der König bestätigte. *Grothusen* ließ diesen Widerspruch ungelöst, weil „ohne zusätzliche Beweise kaum schlüssig zu

¹⁶⁾ MCZ, I, S. 3, Nr. 5, 1201.

¹⁷⁾ *Grothusen*, a.a.O., S. 125 f.

¹⁸⁾ MCZ, I, S. 95, Nr. 110, 1319.

¹⁹⁾ MCZ, I, S. 138, Nr. 156, 1332.

²⁰⁾ MCZ, I, S. 178, Nr. 199, 1345.

²¹⁾ MCZ, I, S. 205, Nr. 226, 1352.

²²⁾ S. Anm. 18.

²³⁾ S. Anm. 21. — *I. Kampuš*, *Prilog pitanju postanka varoši Gradeca kraj Zagreba* [Beitrag zur Entstehung der Stadt *Gradec* auf dem Gebiet Zagrebs]. — *Historijski zbornik XVIII*. Zagreb 1965, S. 131 ff., bringt einen interessanten Hinweis, indem er in Anlehnung an den Archidiakon *Ivan von Gorica* „*locus Kerec*“ mit dem Domkapitelsbesitz „*terra Crogh*“ aus dem 14. Jh. verbindet, wodurch sich *krog-krug* = *Kreis* = ung. *kerek* ergeben würde. Es wäre allerdings notwendig, diese Beweisführung des Archidiakons eingehender zu untersuchen.

²⁴⁾ MCZ, I, S. 15, Nr. 18, 1242.

folgern sein dürfte, daß es sich bei diesen [Bürgern] um Bewohner einer älteren Siedlung handelt und nicht einfach um die ersten Gruppen von gerade eben zusammengekommenen Bürgern".²⁵⁾

Zieht man nun in Betracht, daß Gradec doch schon vor 1242 besiedelt war, so löst sich die Frage der bereits dort Wohnenden von selbst.

Um schließlich jeden Zweifel über die Bedeutung der „habitantium“ im Sinne von seit längerer Zeit dort Ansässigen zu zerstreuen, sei darauf hingewiesen, daß in der neuen Urkunde König *Bélas* von 1266 zugunsten der Freien Stadt am Gradec für die Bürger die gleiche Formulierung — „condiciones et libertates hospitum... habitantium...“²⁶⁾ — gebraucht wird, obgleich hier die Urkunde von 1242 mit keinem Worte erwähnt wird und obwohl dort bereits 24 Jahre seit der ersten Ausstellung Bürger lebten. Anscheinend störte es das Sprachgefühl keineswegs, 1266 wie 1242 die Gegenwartsform zu gebrauchen. Niemand wird bei den „habitantes“ der Urkunde von 1266 an eben erst Angekommene denken!

Nach dem ganzen inneren Aufbau des Privilegs zu schließen, war die Goldene Bulle von 1242 nicht die Urkunde über eine Schenkung, die der Herrscher aus königlicher Gnade verlieh, sondern die Frucht präziser Verhandlungen zwischen ihm und den *hospites*. Zur Ausarbeitung der Bedingungen hätten aber die *hospites* in der kurzen Zeit zwischen dem Abzug der Mongolen und der Rückkehr des Königs aus Dalmatien kaum Gelegenheit gehabt, wenn sie nicht schon früher an Ort und Stelle gelebt und sich gegenseitig gekannt hätten. Falls sie weiter hier bleiben wollten, mußten sie nach den Erfahrungen des Mongolensturms die Siedlung befestigen. Das bedeutete aber Anstrengungen und Auslagen, zu denen die Gemeinde sich nur durch Gewährung größerer Rechte entschließen konnte. Aus diesen Erwägungen ist anscheinend ein Entwurf entstanden, den die *hospites* dem König vorlegten und in dem sie sich zum Steinmauerbau unter Gewährung gewisser Privilegien verpflichteten. *Béla* hat diesen Entwurf allem Anscheine nach ohne größere Änderungen angenommen, nachdem er auf diese Weise kostenlos zu einem stark befestigten Punkte im Grenzgebiet kam, nur fügte er den Privilegien seinerseits noch die Pflichten der Bürger hinzu.

Die Vorgeschichte der königlichen Freien Stadt am Gradec hat dadurch festere Umrisse erhalten. Ebenso wenig wie am Beispiel der Bistumsgründung im nachbarlichen Zagreb war hier eine Stadt über Nacht aus dem Nichts entstanden.

In kurzer Zeit haben dann beide Stadtgebiete ihre Siedlungen weiterentwickelt. Unter der Bischofsstadt taucht früh ein „vicus Latinorum“ auf, die heutige Vlaška ulica, deren Bewohner 1244 vom Bischof die Bestätigung ihrer Freiheiten — „quibus ab antiquo fruebantur“²⁷⁾ — erhielten. Dementsprechend sind diese *Latini* ohne Zweifel schon seit längerer Zeit dort ansässig gewesen, auch vor 1198, als sie gemeinsam mit Ungarn und Slawen schon unter den Untertanen des Bischofs auftauchen. Grothusen hat sicher recht, wenn er in diesen *Latini* keine aus Wallonien, Flandern oder Frankreich stammenden Einwohner, sondern vorwiegend solche aus Dalmatien und Italien sieht, wofür er auch interessante Belege liefert.²⁸⁾ Man könnte

²⁵⁾ Grothusen, a.a.O., S. 125.

²⁶⁾ MCZ, I, S. 41, S. 43, Nr. 49, 1266.

²⁷⁾ MCZ, I, S. 19, Nr. 20, 1244: das bischöfliche Privilegium für den vicus Latinorum spricht über „condiciones libertatum, quibus incole ab antiquo fruebantur“.

²⁸⁾ Grothusen, a.a.O., S. 100.

zur Erhärtung dieser Deutung noch hinzufügen, daß in den Gerichtsprotokollen die Bezeichnungen *lingua latina*, *lingua gallica* und *lingua italica* nicht drei verschiedene Sprachen, sondern eine einzige bedeuten.²⁹⁾

Zur Rechten des Cirkvenica-Medveščak-Baches ist als Vorstadt der Stadt am Gradec eine ähnliche Siedlung entstanden — *vicus Theutonicorum*. In den Urkunden scheint sie allerdings erst 1368 auf.³⁰⁾ Bedenkt man aber, daß 1242 bereits die deutsche Form von Gradec, Grez, ausgebildet war, so muß man mit einer längeren Entwicklung rechnen und das Auftauchen der *Theutonicorum* beiläufig in die Mitte des 12. Jahrhunderts zurückversetzen. Sie mußten zahlenmäßig so stark gewesen sein, daß 1242 ihre Schreibweise des Namens, Grez, zum amtlichen Namen der Stadt wurde.

Fragt man sich aber nach den Motiven, die diese Fremden, Latini sowohl als Theutonici, hieher geführt haben, so entfällt entschieden die bäuerliche Kolonisation. Grothusen hat auf Grund späterer Quellen nachgewiesen, daß zwar nach der Berufsstruktur in der Stadt am Gradec der Handwerker an erster Stelle, also vor dem Kaufmann stand, aber hinzugefügt, daß sich Handwerker selbst am Außenhandel rege beteiligten.³¹⁾ Daran anschließend hat Grothusen im letzten Kapitel in einer schönen Darstellung die Lage der Stadt an den großen Fernhandelsstraßen von Buda ans Meer nach Senj und von Steiermark/Kärnten nach Slawonien hervorgehoben.³²⁾ Der für das 13. und 14. Jahrhundert belegte Fernhandel hatte seine ersten Träger in den beiden Vorstädten, dem *vicus Latinorum* des kirchlichen Zagreb und dem *vicus Theutonicorum* der Siedlung am Gradec.

Dort hatten sich *mercatores* zu einer Zeit niedergelassen, als die wichtigsten Bedürfnisse des täglichen Lebens noch im geschlossenen Kreise der Hauswirtschaft gedeckt wurden und deshalb dem selbständigen Handwerker keinen Platz ließen. Die Kaufleute entsprachen aber dem steigenden Luxus der höheren Schichten durch die Beschaffung von Waren, die die Heimarbeit nicht liefern konnte, sie boten sie auf Märkten an oder lieferten sie direkt an den Käufer. Somit legten auf dem Zagreber Gebiet die Kaufleute den Keim städtischen Lebens; nach ihnen kamen die Handwerker, denen schon allein ein reger Warenverkehr Arbeit und Entwicklung als Schmiede, Radmacher, Sattler, Faßbinder usw. bot.

An diese städtischen Ansätze hat nach der Katastrophe des Mongolensturmes König Béla angeknüpft, indem er durch die Goldene Bulle von 1242 *hospites* herbeirief, um mit deren Hilfe am alten Kern eine *civitas libera* zu errichten; zwei Jahre später folgte seinem Beispiel der benachbarte Zagreber Bischof Stefan II., indem er *hospites* auch auf kirchliches Gebiet einlud.

²⁹⁾ MCZ, V, S. 75 f., S. 217; VI, S. 114, S. 134; vgl. auch das Beispiel bei Grothusen, a.a.O., S. 144 f.

³⁰⁾ MCZ, XI, S. 231, S. 244, 1368; I, S. 246, Nr. 258, 1375.

³¹⁾ Grothusen, a.a.O., S. 177.

³²⁾ Grothusen, a.a.O., S. 236 ff.

Eine ikonographische Besonderheit auf Steinkreuzen in Hessen und Siebenbürgen

Von FRIEDRICH KARL AZZOLA (Hilden)

Sowohl unter den Flurdenkmälern als auch unter den frühen Grabsteinen mittelalterlichen Ursprungs kommt dem Steinkreuz eine Verbreitung zu, die sich auch heute trotz Generationen wählender, intensiver Bestandsaufnahmen¹⁾ noch nicht überblicken läßt. Steinkreuz-Flurdenkmäler finden sich in Mittel-²⁾ und Westeuropa³⁾, auf den britischen Inseln⁴⁾, im Ostseeraum⁵⁾ und in Südosteuropa.⁶⁾ Grab-Stein-

¹⁾ Aus dem Zusammenschluß von Steinkreuzforschern entstand vor ca. 40 Jahren die Arbeitsgemeinschaft „Deutsche Steinkreuzforschung“, der sich auch Forscher außerhalb Deutschlands angeschlossen haben und die jährlich die Zeitschrift „Das Steinkreuz“ in zwei Heften herausgibt.

²⁾ Einige wichtige Werke sind: Max Hellmich, *Steinerne Zeugen mittelalterlichen Rechtes in Schlesien — Steinkreuze, Bildstöcke, Staupsäulen, Galgen, Gerichtstische*. Liegnitz 1923; Gustav Adolf Kuhfahl, *Die alten Steinkreuze in Sachsen*. Dresden 1928; Adolf Hoffmann, *Die mittelalterlichen Steinkreuze, Kreuz- und Denksteine in Niedersachsen*. Hildesheim und Leipzig 1935; Theodor Möller, *Sühne- und Erinnerungsmale in Schleswig-Holstein. — Nordelbingen 17/18 (1942)*, S. 89—169; Wilhelm Brockpähler, *Steinkreuze in Westfalen*. Münster 1963.

³⁾ Valentin Plaetink, *Steinkreuzforschung in Belgien. — Das Steinkreuz 23 (1967)*, Nr. 1; Jan Nyssen, *Die hohen Steinkreuze der Bretagne. — Das Steinkreuz 22 (1966)*, Nr. 1/2.

⁴⁾ Alfred Rimmer, *Ancient Stone Crosses of England*. London 1875; W. G. Collingwood, *Northumbrian Crosses of the Pre-Norman Age*. London 1927; Mary E. Boyle, *Some Carved Stone Monuments in East and Central Scotland, the Ancient Pictland.* — *IPEK 17 (1943—1948)*, Berlin 1956; V. E. Nash-Williams, *The Early Christian Monuments of Wales*. Cardiff 1950; Henry S. Crawford, *A Descriptive List of the Early Irish Crosses. — The Journal of the Royal Society of Antiquaries of Ireland, XXXVII (1907)*, S. 187—239; Françoise Henry, *Irish High Crosses*. Dublin 1964; Helen M. Roe, *The High Crosses of Kells*. Longford 1959; die s., *High Crosses of Western Ossory*. Longford 1962.

⁵⁾ P. A. Säve, *Kors på Gotland [Kreuze auf Gotland]*. — *Svenska Fornminnesföreningens Tidskrift 1873—1874*. Stockholm 1875, S. 1—21; Ola Bannbers, *Minneskors på Gotland [Gedenkkreuze auf Gotland]*. — *Ymer 1933*, Nr. 2/3, S. 365—376; Über Steinkreuze auf der Insel Öland berichtet William Anderson, *Die schwedischen Steinkreuze. — Germanien 1938*, Nr. 8, S. 255—258 und Nr. 9, S. 283—288. Eine umfangreiche Materialsammlung über Steinkreuze in den baltischen Ländern liegt beim Verfasser.

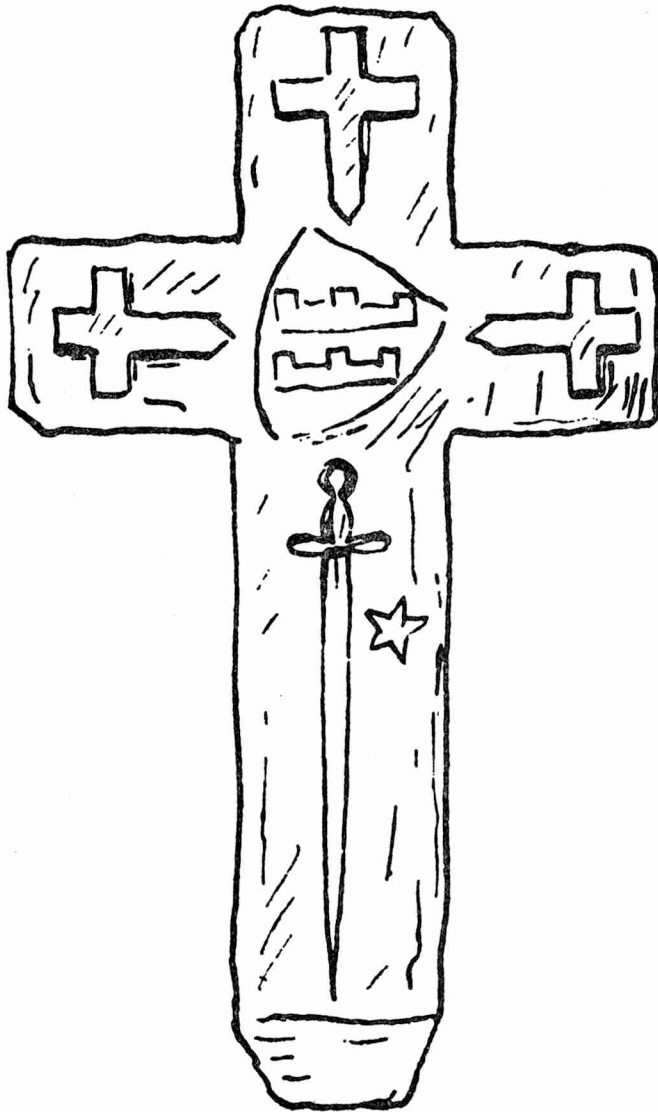


Abb. 1. Hemmer Kreuz, inschriftlose Seite (nach F. Mößinger).¹³⁾

Mitteilungen

kreuze treten an Main⁷⁾ und Rhein⁸⁾, in den Niederlanden bis hin zur Kanalküste⁹⁾, in Skandinavien¹⁰⁾, im Baltikum¹¹⁾ und in Südosteuropa¹²⁾ in großer Zahl auf. Sie sind als Denkmäler einer heute untergegangenen Volkskunst meist recht gefährdet.

So verschiedenartig die Anlässe zur Setzung eines Flurdenkmals in der Art eines Steinkreuzes waren, so verschiedenartig sind auch ihre Erscheinungsformen in Abhängigkeit von Landschaft, Epoche und Material. Um so mehr sollten ikonographische Gemeinsamkeiten auf Steinkreuzen in weit voneinander entfernten Landschaften beachtet werden, da sie Einblicke in Beziehungen erhoffen lassen, die heute noch verborgen sind.

Zu den mächtigsten Steinkreuzen Hessens zählt das sogenannte „Hemmer Kreuz“ im Fuldataal zwischen den beiden Gemeinden Hemmen (Kreis Lauterbach) und Lüder-

⁶⁾ Einige Beispiele enthält das Buch von O. Bihalji-Merin — Alojz Benac, *Steine der Bogomilen*. Wien und München 1964. Eine Materialsammlung über Flurkreuze aus Holz und Stein aus dem Westteil der Südkarpaten liegt beim Verfasser.

⁷⁾ Friedrich Karl Azzola, *Das Grab-Steinkreuz — die frühe Grabsteinform des Odenwaldes?* — *Der Odenwald* 11 (1964), Nr. 4, S. 112—118.

⁸⁾ Franz Hermann Kemp — Josef Schäfer — Hans Vogts, *Die Inschriften der alten Grabmäler und Wegekreuze der ehemaligen kurkölnischen Ämter Linz und Altenwied*. — *Rheinische Friedhöfe* 3, Köln 1966; Karlheinz Fischer, *Die alten steinernen Grabkreuze im Kölner Raum — eine Typenuntersuchung*. Dissertation Darmstadt 1956; Robert Jeuckens, *Die alten Steinkreuze im Aachener Grenzland*. Aachen 1938.

⁹⁾ Jan Nyssen, *Oude stenen Graf- en Veldkruisen* [Alte steinerne Grab- und Feldkreuze]. — *Onsheem* XV (1960), Nr. 2, S. 41—48; *ders.*, *Oude Kruisen* [Alte Kreuze]. — *Heem* 10 (1966), Nr. 4, S. 12—20; *ders.*, *Kronen en Kransen voor ongehuwden op oude Grafkruisen* [Kronen und Kränze für Unverheiratete auf alten Grabkreuzen]. — *Volkskunde* 67 (1966), Nr. 3/4, S. 178—193; A. Puters, *Croix de Pierre en Pays Mosan*. Lüttich 1957.

¹⁰⁾ Harald Wadsjö, *Kyrkogårdskonst — Avbildningar fran äldre Svenska Kyrkogårdar* [Friedhofskunst. — Abbildungen aus älteren schwedischen Friedhöfen]. Stockholm 1918; Sölve Gardell, *Gravmonument från Sveriges Medeltid* [Grabsteine aus Schwedens Mittelalter]. Textband Göteborg 1945, Bildband Göteborg 1946.

¹¹⁾ H. Loeffler, *Die Grabsteine, Grabmäler und Epitaphien in den Kirchen Alt-Livlands vom 13.—18. Jahrhundert*. Riga 1929; auch über Grab-Steinkreuze, Scheibenkreuz- und Radkreuzgrabsteine liegt beim Verfasser eine Materialsammlung. Die litauischen Kreuze scheinen außerhalb der hier skizzierten Zusammenhänge zu stehen. Siehe hierzu: Antoine Jarosevicius, *Croix lithuaniennes*. Vilno 1912, und Jonas Grinius, *Die Herkunft der litauischen Kreuze*. — *Commentationes Balticae* III, 2, Bonn 1957.

¹²⁾ P. A. Petrov, *Sur quelques éléments décoratifs de monuments funéraires à fût et à colonnes de la région balkano-carpathique*. — *Bulletin de l'Institut et Musée d'Ethnographie* VIII (1965), S. 187—218 (bulgarisch, mit 34 Abbildungen). Eine Materialsammlung von Grabkreuzen aus Holz und Stein aus den Südkarpaten liegt beim Verfasser.



Abb. 2. Steinkreuz aus dem Stadtmuseum Bad Hersfeld;
ehemaliger Standort unbekannt (Aufnahme: F. K. Azzola).

Mitteilungen

münd (Kreis Fulda). Es wird in der Literatur nach dem Dorf Hemmen benannt¹³⁾, obgleich es zwar unmittelbar an der Kreisgrenze jedoch in der Gemarkung der Gemeinde Lüdermünd steht. An dieser Stelle ist noch heute die Kreisgrenze mit der Grenze zwischen der ehemaligen Fürstabtei Fulda und der Herrschaft Schlitz identisch.¹⁴⁾

Im Jahre 1380 beendeten der Abt Konrad IV. von Fulda und die Herren von Görtz zu Schlitz ihre Fehde durch einen Friedensschluß. Nur drei Jahre später, am 1. Mai 1383 wurde das Hemmer Kreuz laut Inschrift¹³⁾ als Friedensdenkmal errichtet. Alle vier Seiten des Sockels sowie die beiden Seiten des Steinkreuzes tragen in Flachrelief kleine Kreuze, die man als fuldisches Wappen deuten darf. Für die vorliegende Untersuchung ist die inschriftlose Seite des Steinkreuzes von besonderem Interesse (Abb. 1), denn sie trägt drei kleine Kreuze auf dem Querbalken links und rechts sowie auf dem Längsbalken oben, dem Kreuzkopf. Der Schild mit den beiden übereinander angeordneten Zinnen zeigt das Wappen der Herren von Görtz zu Schlitz. So darf man aus der Inschrift, dem Standort und der Verbindung des fuldischen mit dem Schlitzer Wappen schließen, daß das Hemmer Kreuz nicht nur als mittelalterliches Friedensmal sondern gleichzeitig auch als weithin sichtbares Grenzmal zu verstehen ist.¹³⁾

Dem „Hemmer Kreuz“ verwandt ist das Steinkreuz, das heute im Stadtmuseum zu Bad Hersfeld aufbewahrt wird (Abb. 2). Auch dieses Steinkreuz trägt auf seinen Querbalkenarmen und auf dem Kreuzkopf drei kleine, vertiefte Kreuze. Da das Steinkreuz inschriftlos ist, sein ehemaliger Standort und damit verknüpfte Überlieferungen heute leider nicht mehr feststellbar sind, wird sich eine Deutung der drei Kreuze auf diesem Denkmal kaum noch erarbeiten lassen.

Hingewiesen sei in diesem Zusammenhang auch auf den „Pfannkuchenstein“, ein Steinkreuz an einem Ausläufer des Strangelsberges in der Nähe des alten Weges, der von Salzschlirf (Landkreis Fulda) über den Wilds- oder Willesgrund nach Ullershausen an der Fulda (Kreis Lauterbach) führt. Auch bei diesem Denkmal tragen die beiden Querbalkenarme und der Kreuzkopf drei kleine, erhabene Kreuze, eingebettet in kreisförmige Vertiefungen, weshalb man sie als Scheibenkreuze bezeichnen kann. Um den Pfannkuchenstein ranken sich viele Sagen und mündliche Überlieferungen, die kürzlich *Leonhard Fessel*¹⁵⁾ zusammenfaßte. Man darf dem Autor beipflichten, daß kein mündlicher Bericht auf die einstige Bedeutung bzw. Funktion des sogenannten Pfannkuchensteins zutrifft. Vielmehr verdient auch bei diesem inschriftlosen Denkmal der Standort besondere Beachtung. Analog dem oben besprochenen Hemmer Kreuz steht der Stein unmittelbar an der Grenze der beiden Kreise Fulda und Lauterbach, die auch in diesem Bereich mit der mittelalterlichen Grenze zwischen dem Hochstift Fulda und der Herrschaft Schlitz übereinstimmt. Darum wird der Pfannkuchenstein von *Erwin Sturm*¹⁶⁾ auch als Grenzmal

¹³⁾ Friedrich Mößinger, Das Hemmer Kreuz bei Fulda. — Das Steinkreuz 7 (1939), Nr. 1/2, S. 18—20.

¹⁴⁾ Erwin Sturm, Die Bau- und Kunstdenkmale des Fuldaer Landes. Fulda 1962, S. 330—331.

¹⁵⁾ Leonhard Fessel, Der Pfannkuchenstein bei Salzschlirf. — Buchenblätter, Beilage der Fuldaer Zeitung für Heimatfreunde 39 (1966), Nr. 9, 10 und 11.

¹⁶⁾ Erwin Sturm, a.a.O., S. 480.

angesprochen. Allerdings bleibt ungeklärt, warum gerade an einer so entlegenen Stelle wie im Willesgrund ein Grenzmal errichtet wurde, zumal auf der Rückseite des Pfannkuchensteins das Wappen der Herren von Görtz zu Schlitz fehlt!¹⁵⁾

Wie *Leonhard Fessel*¹⁵⁾ darlegt, ergaben Geländebegehungen und historische Untersuchungen, daß sich im Bereich des Pfannkuchensteins die ehemals fuldischen Gerichtsbezirke Großelüder und Salzschlirf sowie derjenige von Schlitz trafen. Alle drei genannten Orte sind karolingische Gründungen des 9. Jahrhunderts¹⁷⁾, wobei die Gerichtsbezirksgrenzen mit den mittelalterlichen Kirchsprengeln übereinstimmten. Somit könnten — nach *Leonhard Fessel*¹⁵⁾ — die drei Kreuze auf dem Pfannkuchenstein „die Kirchen von Schlitz, Großelüder und Salzschlirf symbolisieren, deren Grenzen hier zusammenliefen“. Der Pfannkuchenstein wäre demnach als mittelalterliches Grenzmal dreier Sprengel einem Dreiherrenstein oder einem Dreimärker gleichzusetzen.

Die Besprechung der drei hessischen Steinkreuze mag aufzeigen, mit welchen Schwierigkeiten die Bearbeitung der meist inschriftlosen Flurkreuze aus Stein und Holz verbunden ist. Dennoch erscheint bemerkenswert, daß alle drei Steinkreuze in dem engen Raum zwischen Fulda und Hersfeld vorkommen. Weder in einer anderen Landschaft Deutschlands noch in der Literatur sind dem Verfasser bisher analog ausgeführte Steinkreuze mit kleinen Kreuzen auf den Querbalkenarmen und auf dem Kreuzkopf begegnet.

Ein um so überraschender Zufallsfund ist das Steinkreuz an der Kreuzung der beiden Straßen Simeria—Oraştie/Broos und Märtineşti—Turmaş im äußersten Südwesten Siebenbürgens (Abb. 3). Trotz Beschädigung sind auf dem inschriftlosen, weiß gekalkten Steinkreuz die drei eingeritzten Kreuze auf dem Querbalken rechts und links sowie auf dem Kreuzkopf einwandfrei erkennbar. Die kleinen Kreuze sind gleicharmig und punktsymmetrisch gegliedert; ihre Balkenenden werden durch sich wiederholende kurze Balken geschnitten, weshalb man diesen Typ als Wiederkreuz¹⁸⁾ bezeichnet. Schwierig ist die Datierung des Steinkreuzes. Es könnte sowohl spät- als auch nachmittelalterlich sein und dem 15. bis 17. Jahrhundert zugeordnet werden. Leider war nirgends eine Auskunft über die einstige Funktion des Steinkreuzes erhältlich, weshalb hier auf eine Deutung der drei eingeritzten Wiederkreuze verzichtet werden muß. Immerhin bleibt dem Steinkreuzforscher die Überraschung, eine ikonographische Besonderheit dreier hessischer Steinkreuze aus einem eng begrenzten Raum auf einem Steinkreuz im Südwesten Siebenbürgens wiedergefunden zu haben.

¹⁷⁾ Erwin *Sturm*, a.a.O., S. 475—476; Handbuch der historischen Stätten Deutschlands. IV. Hessen, herausg. von Georg Wilhelm *Sante*, S. 173—174 und S. 372.

¹⁸⁾ Christian *Rietschel*, Sinnzeichen des Glaubens. Kassel 1965, Tafel 14.

Ergänzung: Nach Drucklegung des Manuskripts teilte mir Herr Dr. B. *Losch*, Murrhardt, mit, daß das Steinkreuz bei Kappelrodeck, Kreis Bühl/Baden, ebenfalls drei Kreuze in der hier beschriebenen Weise trägt.



Abb. 3. Steinkreuz an der Straßenkreuzung Simeria—Oraştie/Broos und Mărtineşti—
Turmaş (Siebenbürgen), 1,52 m hoch (Aufnahme: F. K. Azzola).

Ein neues Werk zur Entstehung der osmanischen Macht.

Ernst Werner: Die Geburt einer Großmacht — Die Osmanen.*)

Von BASILIKE PAPOULIA (Athen)

Im Jahre 1966 erschien aus der Feder Ernst Werners ein Werk über die Entstehung der osmanischen Großmacht, dessen eingehende Besprechung uns aus verschiedenen Gründen angezeigt erscheint. Nachdem der Autor in der Einleitung eine kritische Übersicht über den heutigen Stand der Osmanistik gibt, bestimmt er Gegenstand und Methode seiner Studie. Er strebt nicht nur eine Systematisierung des vorhandenen Materials an, was leicht in einen flachen Empirismus ausarten könnte, sondern eine echte Verallgemeinerung durch die Erfassung möglichst vieler historischer Zusammenhänge. Es kann nicht unsere Aufgabe sein, seinen allgemeinen Standpunkt zu kritisieren, nämlich inwieweit eine Gesetzmäßigkeit in der Geschichte existiert und welcher Art sie ist, zumal dies nicht nur von dem theoretischen Ausgangspunkt abhängt, sondern auch von der Bedeutung, die man Begriffen wie Gesetz und Gesetzmäßigkeit beimißt. Einer Art von Relativität der geschichtlichen Erkenntnis kann man zustimmen, dies impliziert allerdings nicht, daß man unbedingt die Geschichtlichkeit der Wahrheit im allgemeinen anerkennen muß, was die Annahme eines dialektischen Prozesses — sei es des Geistes wie bei *Hegel*, oder der Gesellschaft durch die Entwicklung der Produktionskräfte wie bei *Marx* — voraussetzen würde. Wichtig für die Würdigung des Buches ist festzustellen, inwieweit es dem Vf. gelungen ist, die sich selbst gestellten Forderungen, Anwendung der Methode des historischen Materialismus und objektive Berücksichtigung der Forschungsergebnisse auf dem Gebiet der Osmanistik, zu erfüllen. Man muß ganz besonders hervorheben, daß E. Werner dabei den Tatsachen keine Gewalt antut, wie es des öfteren bei Wissenschaftlern der Fall ist, die mit einer fertigen Theorie an das Material herantreten. W. sucht jedesmal das Spezifische auf Grund der Tatsachen herauszufinden und interpretiert dann von seinem Standpunkt aus. Es ist klar ersichtlich, wo die Fakten aufhören und die Interpretation anfängt. In acht Kapiteln versucht er die verschiedenen Etappen aufzuzeigen, die von der militärischen Demokratie, wie sie unter den türkischen Nomaden herrschte, zur Bildung eines feudalen Staates orientalischer Prägung führten. Zunächst wird die Landnahme Kleinasiens durch die türkischen Stämme als Voraussetzung für die spätere Bildung des Osmanischen Reiches untersucht (II. Das seldschukische Erbe, S. 23—78). Das Charakteristische der militärischen Demokratie lag darin, daß das Land zwar dem Stamm, nicht aber den einzelnen Kriegern gehörte, wie es auch am Anfang in Kleinasien der Fall war. Interessant ist der Hinweis, daß auch dem Nomadentum nicht jegliche Klassendifferenzierung fehlte. Gemäß den heutigen ethnologischen Studien entsprechen die

*) Ein Beitrag zur Genesis des türkischen Feudalismus. Berlin: Akademie Verlag 1966, 358 S., 7 Kt. (Forschungen zur Mittelalterlichen Geschichte. 13).

alten Vorstellungen von einer reinen Nomadenwirtschaft nicht den Tatsachen. Schon im Altertum gab es kein reines Nomadentum mehr, denn die Nomaden trieben bereits Handel.¹⁾ Nach Werner existierten schon bei den Oguzen Hirtenstämme und Kriegerstämme, während für das 11. Jh. in Anatolien Ansätze eines patriarchalischen Feudalismus belegt sind, der in einer Arbeits- und Produktenrente bestand. Der Stammesadel verfügte über riesige Herden, während die einfachen Stammesangehörigen verpflichtet waren, dem Stammesoberhaupt eine bestimmte Anzahl von Vieh abzuliefern oder sein Vieh zu hüten (S. 39). Die islamische Institution des *Iqtâ'*, d. h. die Belohnung militärischer Dienstleistungen durch Landzuteilung, war ferner der entscheidende Faktor für die Entstehung des Lehensystems unter den Rum-Seldschuken. Werner ist im allgemeinen der Meinung, daß das Seldschukenreich als Vorläufer des Osmanischen anzusehen ist, denn beide verfügen über die gleichen sozialen, ethnischen und traditionellen Grundlagen, wobei diese Kontinuität nicht so zu verstehen ist, als ob das Osmanische Reich bloß „eine neue Auflage“ des Seldschukischen sei. In den folgenden zwei Abschnitten werden Staats- und Gesellschaftsform der Rum-Seldschuken untersucht sowie die Beziehungen letzterer zu Byzanz, die oft recht freundlich waren, trotz der vorhandenen Gegensätze. Ein neuer Abschnitt in den Beziehungen zwischen den Türken und den Byzantinern in Kleinasien begann mit der Erschütterung des Seldschukenreichs durch den Mongolensturm und dem Eindringen turkmenischer Nomadenbanden in Kleinasien. Dabei handelte es sich nicht mehr um eine Folge von Konflikten und Verträgen zwischen zwei Staaten, sondern um einen Kampf auf Leben und Tod zwischen einem spätfudalen Reich und einem frühfeudalen Eroberervolk (S. 52). Die Reaktion der Nomaden auf die bestehende Ordnung, wie sie in Kleinasien durch die Seldschuken etabliert war, fand auf zwei Ebenen statt. Auf der religiösen durch die Übernahme schiitischer Elemente, die stark von der hohen islamischen Tradition abwichen, von seiten der Eindringlinge auf der politischen durch deren feindliche Haltung gegenüber der Zentralgewalt und den Feudalherren, die ihrer freien Wanderung und der Benutzung der Weide im Wege standen. Im Aufstand des Bâbâ Ishâq sieht der Verfasser einen Klassenkampf, der im Sufismus seinen ideologischen Ausdruck fand. Allerdings standen nicht alle mystischen Bewegungen in einem freundlichen Verhältnis zu den Nomaden. Die *Mevlevîye* trug immer einen aristokratischen Zug und wurde als Vertreter der hochislamischen Tradition angesehen, da sie die religiösen Vorschriften für die Masse gelten ließ. Politisch unterstützte sie stets die herrschende Klasse. Der Verf. gibt in diesem Kapitel ein anschauliches Bild der damals in Kleinasien herrschenden geistigen Tendenzen. Ein anderer sozialer Faktor, der in enger Beziehung zu Sufismus und der *Futuvva* stand, waren die *Ahî*, die Vertreter der verschiedenen Zünfte. Auch sie richteten sich gegen alle staatsfeindlichen Kräfte — Feudalherren, Turkmenen und Mongolen, weil sie in ihnen die Ursache der Anarchie sahen, durch die die Ausübung der bürgerlichen Berufe verhindert wurde. Allerdings muß gesagt werden, daß das dargebotene Material nicht ausreicht, um eine solch vielseitige Tätigkeit für die *Ahî* zu postulieren.

Im dritten Kapitel, Niedergang und Aufstieg (S. 78—115), werden jene Ereignisse dargestellt, die zur endgültigen Auflösung des seldschukischen Reiches und zur Entstehung der kleinasiatischen Emirate, insbesondere des Osmanischen, führten.

¹⁾ Vgl. L. V a y d a, Traditionelle Konzeption und Realität in der Ethnologie, Festschrift für Ad. E. Jansen. München 1964, S. 480 ff.

Mitteilungen

Kämpfe der Feudalherren untereinander, dynastische Streitigkeiten, Rivalitäten der Stämme, religiöse Gegensätze spielten neben dem wirtschaftlichen Faktor eine wichtige Rolle. In den Ġâzî, den Glaubenskämpfern, sieht Werner ein Moment für die Unterwerfung und Islamisierung Anatoliens. Ihre Haltung hatte mit der Ritterlichkeit, wie sie im Akritas-Epos ihren Ausdruck fand, nicht viel gemeinsam. Es handelte sich um wilde Kriege, in denen die Streiter des Islams sich nicht nur wie Wölfe Schafen gegenüber benahmen, sondern sich auch dessen bewußt waren (S. 88 f.). Die zuerst Betroffenen waren natürlich die Griechen, die in dieser Katastrophe das Schlimmste ertrugen. Trotzdem kann man nach Werner mit Recht nicht von einem gänzlichen Zusammenbruch des kleinasiatischen Griechentums sprechen, da eine völlige Nomadisierung und Verschleppung der griechischen Bevölkerung nie stattfand. Im Abschnitt über den Aufstieg der Osmanen untersucht der Verfasser die für diese Staatsgründung maßgebenden Faktoren sowie die Entstehungszeit und das Wesen verschiedener frühosmanischer Institutionen, wie Akinđi, Martoloz, das Lehenwesen, das Devširme (Paidomazoma — Christenkinderaushebung) und die Janitscharen. Bezüglich der Timare nimmt er an, daß sie unter Orhan eingeführt wurden, und bestreitet mit Mutafčieva²⁾ die Meinung Angelovs³⁾, daß schon unter Osman Lehen bestanden hätten; nicht teilt er jedoch die Auffassung Mutafčievas, daß die Timare erst unter Murad I. eingeführt wurden. Zwar habe die juristische Fixierung in seiner Zeit stattgefunden, doch diese geschah immer nachträglich, nachdem eine Institution eine konkrete, faßbare Form angenommen habe. Wir finden diesen Einwand berechtigt, teilen aber nicht seine Bedenken hinsichtlich der Angabe der Chroniken, gemäß der Osman unter den Streitern des Islam Timare verteilt habe, weil Werner selbst die Entstehung der Timare in die Zeit der Seldschuken (12. Jh.) setzt. Ende des 12. Jh.s waren sie sogar de facto erblich (S. 42). Man brauchte also kein neues System zu erfinden. Daß Hoca Hüseyin die Bezeichnung „İqtâ“ und „mülk ve mâl“, nicht aber „Timâr“ benutzt, ist kein schlagender Gegenbeweis. Man überschätzt auch die damaligen Geschichtsschreiber, wenn man meint, sie hätten Feinheiten wie den Unterschied zwischen einem Timâr und İqtâ bemerkt, wobei damals doch nicht wie heute die Institutionen im Mittelpunkt des wissenschaftlichen Interesses standen. Bezüglich der Sklaveninstitution übernimmt Werner unsere allgemeine These über die Natur dieser Einrichtung als eines soziologischen Phänomens, nicht aber unsere Ansicht hinsichtlich der Entstehung des Janitscharenkorps und des Devširme unter Orhan. Er betrachtet die Angaben der Chroniken als maßgebend und verwirft die des Idrîs, der sowohl die Gründung dieses Korps als auch die Einführung des Devširme in die Regierungszeit von Orhan setzt. Er meint — Sp. V r y o n i s⁴⁾ folgend —, daß ich dabei einem Irr-

²⁾ V. P. Mutafčieva, Agrarnite otnošenija v osmanskata imperija prez XV—XVI v. [Die Agrarbeziehungen im Osmanischen Reich v. 15.—16. Jh.]. Sofija 1962, S. 30 ff.; Werner, a.a.O., S. 109.

³⁾ D. Angelov, Certains aspects de la conquête des peuples balcaniques par les Turcs. — Byzantinoslavica XVII (1956), S. 229 f.; Werner, a.a.O., S. 108.

⁴⁾ Sp. V r y o n i s, Rezension: B. Papoulia, Ursprung und Wesen der Knabenlese im osmanischen Reich. — Balkan Studies 5 (1964), S. 145—153. — Basilike D. Papoulia, Ursprung und Wesen der „Knabenlese“ im Osmanischen Reich. München 1963 (Südosteuropäische Arbeiten, 59).

tum zum Opfer fiel, indem ich die Janitscharen mit anderen Qullar — Hofsklaven —, die militärische Dienste leisteten, verwechselte. Aber gerade weil es solche Sklaven unter Orhan gab, was auch durch die Chroniken belegt ist, haben wir die Version des Idrîs vorgezogen. Denn wichtig erscheint uns nicht die Gründung der Janitscharen, sondern die Existenz einer Sklaveninstitution als solche. Wenn prinzipiell das Bestehen einer ähnlichen Einrichtung unter Orhan angenommen wird, dann finden wir keinen hinlänglichen Grund, um die Behauptung des Idrîs zu verwerfen, daß das Devşirme damals eingeführt wurde, denn es gibt keine Quelle, die die Einführung des Devşirme mit einem anderen Sultan in Zusammenhang bringt. Seine weiteren Ausführungen, die Janitscharen (Yeñi çeri = Neue Truppe) seien damals entstanden, muß man nicht unbedingt übernehmen. Die Janitscharen waren nur ein Regiment unter den übrigen Sklaven (Qullar); es könnte sein, daß die ersten Qullar anders hießen, wahrscheinlich bloß Qullar—Kapu-Qulu; die Bezeichnung „yeñi“ (neue) sollte uns nicht stören. Wichtig ist es, das Problem unter dem Aspekt der militärischen Sklaverei zu sehen und nicht unbedingt mit der Entstehung der Janitscharen verbinden zu wollen. Wenn unter Orhan Sklaven existierten — und diese weder durch das Pençik, das den Sultan berechnete, von fünf im Krieg erworbenen Gefangenen einen zu behalten, das aber sowohl nach den Chroniken als auch nach Idrîs und den anderen Geschichtsschreibern erst unter Murad eingeführt wurde, noch durch das Devşirme erworben wurden, woher sollten diese Sklaven stammen? Ein Ankauf von Sklaven ist angesichts des damals bescheidenen Staatsschatzes nicht sehr wahrscheinlich. Alle diese Fragen, auch jene, die wir in unserer Arbeit behandeln, lassen sich, wenn man die Version der Chroniken nur partiell verwirft und die des Idrîs annimmt, beantworten. Die Chroniken scheinen schon allein deswegen nicht zuverlässig zu sein, weil sie ein so verbreitetes Phänomen, wie damals das Devşirme war, gar nicht erwähnen. Ein Kirchenfürst, der ungefähr zur selben Zeit — Ende des 15. Jh.s oder etwas früher — schrieb, konnte besser als die Verfasser der Chroniken die Arten der Christenkinderaushebung unterscheiden. Die Kinder werden entweder im Krieg oder „durch den üblen Brauch der Fürsten, die in dieser Weise hauptsächlich ihr Heer zu vermehren gewußt haben“, entführt.⁵⁾ An dieser Stelle, die allerdings nicht beachtet wurde, wird das Devşirme als „übler Brauch“ und als eine schon seit längerer Zeit bestehende Einrichtung bezeichnet, die eine wichtige Rolle bei der Soldatenrekrutierung spielte. Man hält wohl auch deshalb an den Chroniken fest, weil man es für wahrscheinlicher hält, daß die Sultane zunächst die Gefangenen benutzten, und erst als diese nicht ausreichten, zur Aushebung der Kinder der christlichen Bevölkerung übergingen. Aber die Rekrutierung von Gefangenen und Sklaven im islamischen Orient stellte nichts Neues dar, sie knüpfte an eine ältere Tradition an; so konnte man jederzeit zur Aushebung der Kinder der christlichen Bevölkerung übergehen, sobald es sich als notwendig zeigte. Kleinasien war im 14. Jh. genau so „dâr al-ḥarb“ (Kriegsgebiet) wie später Rumelien, mit dessen Besetzung mehrere Forscher die Einführung des Devşirme verbinden. Es ist wahrscheinlich, daß die häufige Durchführung des Devşirme mit dem Übergang der Türken nach Europa zusammenfiel,

⁵⁾ Georgios Scholarios, *Ἄπαντα τὰ εὐρισκόμενα*, Oeuvres complètes, publ. par L. Petit — X. A. Siderides — M. Jugie, I—VIII, Paris 1928—1936, Bd. III, S. 384; vgl. auch Papouliá, a.a.O., S. 94.

Mitteilungen

da der Bedarf an Streitkräften mit der Expansion immer größer werden mußte, besonders wenn man bedenkt, daß die Rekrutierung in Kleinasien nicht überall stattfinden konnte, da es unter die verschiedenen Emirate aufgeteilt war. So scheint mir das von Vryonis vorgebrachte Argument eher gegen seine These als gegen unsere Auffassung zu sprechen. Sachliche Einwände bringt V. L. Ménage⁶⁾ vor, der sich bemüht, auf Grund der vorhandenen Quellen einige Anhaltspunkte zu finden, die die Version der Chroniken stützen könnten. Wir müssen deshalb die Argumentation von Ménage hier berücksichtigen, da sie für die Ansicht Werners spricht. Ménage behauptet, Idrîs habe als hoher Staatsbeamter bei den Ak-Koyunlu Rumelien nicht eingehend bereist und daher die dort herrschenden Verhältnisse nicht genügend gekannt, zumal er nur als Flüchtling an den Hof des Osmanischen Herrschers kam (1501/2). Er habe die Titel verwechselt, wenn er den Kadi von Biledschik Kara Halil, den späteren Kadi-asker, Qâdî al-Quḍât (Richter der Richter) nennt, ein Titel, der zwar bei den Ak-Koyunlu, nicht aber bei den Osmanen üblich war. Auch sei ihm ein Anachronismus unterlaufen, wenn er von der Prägung von Silber- und Goldmünzen (az zar u sîm) unter Orhan spricht; Goldmünzen wurden erst unter Mehmed II. geschlagen. Über den Titel wurde in unserer Arbeit einiges gesagt, auf jeden Fall kann es nicht von Wichtigkeit sein, wenn ein Autor eine Bezeichnung seinem eigenen Sprachgebrauch entnimmt, zumal er hier mit einem Unterton von Verherrlichung betonen möchte, daß es sich nicht um irgendeinen Kadi, sondern um einen berühmten Staatsmann aus der Vergangenheit handelte. Was den Anachronismus anbelangt, glauben wir, daß er kein Kriterium für seine Zuverlässigkeit ist, denn Anachronismen können jedem Autor unterlaufen, besonders wenn es sich um Ausdrücke handelt, die infolge ihres täglichen Gebrauchs ihre ursprüngliche Bedeutung verlieren und zum Klischee werden. „Argent“ bedeutet z. B. nicht nur silberne Münze, sondern ganz allgemein jedes Geld. Im Osmanischen Lexikon findet man den festen Ausdruck „sîm u zer“. Bei Idrîs handelt es sich um einen Fehler, der sehr leicht begangen werden konnte, fast um einen lapsus linguae. Osman und Orhan werden von den Chroniken als Sultane bezeichnet, obwohl sie diesen Titel nie getragen haben, dennoch kann die Zuverlässigkeit der Chroniken nicht auf Grund dieses Anachronismus bezweifelt werden.

Die Tatsache, daß Idrîs als erster das Devşirme erwähnt und eine vernünftige Erklärung für seine Entstehung gibt, beweist, daß er das Wesen einer Einrichtung klar erkannte. Gerade weil er am sultanischen Hof lebte, war er in der Lage, präzisere Auskünfte zu geben — wie auch Ménage bezüglich der Kopfbedeckung annimmt — als die Chroniken, die volkstümlicher Herkunft sind. Dies läßt sich ganz deutlich aus ihrer feindseligen Haltung gegenüber dem sultanischen Hof und einigen Praktiken, die dort üblich waren, erkennen. Der zweite Hof-Geschichtsschreiber der sogenannten „Goldenen Zeit“, Sa'd ed-Dîn, folgt Idrîs, indem er die Entstehung sowohl der Janitscharen als auch des Devşirme in die Regierungszeit Orhans datiert. Wir können hier Ménage nicht folgen, wenn er meint, daß Sa'd ed-Dîn unsicher in der Chronologie von Idrîs war, weil er den Namen Orhan nicht ausdrücklich erwähnt, sondern nur die Bezeichnung „Şâh-i 'âlî-ğâh“ und weil er hinsichtlich der Lebensdauer der Einrichtung von „über zweihundert Jahren“ spricht. Ménage legt

⁶⁾ V. L. Ménage, Some Notes on the Devşirme. — Bulletin of the School of Oriental and African Studies, XXIX, I (1966), S. 64—78 und speziell S. 72—77.

seiner Berechnung als Ausgangspunkt das Abschlußjahr der Geschichte des Sa'd ed-Dîn (1575) zugrunde und kommt zum Schluß, daß das Devširme eher in der Regierungszeit Murads I. entstanden sei. An sich müßte man jedoch eher vom Zeitpunkt ausgehen, da Sa'd ed-Dîn mit der Abfassung seines Werkes begann. Aber alle diese Spitzfindigkeiten sind nicht notwendig. Idris sagt ganz einfach, daß in diesen zweihundert Jahren seit der Einführung des Devširme mehr als zweihunderttausend Menschen für die islamische Religion gewonnen wurden. Sa'd ed-Dîn folgt einfach Idris und denkt in Jahrhunderten. Man kann daraus keine Schlüsse ziehen.

Berechtigter, wenn auch nicht entscheidend, ist das nächste Argument von Ménage, wenn er behauptet, daß in dieser Sache vor allem der Geschichtsschreiber Ibn Kemâl gehört werden müßte, der seine Laufbahn als Soldat in Rumelien begann und später müderris in Edirne und schließlich Şeyh ül-Islâm (nach dem Jahre 1510) wurde. Ibn Kemâl mußte besser als Idris über die osmanischen Einrichtungen unterrichtet sein und nicht weniger gut als er die Osmanischen Chroniken studiert haben. Die Einführung des Penğik und wahrscheinlich auch der Janitscharen hatte er wohl in seinem dritten Buch erwähnt, doch anscheinend sind die diesbezüglichen Seiten nicht erhalten. Im Abschnitt über Orhan erwähnt er, daß Orhan die Jaja-Truppe (Fußvolk) ins Leben gerufen hat. „Aber in jener Zeit“, schreibt er weiter, „gab es keine Janitscharen. Der Dienst, den sie leisteten, wurde damals von der Jaja geleistet. Später, als die Janitscharen eingeführt wurden, verlor dieses Korps die Gunst des Sultans.“⁷⁾ Ménage bemerkt hiezu, wenn Idris eine andere und uns unbekanntere Quelle oder eine mündliche Tradition gekannt hatte, die diese Einrichtung Orhan zuschrieb, dann wußte folglich Ibn Kemâl nichts von ihr oder er verwarf sie. Dies ist ein e silentio Argument, denn wir wissen nicht, was er in diesen verlorengegangenen Seiten geschrieben hat. Der einzige Anhaltspunkt ist seine Erwähnung der Jaja. Er sagt sogar, daß sie die Gunst des Sultans — Sultan in der Einzahl — verloren hatte — ein Ereignis, das auch von Idris überliefert wird. Diese Stelle könnte eher für als gegen die Ansicht von Idris sprechen. Daß Ibn Kemâl im allgemeinen besser als Idris informiert war, ist wahrscheinlich, aber es fehlt jeder Beweis dafür. Die e silentio Argumente sind immer sehr fragwürdig. Keiner der vier griechischen Geschichtsschreiber der Eroberung — Chalkokondyles, Dukas, Sphrantzes und Kritobulos — verliert ein Wort über das Devširme, obwohl es in ihrer Zeit systematisch — alle fünf Jahre oder auch häufiger — durchgeführt wurde. Sie erwähnen nur die Janitscharen als ein Korps, das aus Christenkindern zusammengesetzt war; Dukas spricht auch vom Penğik und der auf seiner Grundlage erfolgten Rekrutierung, u. zw. im Zusammenhang mit den Janitscharen unter Murad II. Niemand kann ernsthaft behaupten, daß diese Geschichtsschreiber keine zuverlässige Quelle bilden, aber auch ebensowenig, daß es in ihrer Zeit kein Devširme gab. Sicherlich hat aber das Schweigen einer ganzen Reihe von Quellen etwas zu bedeuten. So könnte man das Schweigen der türkischen Quellen bezüglich des Devširme damit erklären, daß diese Einrichtung dem Scheriat-Recht widersprach. Sie wurde als gesetzwidrig empfunden, was aus der Tatsache ersichtlich ist, daß sowohl Idris als auch Sa'd ed-Dîn gleichzeitig mit der Erwähnung des Devširme sich bemühten, eine Rechtfertigung gegenüber dem Scheriat-Recht zu

⁷⁾ Ménage, a.a.O., S. 76.

Mitteilungen

geben. Aber all das sind natürlich Vermutungen, die das Problem zwar berühren, aber nicht lösen können. Sicher ist, daß wir bei Ibn Kemâl nichts Bestimmtes erfahren.

Ehe wir unseren Exkurs abschließen, soll noch ein sekundäres Argument erwähnt werden, das Ménage in einer Fußnote vorbringt. Es handelt sich um die Tatsache, daß der Anadolu Ağası — nach Uzunçarsılı war er rangälter als der Rumeli Ağası — die durch das Devşirme in Rumelien eingesammelten Kinder an türkische Familien in Anatolien verteilte, der Rumeli Ağası umgekehrt die Kinder aus Anatolien in Rumelien.⁸⁾ Ménage sieht darin einen Beweis dafür, daß das Devşirme erst in Rumelien, also später als Idris annimmt, eingeführt wurde. Es ist jedoch unbekannt, wann diese Ämter geschaffen wurden, aber sicherlich erst dann, als man eine systematische Aushebung von Christenkindern vornahm; diese umgekehrte Verteilung sollte ganz offensichtlich die Flucht der Kinder verhindern. Aber die Priorität des Anadolu Ağası hilft uns in keiner Weise. Für die Zeit Orhans ist es unwahrscheinlich, daß ein Ağa — ein Extra-Beamter — mit der Verteilung der Kinder beauftragt war, denn ihre Zahl muß damals verhältnismäßig gering gewesen sein. Aber selbst wenn das Devşirme erst unter Murad I. eingeführt wurde, mußte der mit der Verteilung der Kinder beauftragte Beamte die Kinder in Anatolien verteilen, da nur dort eine geschlossene türkische Bevölkerung vorhanden war. Später, als das Reich eine viel größere Ausdehnung erreicht hatte, mag wohl ein Beamter nicht genügt haben, so daß man einen zweiten ernannte; damit kam es vermutlich auch zur Unterscheidung in Anadolu — und Rumeli Ağası, während die Priorität des Anadolu Ağası ebenso wirtschaftlich bedingt war, da die aus Rumelien stammenden Kinder zahlreicher und somit das Einkommen aus ihrer Vermietung höher war. Wir sehen keinen zwingenden Grund, die Schlußfolgerungen von Werner und Ménage zu übernehmen.

Im Kapitel IV. (S. 116—151) schildert W e r n e r die Beziehungen zwischen Byzanz und den kleinasiatischen Türken und beleuchtet besonders die Rolle, die die griechische Aristokratie dabei spielte. Er bezeichnet mit Recht ihre Haltung nicht als verräterisch, wie dies einige Historiker tun, wenn auch ihre Praktiken die Eroberung der Türken erleichtert hätten. Dabei beurteilt er die Haltung des Johannes Kantakuzenos, der ein Vertreter dieser Klasse war, im Rahmen der byzantinischen Tradition, denn die Türken hätten auch allein den Weg nach Europa gefunden. Die Tragik lag nach Werner darin, daß die innere Krise mit einer allzu schweren äußeren Bedrohung zusammenfiel. Die Eroberung durch die Türken erstickte gerade jene Tendenzen im Keim — Föderalismus, Absolutismus, Städterepublik —, die zu einer Neugestaltung führen hätten können. Deshalb seien auch die Volksaufstände von Thessalonike, die Werner als Klassenkampf und nicht als Resultat rivalisierender Legitimationsansprüche auffaßt, ohne bleibende Wirkung gewesen. Die Eroberung der Türken war kein zufälliges Ereignis, es handelte sich um eine Landnahme mit schwerwiegenden Folgen für ganz Südosteuropa. Obwohl die türkische Kolonisation auf dem Balkan die demographische Lage grundsätzlich nicht zu ändern vermochte, schuf sie die nötige Voraussetzung für ein Festsetzen der osmanischen Macht in diesem Raum und bildete ein Kräfte-reservoir, das den nötigen Rückhalt

⁸⁾ I. U z u n ç a r s ı l ı, Osmanlı Devleti Teskilatından Kapukulu Ocakları [Aus der Janitscharenorganisation des osmanischen Reiches]. Bd. I (Türk Tarih Kurumu Yayınlarından VIII, Seri-No 12,1) Ankara 1944, S. 44—45.

bot. Die Überbetonung der inneren Krise als Ursache der ganzen Entwicklung, wie bei Udal'cova und anderen, verdeckt das Problem und läßt nicht genügend Raum für ein adäquates Verstehen der Phänomene. Die Ausführungen Werners sind von besonderer Bedeutung, nicht nur weil er der byzantinischen Wirklichkeit eher gerecht wird, sondern auch vom theoretischen und vom methodischen Standpunkt aus. Durch die Berücksichtigung auch äußerer Faktoren wird das allzu starre Schema eines von innen her notwendigen Ablaufes der geschichtlichen Wirklichkeit überwunden.

Im Kapitel über den Kampf um die Feudalisierung des Staates unter Murad I. und Bayezid I. (S. 151—180) unterscheidet Werner zwei Etappen, u. zw. erstens den Versuch, einen Vasallenstaat zu bilden, bei dem die christlichen Herrscher und Fürsten vom Sultan abhängig sein sollten; zweitens den Versuch, einen zentralistischen Staat zu organisieren, wobei nicht nur die christlichen Fürsten beseitigt werden sollten, sondern auch alle kleinasiatischen Emirate und kleineren unabhängigen Gruppen und Stammesführer, die sich einer feudalen Ordnung militärischer Prägung zu unterwerfen hatten. Die Niederlage Bayezids unterbrach diese Entwicklung und rief jene Kräfte auf den Plan, die zu einer Reihe von Volksaufständen führten. Der Verfasser bezeichnet sie im sechsten Kapitel (S. 180—218) als eine anti-feudale Reaktion des Nomadentums als Vertreter der militärischen Demokratie. Sie manifestierte sich erstens in den Stammeskriegen, die uns als Nachfolgekriege nach der Niederlage von Ankara bekannt sind, wobei sich die Vertreter der alten Ordnung um den einen oder anderen Sohn Bayezids in ihrem Kampf gegen Mehmed sammelten, zweitens in den eigentlichen Volksaufständen unter der Führung von Mustafa, Bürklüce und Bedr ed-Dîn. Die Jürüken, aus Anatolien stammende türkische Nomaden, fanden in den Wlachen Bundesgenossen in ihrem Kampf gegen die Lehensträger und Großgrundbesitzer, die ihre Herabdrückung zur einfachen re'âyâ bezweckten. Als Beweis, daß der entscheidende Faktor die Klasse und nicht die Religion oder die Rasse war, führt der Verfasser die Tatsache an, daß die Jürüken analogen steuerlichen Bedingungen unterstanden wie die christlichen Wlachen. Während aber die Reaktion dieser beiden Gruppen zur Regression von Kultur und Wirtschaft führte, strebten die Widerstandsbewegungen unter Mustafa und Bedr ed-Dîn die Humanisierung der herrschenden Verhältnisse an. Während Mustafa radikal in seinen Gleichheitsforderungen war — er war der Vertreter einer Art Verbraucherkommunismus und strebte das Zusammengehen von Muslimen und Christen an —, entpuppte sich Bedr ed-Dîn als gemäßigter religiöser und sozialer Reformers, der sowohl einen Religionsausgleich zwischen Siegern und Besiegten begünstigte als auch die Lage der unteren Klassen zu bessern suchte, ohne aber die Klassengegensätze überwinden zu wollen. Bedr ed-Dîn war nach Werner insofern realistischer als der „urwüchsige“ Mustafa, als er einen klareren Blick für die Möglichkeiten hatte; so suchte er auch den niedrigen Dienstadel für seine Ziele zu gewinnen. Die Bedeutung beider Revolutionäre war jedoch größer als die realen Ergebnisse ihres Wirkens, denn sie reproduzierten nicht einfach traditionelles islamisches Gedankengut von Freiheit und Gleichheit, sondern traten für eine neue Idee ein, indem sie die Toleranz als Voraussetzung eines wohlgeordneten Staates betrachteten. Im letzten Abschnitt des Kapitels wirft Werner die Frage auf, weshalb sich der Balkan nach der Schlacht von Ankara nicht befreite. Der einzige, der wirklich gegen die Türken kämpfte, war der byzantinische Kaiser; seine Macht reichte jedoch nicht aus,

besonders wenn man bedenkt, daß er den antizentralistischen Bestrebungen der lokalen Machthaber gegenüberstand. Die christlichen Mächte zeigten zu jener Zeit kein echtes Interesse am Türkenkrieg, sie meinten sogar, daß nunmehr die türkische Gefahr gebannt sei. Die Ausführungen Werners sind sehr interessant, besonders dort, wo er die Unterschiede in der Haltung der verschiedenen Volksschichten während der Stammeskämpfe und Volksaufstände herausarbeitet. Es fehlt nicht an Anhaltspunkten für seine Thesen, dennoch hat man manchmal den Eindruck, daß er bei seinen Verallgemeinerungen über das Tatsachenmaterial hinausgeht. Doch dies ist insofern kein Nachteil, als der heutige Stand der Forschung m. E. nicht mehrere Möglichkeiten in dieser Richtung offenläßt, so daß eine an Ideen reiche Darstellung sehr anregend auf weitere Forschungen wirken könnte.

In den Kapiteln VII. und VIII. behandelt Werner die Regierungszeiten Murads II. und Mehmeds II. unter dem Aspekt der Konsolidierung des Reiches und der Entwicklung des Feudalsystems. Die Regierung Murads II. charakterisiert er als die Zeit der expansiven Restauration, wobei Murad das Vasallitätsverhältnis des christlichen Fürsten zu erhalten und weiter auszubauen sich bemühte, was auch im Sinne Halils, des Großwesirs, war. In diesem Zusammenhang untersucht Werner den Gegensatz zwischen Halil und dem jungen Mehmed, den er auf den Entschluß des letzteren, mit dieser patriarchalischen Auffassung endgültig zu brechen, zurückführt. Mit F. B a b i n g e r bezeichnet Werner Mehmed als einen Machtmenschen „kat' exochen“ und findet die Betonung des psychologischen Moments berechtigt, wobei er es als eine Vergrößerung des historischen Materialismus bezeichnet, wenn die psychologischen Faktoren bei der Erklärung geschichtlicher Vorgänge nicht entsprechend berücksichtigt werden. So sei in gering- oder unterentwickelten Gesellschaften, wie z. B. in den feudalen, die Persönlichkeit und ihre Vorstellungskraft für die historische Entwicklung maßgebend. Werner vergleicht Mehmed mit Timur, denn in beiden habe sich Schreckensdespotie mit alttürkischem Sendungsbewußtsein vereinigt.

In der Schlußbetrachtung seines Kernthemas, des osmanischen Hochfeudalismus, untersucht Werner die verschiedenen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Beziehungen wie z. B. die Schollengebundenheit der Bauern, die Rolle der Sklaverei, die juristische und wirtschaftliche Stellung der Städte, die speziellen Abhängigkeitsbeziehungen zwischen Städten, Volksgruppen und dem Osmanischen Reich, das Steuersystem und schließlich den Bergbau. Werner unterscheidet dabei zwei Grundkategorien von bodenrechtlichen Beziehungen: die der eigentlichen Landbesitzer, der „Mulk şâhibleri“, welche uneingeschränkt über ihre Ländereien verfügen konnten, und die der Sipahi, der Lehensträger, die im Genuß der Grundrente waren, wobei ein Teil der Sultan erhielt. Diese Rente bestand eindeutig in Produkten und kaum in Geld, was ein charakteristisches Merkmal des osmanischen Feudalismus ist. Es handelte sich um eine Reifeudalisierung, die den Balkan auf eine niedrigere Stufe der gesellschaftlichen Entwicklung zurückwarf. Ansätze dieser späteren Entwicklung gab es im Balkanraum vor der Türkenherrschaft. D. Z a k y t h i n o s bezeichnet sie sehr treffend als „Der Türkenherrschaft vorausgehende Formen“, Werner zitiert die Arbeit von Zakythinos nicht.⁹⁾

⁹⁾ D. Z a k y t h i n o s, „Πρόδρομοι μορφαι τῆς Τουρκοκρατίας“. — Ἡ ἄλωσις τῆς Κωνσταντινουπόλεως καὶ ἡ Τουρκοκρατία. [Die Eroberung Konstantinopels und die Türkenherrschaft]. Athen 1954, S. 76—87.

Erst die Türkenherrschaft führte zu einer Konsolidierung jener Tendenzen und vertiefte die Kluft zwischen West- und Mitteleuropa und Südosteuropa. In diesem Zusammenhang bringt Werner auch seine zentrale These vor, daß die osmanische Gesellschaft eine Klassengesellschaft war, bei der die feudalistische Klasse die Herrschaft innehatte. Zur Stützung dieser These bedient er sich einiger konkreter Argumente: Alle Untertanen des Osmanischen Reiches, sowohl in Kleinasien als auch in der europäischen Türkei, wurden bis zum 18. Jh. als *re'âyâ* (Herde) bezeichnet. Nicht nur die Christen, sondern auch die türkischen Bauern und die Nomaden mußten Steuern zahlen. Die *Mulk şâhibleri* begünstigten die staatliche Zentralisierung, die ihnen nicht nur die Rente der Ungläubigen, sondern auch die der Muslime sicherte. In ihrem Bestreben, die Untertanen auszubeuten, bestand zwischen dem Sultan und der Aristokratie eine echte Interessengemeinschaft. Ein Hauptcharakteristikum sieht Werner auch darin, daß die sogenannte Aristokratie über das Land, d. h. über die Produktionsmittel, verfügte, wenn auch der Sultan der oberste Verwalter des Landbesitzes war und ihn den verschiedenen Würdenträgern übertrug. Inwieweit kann man auf Grund dieser Tatsache von einer Klassenherrschaft sprechen? Es gibt so viele und verschiedene Elemente, die nebeneinander existierten, daß es eine Frage der Auswahl bleibt, zu welcher Definition man kommt. So war die rechtliche Stellung einer Person auf Grund ihrer Herkunft im Osmanischen Reich nicht wie in der westlichen, mittelalterlichen Ständegesellschaft fixiert, wohl aber setzte die religiöse Zugehörigkeit gewisse Schranken. Es bestand eine Askeri-Klasse, die zugleich den Beamtenstand darstellte und die über die Produktionsmittel verfügte, aber es gab keine Aristokratie. Die christlichen Untertanen gehörten nicht zur Askeri-Klasse, andererseits konnte durch die Institution der militärischen Sklaverei und des *Devşirme* ein Teil der Untertanen zur herrschenden Schicht aufsteigen. All das zeigt, daß wir ein komplexes Phänomen vor uns haben und es beim einzelnen Forscher liegt, Akzente zu setzen.

In den letzten drei Abschnitten des VIII. Kapitels untersucht Werner kurz die byzantinisch-slawischen Einflüsse, die Organisation und Verwaltung unter Mehmed II. und den gescheiterten Versuch einer turkmenischen Großreichbildung des *Ak-koyunlu*-Staates von Uzun Hasan, um an diesem Beispiel jene Elemente aufzuzeigen, die hemmend auf die turkmenische Reichsbildung wirkten, und indirekt jene Faktoren herauszustellen, die zum Aufstieg der osmanischen Großmacht beitrugen. Bezüglich der byzantinischen Einflüsse beschränkt sich Werner darauf, auf Analogien im Steuersystem und zwischen den sogenannten *Hâriğ Re'âyâ* (Außenseiter) und den byzantinischen „*Eleutheroi*“ hinzuweisen. Ähnlichkeiten sieht Werner auch bei jenen Bauern, die zu bestimmten Dienstleistungen herangezogen wurden und dafür verschiedene Privilegien erhielten, eine Gepflogenheit, die auch im byzantinischen Reich herrschte. An anderer Stelle betont er, daß trotz der Gemeinsamkeiten beider Staatswesen sie zwei einander fremde Welten blieben, „zwei getrennte Sphären, die niemals miteinander verschmolzen“ (S. 260). Bei der Untersuchung des Verwaltungswesens legt Werner das Hauptgewicht auf die Stellung der Unterjochten und der orthodoxen Kirche. Die Rolle der Kirche beurteilt er m. E. ziemlich einseitig, da er nur die negativen Seiten sieht, während er ihre Verdienste, die sie sich bei allen Balkanvölkern um die Erhaltung des christlichen Glaubens und der kulturellen Tradition erwarb, außer acht läßt. Werner sagt aphoristisch, daß die Kirche für die Osmanen eine loyale Macht ersten Ranges darstellte, den christlichen Untertanen

aber nur „Dunkelmännertum und Reaktion“ (S. 298) brachte. Um von Reaktion sprechen zu können, muß man das Vorhandensein von fortschrittlichen Tendenzen und Ideen voraussetzen, denen diese reaktionären Kräfte entgegenwirkten. Außer im Falle des eigentlichen griechischen Raumes, wo auch nach Werner ein nationaler Humanismus herrschte — dessen Hauptträger allerdings kirchliche Würdenträger waren, wie z. B. Theophilos Korydalleus —, gab es auf dem ganzen Balkan keine bemerkenswerte geistige Strömung, die sich gegen die osmanische Herrschaft richtete und die durch die Aktion der Kirche verhindert hätte werden können. Es ist richtig, daß die Kirche nicht immer ihre Mission im apostolischen Geiste erfüllte, aber ihre Aufgabe konnte von keiner anderen Instanz übernommen werden, da ganz einfach keine andere vorhanden war. Auch die weit verbreitete Meinung, die Schulbildung sei während der Türkenherrschaft rein theologischer Natur gewesen, ist ein Irrtum. Man braucht nur die Fülle der Handschriften in Betracht zu ziehen, die in den Schulen verwendet wurden, um eine klare Vorstellung zu erhalten, welche Art von Werken damals die Grundlage der Ausbildung darstellten, nämlich nicht nur die alten Klassiker und die übliche Erbauungsliteratur, sondern auch die Werke des Lukian und anderer hellenistischer Autoren, die man gewiß nicht als Vertreter eines strengen theologischen Geistes betrachten wird.

Im letzten Kapitel „Rückblick und Ausblick“ sucht Werner seine zentrale Behauptung, wonach das Osmanische Reich wie auch alle anderen Staaten des Okzidents und Orients ein Klasseninstrument sei, näher zu beleuchten. Seine Ausführungen über die Entwicklung von der militärischen Demokratie zur Ausbildung eines Feudalstaates, mit einigen Übergangsstadien wie dem patriarchalischen Feudalismus unter Murad II., zeigen, daß er sich innerhalb der bekannten marxistischen Konzeption bewegt, wobei er aber von einem vereinfachenden Fortschrittsglauben Abstand nimmt, denn für ihn gehört das Osmanische Reich zu jenen weltgeschichtlichen Beispielen, wo Eroberer eine fortschrittliche Entwicklung unterbrachen und für längere Zeit Regression und Stagnation brachten (S. 311). Werner ist m. E. mit Recht der Ansicht, daß die Entwicklung in Südosteuropa dieselbe Richtung wie in Westeuropa genommen hätte, wenn die Osmanische Invasion nicht alle fortschrittlichen Tendenzen im Keim erstickt hätte. Man könnte auch so formulieren: Südosteuropa war gezwungen, einen Entwicklungsprozeß durchzumachen, der zwar für die Osmanen einen Fortschritt, für Südosteuropa aber eine Regression bedeutete. Werner beabsichtigte, mit seiner Generalisierung gerade jene Momente herauszustellen, die diese Entwicklung bewirkten. Obwohl er bemüht ist, auch andere Faktoren, und nicht nur die ökonomischen, in Betracht zu ziehen — was einen seiner bedeutendsten Beiträge zur Geschichtswissenschaft darstellt —, bleibt er seiner Grundthese treu, daß wir es im Osmanischen Reich nicht mit der Herrschaft einer Rasse oder eines Volkes zu tun haben, sondern mit der Herrschaft einer Klasse, nämlich der feudalen.

Jede Generalisierung ist zwangsläufig mit Abstraktionen verbunden, und man wird immer eine Reihe von Ereignissen finden, die sich durch die betreffende Theorie nicht erklären lassen. In den Naturwissenschaften ist die Situation nicht viel anders, dennoch besteht dort ein wesentlicher Unterschied durch die Möglichkeit, die Theorie durch das Experiment zu überprüfen. Dem Historiker bleibt nur, verschiedene Scheinzusammenhänge durch die Analyse einer Aussage aufzudecken. Hinsichtlich der genannten These von Werner stoßen wir dabei auf einige Behauptungen, die nicht aus zwingenden logischen Gründen miteinander verknüpft sind. Es mag z. B. zutreffen, daß das Osmanische Reich eine Klassengesellschaft bildete, es muß dies aber

nicht für alle anderen Staaten des Orients und Okzidents gelten; ebenso, daß die herrschende Schicht im Osmanischen Reich die Feudalherren waren, wobei jedoch nicht unbedingt die wirtschaftlichen Faktoren die ganze Entwicklung bestimmt haben müssen, es können auch strukturelle Voraussetzungen vorhanden gewesen sein. Wie schon oben erwähnt, ist es eine Frage der Auswahl der Kriterien, auf welche soziale Erscheinung der osmanischen Gesellschaft man den Hauptakzent legt. All dies bedeutet natürlich nicht, daß die Generalisierung von Werner ohne Wichtigkeit ist, daß sie keinen Gewinn für die Wissenschaft darstellt. Als ein Erklärungsversuch ist seine Theorie nicht nur für die marxistische Geschichtsschreibung von Bedeutung, sondern auch für alle jene, die diese Weltanschauung nicht teilen. Denn einerseits sind es die wirtschaftlichen Faktoren, die zumindest in gewissen konkreten Fällen den geschichtlichen Prozeß bestimmen, andererseits werden die Grenzen und Möglichkeiten einer Theorie erst dann sichtbar, wenn ihre letzten Konsequenzen gezogen werden.

**Biographische Beiträge
zur Geschichte des mazedonischen Haiduckenwesens
von 1622 bis 1650**

Von ALEXANDER MATKOVSKI (Skopje)

Die vorliegenden Ausführungen beruhen vorwiegend auf türkischen Dokumenten in den ersten zwölf Registern (siğill) des Kadiamtes Bitola, die sich im Staatsarchiv der Sozialistischen Republik Mazedonien in Skopje befinden. Sie wurden in Bitola von verschiedenen Kadis in der Zeit zwischen 1622 und 1650 in osmanisch-türkischer Sprache verfaßt oder abgeschrieben und enthalten eine Vielzahl von Daten sowohl über das Haiduckenwesen im allgemeinen als auch über die Tätigkeit und das Leben einzelner Haiducken.¹⁾

Dieser Aufsatz beabsichtigt die Erfassung aller bisher bekannten Haiducken aus der erwähnten Zeit in chronologischer Reihenfolge und will über unbekannte oder ungenügend bekannte biographische und andere Daten einzelner Haiducken Aufschluß geben. Über einige — durch ihre Taten bekannte Haiducken oder berühmte *ḥarâmbaşı* — gibt es mehrere Dokumente und reichlichere Angaben, während über andere die Informationen unvollständig oder ganz spärlich sind. Da über die hier erwähnten Haiducken bis jetzt in der Literatur oder in anderen Quellen nicht berichtet wird, waren wir gezwungen, ausschließlich die Dokumente der Protokollbücher des Kadiamtes Bitola auszuwerten. Der vorliegende Beitrag enthält verschiedene Angaben über Haiduckenführer (acht *ḥarâmbaşı* und einen *bayraqtâr*) und über 55 Haiducken. Registriert wurden insgesamt 64 Haiducken, die während der erwähnten Zeit lebten und wirkten.

¹⁾ Ausführlicher wurden die Haiduckenunternehmungen in der 1. Hälfte des 17. Jahrhunderts in meinen Aufsätzen: Die Haiduckenaktionen in Mazedonien in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts. — Südost-Forschungen XXI (München 1962), S. 394—402, Maßnahmen der osmanischen Regierung zur Unterdrückung des Haiduckenwesens in Mazedonien in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts. — Südost-Forschungen XXVI (München 1967), S. 46—71, behandelt.

Mitteilungen

Die Haiducken überfielen Feudalgüter (hâşş, ze'âmet, tîmâr, çiftlik). Sie erschlugen ihre Eigentümer und plünderten ihre Habe.²⁾ Auf den Äckern und in den Scheunen verbrannten sie die Ernte³⁾, stahlen das Vieh, zerstörten die Mittel für die Erzeugung, vertrieben die Arbeiter, zündeten die Ställe und Häuser an. Alles, was sie nicht mitnehmen konnten, vernichteten oder verbrannten sie.⁴⁾ Als die Haiducken in den Reihen der zugrundegerichteten Bauern Anhängerschaft gewannen, richteten sich ihre Überfälle hauptsächlich gegen Feudalgüter oder Straßen. Auf den Wegen griffen sie Handelskarawanen an.^{4a)} Aus einigen hundert türkischen Dokumenten, über die wir verfügen, wie auch aus den zeitgenössischen Reiseberichten ist zu ersehen, daß in jener Zeit in Mazedonien das Haiduckenwesen sehr verbreitet war.⁵⁾

Diese Aufständischen wurden von den Türken mit verschiedenen Namen belegt: şeqî — Bandit, ħarâmî — Räuber, ħarâmzâde — Bastard, 'âşî — Rebell, hırsız — Dieb, ehl-i fesâd — Aufwiegler, erbâb-ı fesâd — Unheilstifter, qâţı'-ı  arîq — Wegelegerer, fesâdġı — Empörer, qâţil — Mörder, haydud — Haiduck, yol kesîġi — Straßenräuber, bâġî (pl. buġât) — Aufrührer.

Von all diesen Termini wird der Ausdruck „haydud“ am häufigsten gebraucht. Er wurde anfänglich von den talbewohnenden Türken auf Personen angewendet, die von der Herrschaft abfielen, in den öden Gebirgen lebten und von dort ihre Überfälle und Plünderungen unternahmen.⁶⁾

Das Wort „haydud“ war bei vielen Balkanvölkern in Gebrauch. Es wurde auch außerhalb der Balkanhalbinsel verwendet, jedoch mit unterschiedlicher Bedeutung. In der ungarischen, ukrainischen, polnischen, tschechischen, russischen und rumänischen Sprache zum Beispiel bedeutet dieses Wort bewaffneter Soldat, Kämpfer, uniformierter und bewaffneter Bediensteter, Räuber, Raufbold, Plünderer, Grenzsoldat, Angehöriger der Palastwache.⁷⁾

Viele Philologen und Historiker nahmen an, daß dieses Wort ungarischer Herkunft sei⁸⁾, doch wurden gegen diese Deutung auch Zweifel vorgebracht, so von

²⁾ Über die Überfälle der Haiducken auf die Feudalgüter gibt es eine ganze Reihe von Dokumenten, z. B. siġill 2, Blatt 6 b, Dok. 33, Blatt 10 b, Dok. 18; siġill 3, Blatt 17 a, Dok. 2, Blatt 18 a, Dok. 1, Blatt 19 a, Dok. 2; siġill 4, Blatt 31 b, Dok. 3, Blatt 35 a, Dok. 1; siġill 8, Blatt 96 b, Dok. 3; siġill 10, Blatt 9 b, Dok. 12, Blatt 37 b, Dok. 15; siġill 12, Blatt 41 a, Dok. 1 usw.

³⁾ Siġill 10, Blatt 37 b, Dok. 15; siġill 12, Blatt 41 a, Dok. 1; siġill 12, Blatt 70 a, Dok. 1.

⁴⁾ Siġill 3, Blatt 19 a, Dok. 1; siġill 4, Blatt 31 b, Dok. 3; siġill 5, Blatt 35 a, Dok. 1.

^{4a)} Siġill 5, Blatt 34 b, Dok. 6; siġill 5, Blatt 35 b, Dok. 4; siġill 9, Blatt 27 b, Dok. 3; siġill 11, Blatt 92 a, Dok. 2; siġill 11, Blatt 93 a, Dok. 1; siġill 12, Blatt 119 b, Dok. 4.

⁵⁾ P. Д ъ р в и н г о в ъ, Evliyâ Ćelebi i z upadnite b ulgarski zemi [E. Ć. und die westbulgarischen Länder]. — Slavjanska Beseda, Sofija 1943, S. 23, 28 u. 36.

⁶⁾ Istorija Naroda Jugoslavije [Geschichte des Jugoslawischen Volkes], II, Beograd 1960, S. 464.

⁷⁾ Über die Bedeutung des Wortes „Haiduck“ in den erwähnten Sprachen s. ausführlicher bei Dušan P o p o v i ć, O hajducima [Die Haiducken], I, Beograd 1930, S. 100.

⁸⁾ Ebenda, S. 95—97.

Dušan Popović, der dieses Wort für ursprünglich türkisch hält.⁹⁾ Die neueste Enzyklopädie (Enciklopedija leksikografskog zavoda) bezeichnet die Herkunft dieses Wortes als nicht feststellbar.¹⁰⁾

Haiduckenführer

Ḥarâmbâšî (Voivoden)

Innerhalb der Haiduckenbande bestand eine festgelegte Hierarchie. An der Spitze der Gemeinschaft stand der ḥarâmbâšî¹¹⁾ oder Voivode.¹²⁾ Das Wort ḥarâmbâšî besteht aus dem arabischen Wort „ḥarâm“ — waṣ durch das Scheriat verboten, unerlaubt, unantastbar, heilig, ungesetzlich bedeutet (ḥarâmî ist, wer etwas ungesetzliches begeht, ein Räuber)¹³⁾ — und aus dem türkischen Wort „baş“, womit Kopf, Haupt, Leiter, Vorsteher bezeichnet wurden. Demgemäß heißt ḥarâmbâšî Oberhaupt der Räuber.

Neben der arabisch-türkischen Bezeichnung „ḥarâmbâšî“ war für den Anführer der Haiduckenbande auch die slawische Bezeichnung Voivode (vojvoda) gebräuchlich.¹⁴⁾ Auch das arabische Wort re'îs (ra'îs) — Vorsteher, Haupt, Chef — und das türkische Wort baş — Kopf, Leiter — wurden verwendet.

Die ḥarâmbâšî bzw. Voivoden waren durch ihre Kleidung kenntlich. Oft trugen sie kostbare Kleider, verzierte Brustharnische und Gürtel, die sie den Feinden abgenommen hatten. Die schönsten Waffen und Gewänder wurden den Gruppenmitgliedern von ihrem Voivoden zugeteilt.¹⁵⁾

Der ḥarâmbâšî bzw. Voivode trug als besonderes Zeichen die „Federn der Herrschaft“ an der Mütze oder am Kalpak.¹⁶⁾ So ging z. B. der Voivode Konstantin aus dem Dorfe Sopotnica bei Bitola, genannt der Čavdar-Voivode (Roggen-Voivode), schön gekleidet „in rotem Tuch auch bei seinem Mantel. Auf dem Kopf hatte er Federn“.¹⁷⁾

Ḥarâmbâšî war meistens der tapferste und erfahrenste Haiduck. Jede Einheit, ohne Unterschied der Größe, hatte ihren ḥarâmbâšî. Er trug Sorge für ihre Bedürfnisse: Verpflegung, Waffen, Munition, Menschen usw. Er leitete die Bande während des Kampfes, aber auch zu jeder anderen Zeit, ihm wurden Streitigkeiten vorgebracht und er fällte das Urteil. Er kümmerte sich um die Familien seiner Kameraden, um die früheren Haiducken und ihre Helfer. Er vertrat die Bande nach außen, gegenüber anderen Einheiten, Privatpersonen oder staatlichen Organen.¹⁸⁾

⁹⁾ Ebenda, S. 96.

¹⁰⁾ Enciklopedija leksikografskog zavoda Zagreb [Enzyklopädie des Lexikographischen Instituts Zagreb], III, S. 312.

¹¹⁾ D. Popović, a.a.O., S. 133. In der Enciklopedija leksikografskog zavoda III, S. 312 heißt es fälschlich, das Wort „harami“ sei türkischer Herkunft.

¹²⁾ Siğill 3, Blatt 16 b, Dok. 4 und siğill 5, Blatt 5 a, Dok. 1.

¹³⁾ K. Baranov, Arabsko-russkiu slovar [Arabisch-russisches Wörterbuch], Moskva 1957, S. 210, wie auch in allen anderen arabischen Wörterbüchern.

¹⁴⁾ D. Popović, a.a.O., S. 136.

¹⁵⁾ Ebenda, S. 137.

¹⁶⁾ Ebenda, S. 137.

¹⁷⁾ Siğill 5, Blatt 5 a, Dok. 1.

¹⁸⁾ D. Popović, a.a.O., S. 133 u. 134.

Mitteilungen

Neben der Erfahrung mußte sich der *ḥarâmbaşı* durch Gerechtigkeit und Treue zu seiner Bande auszeichnen.¹⁹⁾ Der *ḥarâmbaşı* wurde nicht auf Lebenszeit gewählt. Falls die Bande Mißerfolge erlitt, wurde er durch denjenigen ersetzt, der es am ehesten verdiente²⁰⁾, die Gruppe anzuführen. An der Spitze einer einzelnen Bande konnten laut Dušan Popović zwei oder drei *ḥarâmbaşı* stehen, weil sie entweder aufgrund besonderer Verdienste gewählt worden waren, oder sich zwei oder drei Banden vereinigt hatten und die vorigen *ḥarâmbaşı* nicht die Führung aufgeben wollten.²¹⁾ In diesem Falle stellten jene drei *ḥarâmbaşı* eine Art Führungsgruppe dar, den Stab der Bande.

Die Wahl der *ḥarâmbaşı* war oft nicht leicht, weil jeder hervorragende Haiduck *ḥarâmbaşı* zu werden wünschte. Während der Wahl kam es oft zu Streit oder zur Teilung der Bande. Dem gewählten *ḥarâmbaşı* gehorchten alle Haiducken, und sie führten seine Befehle aus.²²⁾

Wenn der *ḥarâmbaşı* beliebt war, respektierten ihn die Haiducken und gaben ihm einen größeren Teil der Beute. War die Bande aber mit ihrem *ḥarâmbaşı* nicht zufrieden, bedrohte sie ihn, löste ihn ab, verließ oder ermordete ihn.²³⁾

Bekannte *ḥarâmbaşı* (Voivoden) in Mazedonien waren während der erwähnten Zeit in chronologischer Reihenfolge: Niko aus dem Dorf Novo Selo bei Ber, Miho Trpko aus Leskovec bei Lerin (Florina), genannt Petel-Voivode (Hahn-Voivode), Petre Dundar aus Beranci, Lošan aus Magarevo, Konstantin, genannt der Čavdar-Voivode, aus Sopotnica, Sidor, Dude Jovan aus Zagorić und Belče aus Djavato; die letzten fünf Dörfer sämtlich im Gebiet um Bitola.

Ḥarâmbaşı Niko aus dem Dorf Novo Selo bei Ber. — Ahmed Beg, Ḥalil Čelebi, Ḥâġî Ḥalil und ʿOmer Čavuš aus der Stadt Ber erhoben beim Scheriatgericht gegen Niko die Anklage, daß er *ḥarâmbaşı* einer Gruppe von Haiducken sei. Nach der Aussage dieser türkischen Kläger gehörten seiner Bande Marko und Bojan aus dem gleichen Dorf an, die von den Martolosen Kokin, Jano, Mavrovuti und Zaraur er tappt worden waren. Außer Marko und Bojan waren in seiner Einheit Hrisostomos Picagoni und Prodrom aus dem Dorf Gramatikovo bei Ostrovo (Arnissa), die von den Martolosen Kokin, Duka und Djordjo ergriffen worden waren.

Die genannten Martolosen waren bei den Gerichtsverhandlungen anwesend und sagten aus, daß Niko der *ḥarâmbaşı* sei und mit seiner Bande zahlreiche Häuser geplündert und viele Menschen getötet habe. Unter anderem habe er auf dem Wege nach Doljani den subaşı Ḥalil ermordet; auf diese Verbrechen stehe die Todesstrafe.

Niko gestand, der *ḥarâmbaşı* zu sein und die ihm angelasteten Straftaten begangen zu haben. Es wurde beschlossen, ihn dem subaşı Yūsuf Čelebi zur „Vollstreckung des Rechts“, das heißt zur Hinrichtung, zu übergeben. — Dies geschah am 29. 5. 1627.²⁴⁾

¹⁹⁾ Ebenda, S. 134.

²⁰⁾ Ebenda, S. 135.

²¹⁾ Ebenda, S. 135.

²²⁾ Ebenda, S. 136. *Istorija Naroda Jugoslavije*, II, S. 466.

²³⁾ D. P o p o v i ć, a.a.O., S. 137.

²⁴⁾ K. I. V a s d r a v e l l e s, *Armatoloi kai klephtes eis ten Makedonian* [Armatolen und Klephten in Mazedonien]. *Makedonike Bibliothekē. Demosieumata tes Etaireias Makedonikon Spoudon*. Thessaloniki 1948, S. 50, Dok. 2.

Voivode Miho Trpko aus dem Dorfe Leskovec bei Lerin (Florina), genannt der Petel-Voivode. — Über diesen Haiducken ist nicht viel bekannt, außer daß er aus Leskovec kam und als Petel-Voivode berühmt war. Er räuberte in der Umgebung des Dorfes Brod bei Bitola, wo er auch ergriffen wurde. Es nahmen ihn die Bauern Stojan, Velko, Todor und Blagoja aus Brod fest; sie waren Martolosen, die mit den Haiducken verkehrten und sie ausspionierten. So wurde der Petel-Voivode durch Täuschung gefangen und dem zâbiṭ in Bitola übergeben. Sie versicherten dem Gericht, daß er Haiduck und Räuber sei und als Petel-Voivode bekannt sei. Man verurteilte ihn zur Fortschaffung nach Saloniki, wo er auf unbestimmte Zeit als Ruderer auf einem Schiff dienen sollte. Seine Ergreifung und Verurteilung erfolgte zwischen dem 1. und 10. Januar des Jahres 1634.²⁵⁾

Harâmbaşı Petre Dundar aus dem Dorfe Beranci bei Bitola. — Die Bande des Petre Dundar wird zum erstenmal 1634 erwähnt und zählte 44 Haiducken. Es ist bekannt, daß sich in dieser Bande folgende Haiducken befanden: Lošan aus Magarevo, Jano Atanas und Jovče Trajko aus Vardino, Petko Nedelko aus Rakitnica, Stojan Nikola aus Sprostranje, Sogre (auch als Sugare zu lesen) und sein Bruder Mitre aus Babino, Petko Jeresko aus Sprostranje, Hristo Gušan aus Letvica (auch als Letevci zu lesen), Simitči Jovan aus Rakitnica, Karadža aus Dolno Divjaci, der Sohn Terkans aus Belica, Djordjo, der Sohn des Geistlichen aus Arilovo, Radoslav und Kovač aus Kočišta, Jovče aus Letvica, Boško und Stevan aus Sprostranje. Neben den 18 erwähnten Haiducken gehörte zu dieser Einheit auch eine Frau, Kira, die Schwester Jolos aus dem Dorfe Capari. Andere Mitglieder sind namentlich nicht bekannt.²⁶⁾

Petre Dundar war ein berühmter harâmbaşı. Sein Bruder Boško Dundar wurde bereits vorher — ebenso wegen Räuberei — gehängt.²⁷⁾ Über die Taten der Bande Petre Dundars ist nichts bekannt. Die von uns benutzten Dokumente erwähnen nur die Entführung des Hâġî Hasan ben 'Abdullâh im Jahre 1634, der Krämer und Händler sowie Bürger der Stadt Bitola war. Hasan kam mit einer Gruppe von Kaufleuten nach Letvica (?), um den Markt zu besuchen. Die Bande Petre Dundars überfiel den Konak, in dem sich Hasan befand, Jovče aus dem Dorf Letvica warf sich auf Hasan und ergriff ihn. Sie schleppten ihn ins Gebirge und erpreßten von ihm 40 000 Aqçe. Weil er nicht zahlen wollte, folterte und peinigete ihn die Bande auf verschiedene Arten.²⁸⁾ Mehrere Tage hielten sie ihn in den Bergen fest. Zum Schluß gab er ihnen 34 000 Aqçe und Vieh im Wert von 6000 Aqçe, worauf sie ihn wieder frei ließen.²⁹⁾

Petre Dundar fiel in die Hände der türkischen Behörden. Zwischen dem 10. und 19. Januar 1635 wurde er im Dorf Srpci Paša ertappt. Folgende Bauern aus diesem Dorf ergriffen ihn und übergaben ihn den Türken: Jovče Nikle, Petko Jano, Pejo Jovče und Ilija Jovče.³⁰⁾ In dieser Zeit, d. h. zwischen dem 10. und 19. Januar 1635, ist Petre Dundar auch verurteilt worden.

²⁵⁾ Siġill 3, Blatt 16 b, Dok. 4; siġill 3, Blatt 19 a, Dok. 4.

²⁶⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

²⁷⁾ Siġill 3, Blatt 74 a, Dok. 6.

²⁸⁾ Siġill 5, Blatt 35 b, Dok. 4.

²⁹⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

³⁰⁾ Siġill 3, Blatt 74 a, Dok. 5.

Mitteilungen

Vor Gericht beschuldigte Hâĝî Hüseyn aus Bitola den Petre Dundar, 35 einjährige Schafe geraubt zu haben. Daneben bewies Hüseyn, daß Petre Dundar dem Petre Stojan aus dem Dorfe Srpci Paša einen Farren, eine Kuh und fünf Schafe gestohlen hatte. Er hatte Jovče Jovo aus demselben Dorf eine Kuh weggenommen und dem Jovan Niko ein Pferd gestohlen. Petre Dundar leugnete, diese Taten verübt zu haben, und wies darauf hin, daß sie, wie bekannt sei, schon früher von seinem Bruder, dem Haiducken Boško Dundar, der gehängt worden war, begangen worden waren.

Die Muslime, die der Gerichtsverhandlung beiwohnten, beschuldigten Petre Dundar, er sei Haiduck und „habe Aufruhr im Lande erregt“. Darum beantragten sie, ihn zum Tode zu verurteilen, wörtlich „daß er von der Erdoberfläche verschwinde“. Ihrem Vorschlag wurde mit der Bemerkung, „gemäß dem Antrag zu verfahren“, zugestimmt.

Das Protokoll über die Gerichtsverhandlung in Sachen Petre Dundar ist vollständig erhalten. Es war gleichzeitig auch sein Todesurteil.³¹⁾ In diesem Protokoll wird Petre Dundar nicht einmal beschuldigt, Hasan erpreßt zu haben. Allem Anschein nach wußten die türkischen Behörden nichts von diesem Vorfall, und er gestand nicht, an diesen Taten teilgenommen zu haben.

Die Hinrichtung Petre Dundars im Januar 1635 bedeutete nicht die Auflösung seiner Bande.

Im Monat Februar des Jahres 1638 erging von der Kanzlei des Sultans in Istanbul ein Ferman an den Wesir Hüseyn Pascha und den Mufti von Bitola. Es wurde darin angeordnet, Maßnahmen zur Ergreifung der Haiducken der genannten Bande zu treffen. Sie habe Hâĝî Hasan ben ‘Abdullâh um 40 000 Aqçe erpreßt und sei streng zu bestrafen.³²⁾

Bis zum Jahre 1638 räuberte auch Simitçi Jovan, einer der Haiducken aus der Bande des Petre Dundar. Offenbar handelte er nach dem Tode Petre Dundars selbständig. Er wurde ergriffen und Anfang Mai 1638 verurteilt. Bei der Gerichtsverhandlung gestand er, an der Gefangennahme und Erpressung des Hasan teilgenommen zu haben. Von den 40 000 dem Hasan abgenommenen Aqçe hatte er 200 als Anteil erhalten.³³⁾

Nach dem Tode von Petre Dundar stand Lošan aus dem Dorfe Magarevo an der Spitze der Bande. Trotz zahlreicher Befehle von seiten der Regierung konnte die Bande bis zum Jahre 1639 nicht liquidiert werden; zu dieser Zeit wurde „Verzeihung“ gewährt, die Haiducken wurden Martolosen und Lošan Martolosenführer.³⁴⁾

Ĥarâmbaşı Losan aus dem Dorfe Magarevo bei Bitola. — Die Quellen gestatten, das Leben dieses sehr bedeutenden Haiducken über zehn Jahre, von 1634 bis November 1644, zu verfolgen.

Bezüglich seines Namens bestehen Unklarheiten. An einer Stelle heißt es: „Lošan, der Sohn von Aleksandar aus dem Dorfe Magarevo“³⁵⁾, an anderer „Lošan

³¹⁾ Siĝill 3, Blatt 74 a, Dok. 6.

³²⁾ Siĝill 5, Blatt 15 a, Dok. 2.

³³⁾ Siĝill 5, Blatt 7 a, Dok. 3.

³⁴⁾ Siĝill 6, Blatt 79 b, Dok. 4.

³⁵⁾ Siĝill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

Mitteilungen

Stevan aus dem Dorfe Magarevo³⁶⁾, und an einer dritten „Stojan Lošan aus dem Dorfe Magarevo“.³⁷⁾ In allen Dokumenten steht aber Lošan. Es besteht kein Zweifel, daß es sich um ein und dieselbe Person handelt; das ist sowohl aus den Quellen wie auch aus seiner Tätigkeit zu ersehen. Wir werden ihn im folgenden nur mit dem Namen Lošan bezeichnen.

Im Jahre 1634 wird Lošan als gewöhnlicher Haiduck in der Bande erwähnt, die unter dem Befehl des ħarâmbaşı Petre Dundar aus dem Dorfe Beranci stand und 44 Haiducken zählte.³⁸⁾

Diese Gruppe überfiel 1634 einen Konak und ergriff den genannten Ĥâġî Ĥasan und erpreßte ihn um 40 000 Aqče.³⁹⁾

Im Januar 1635 wurde der ħarâmbaşı Petre Dundar gefangen und zum Tode verurteilt, worauf Lošan der ħarâmbaşı der Bande wurde.⁴⁰⁾

Im Jahre 1639 ergab sich Lošan mit seiner Einheit den türkischen Behörden, nachdem er zuvor „Verzeihung“ für sich und seine Bande gefordert hatte.⁴¹⁾

Nicht nur daß er von den türkischen Behörden für seine früheren Räubereien nicht bestraft wurde, mit Wissen, Hilfe und auf Initiative und Empfehlung der Notabeln des Wilajets sowie mit Wissen aller seiner Bewohner wurde er gleich nach seiner Ergebung Martolosenführer im Kaza Bitola.⁴²⁾

Für seine Einsetzung in das Amt eines Martolosenführers war nicht nur die Zustimmung von seiten der Notabeln des Wilajets nötig, sondern auch die Bürgerschaft von seiten der Einwohner der umliegenden Dörfer, die ihn ja kannten. Die Mehrheit der Bewohner der Dörfer Magarevo, Svinjište, Sprostranje, Vlahče und Metimer verbürgte sich, ihn gegebenenfalls dem Gericht zuzuführen. Durch diese Garantie sicherten sich die türkischen Behörden dagegen, daß er ins Gebirge fliehen würde.⁴³⁾

Lošan selbst verpflichtete sich, mit der Gruppe seiner Kameraden, unter denen auch sein Freund Vladik war, Ordnung zu halten. Auch versprach er, mit seiner Einheit die Stadt Bitola vor möglicherweise auftretenden Haiducken zu schützen. Er versicherte vor Gericht, falls nötig, für jedes Mitglied seiner Bande einzustehen, und verbürgte sich für seine Leute, daß niemand von ihnen belästigt würde.⁴⁴⁾

Hieraus geht hervor, daß sich nicht nur Lošan ergab, sondern seine ganze Bande als Martolosen und er als Martolosenführer eingestellt wurden.

Man weiß, daß die türkischen Behörden nur angesehenen Haiducken verziehen, wenn diese sich allein oder mit ihrer Bande ergaben. In diesem Falle entwaffneten sie sie nicht, sondern verliehen ihnen die Aufgabe, gegen die Haiducken zu kämpfen und als Ordnungshüter zu fungieren.

³⁶⁾ Siġill 5, Blatt 35 b, Dok. 4.

³⁷⁾ Siġill 6, Blatt 79 b, Dok. 4.

³⁸⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

³⁹⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3; siġill 5, Blatt 15 a, Dok. 1; siġill 5, Blatt 35 b, Dok. 4.

⁴⁰⁾ Siġill 3, Blatt 74 a, Dok. 6.

⁴¹⁾ Siġill 6, Blatt 38 a, Dok. 5.

⁴²⁾ Siġill 6, Blatt 79 b, Dok. 4.

⁴³⁾ Ebenda.

⁴⁴⁾ Ebenda.

Mitteilungen

Es gibt keine genauen Angaben, wie lange Lošan Martolosenfürer war, aber aus den Dokumenten ist zu ersehen, daß er diese Funktion nicht länger als ein Jahr ausübte. Als Martolosenfürer wurde er mehrmals verleumdet und beschuldigt, neuerlich Verbindungen zu den Haiducken zu unterhalten und seine Pflicht nicht zu erfüllen. Deshalb gab er das Amt des Martolosenfürers auf, legte die Waffen nieder, zog Bauernkleider an und begann sich mit Landarbeiten in seinem Dorfe Magarevo zu beschäftigen.⁴⁵⁾ Viele Bewohner von Magarevo garantierten damals, daß Lošan sich nicht mehr erheben, daß er friedlich sein und sich mit Landarbeit beschäftigen werde.⁴⁶⁾ Für ihn verbürgten sich auch seine Frau Suda und seine beiden Schwestern Kira und Mila.⁴⁷⁾ Sie alle versprachen, Lošan anzuzeigen, wenn er von neuem etwas begehen sollte; falls sie es unterließen, würden die türkischen Behörden einige der Bürger bestrafen.⁴⁸⁾

Wir wissen nicht genau, wie lange Lošan als friedlicher Ackerbauer in Magarevo blieb. Aus einem Dokument, datiert vom Jahre 1644, ist zu ersehen, daß er sein Dorf bald verließ. Als verdächtige Person hatte er dort keine Ruhe. Wahrscheinlich trieb ihn auch seine Räubernatur zu diesem Schritt. Er flüchtete in den Kaza Saloniki und wurde in der Nâhiye Ağustos (Njegoš, Naousa) Martolosenfürer. Gleichzeitig war er Räuberhauptmann einer Bande von 30 Haiducken, die ihre Taten im Kaza Bitola verübte. So war er tagsüber in Naousa bei den türkischen Machthabern Martolosenfürer, nachts aber im Bereich von Bitola *harâmbaşı* und Haiduck.⁴⁹⁾ Seine Bande war aufgeteilt in drei Zehnergruppen, an deren Spitze Djorgo, Niko und Momčilo standen.

Eines Nachts überfiel er mit seiner Bande das Haus des Yazıgızâde Hüseyn, Bürger der Stadt Bitola, raubte sein gesamtes Vermögen und seine Vorräte und ermordete ihn.⁵⁰⁾ Er überfiel auch das Haus des Imams Ahmed Čelebi ibn Yazığı 'Abdî, Bürger der Stadt Bitola, und tötete mit seiner Bande drei Personen.⁵¹⁾ Überfallen wurde auch das Haus von Hasan Čelebi in der Nâhiye Lerin (Florina), man raubte ihm sein gesamtes Vermögen und seine Lebensmittelvorräte.⁵²⁾

An all seinen Unternehmungen beteiligten sich: Djorgo aus dem Dorfe Porodin⁵³⁾, Niko aus dem Dorf Magarevo⁵⁴⁾, Strezo aus Porodin⁵⁵⁾ und Momčilo aus dem Dorfe Trn.⁵⁶⁾

Nachdem sie nachts ihre Taten im Kaza Bitola verübt hatten, flohen sie in den Kaza Saloniki, wo sie legal als Martolosen lebten; aus diesem Grunde war es schwer, sie zu ergreifen.⁵⁷⁾

⁴⁵⁾ Siğill 6, Blatt 38 a, Dok. 5.

⁴⁶⁾ Ebenda.

⁴⁷⁾ Ebenda.

⁴⁸⁾ Ebenda.

⁴⁹⁾ Siğill 9, Blatt 51 a, Dok. 1.

⁵⁰⁾ Ebenda.

⁵¹⁾ Ebenda.

⁵²⁾ Ebenda.

⁵³⁾ Siğill 9, Blatt 51 a, Dok. 2.

⁵⁴⁾ Siğill 9, Blatt 51 a, Dok. 3.

⁵⁵⁾ Siğill 9, Blatt 51 a, Dok. 4.

⁵⁶⁾ Siğill 9, Blatt 51 b, Dok. 1.

⁵⁷⁾ Siğill 9, Blatt 51 a, Dok. 1.

Mitteilungen

Die Einwohner des Dorfes Magarevo einschließlich derer, die sich für Lošan verbürgt hatten, wußten nicht nur von seiner Tätigkeit, sondern waren auch seine Komplizen. Die geraubten Güter und Lebensmittel verbarg Lošan in seinem Dorf.⁵⁸⁾

Die erneute Haiduckentätigkeit Lošans dauerte bis zum Jahre 1644. Dann wurde er gefangengenommen und im Gefängnis von Saloniki eingesperrt. Zusammen mit ihm wurden die oben erwähnten Mitschuldigen Djorgo und Strezo ergriffen, beide aus Porodin, Niko aus Magarevo und Momčilo aus Trn.⁵⁹⁾

Sie alle wurden von Šâhîn Beg gefangen, der alaybeği des Linken Flügels war und dem durch kaiserliche Verordnung befohlen worden war, die Haiducken in den Kazas Bitola, Lerin (Florina), Prespa, Prilep, Kesriye (Kostur, Kastoria), Ğum 'apazarı (Amygdala), Hurpište (Hrupište, Argos Orestikon) und Göriđe (Korča, Korçe) zu verfolgen.⁶⁰⁾

Djorgo, Strezo, Niko und Momčilo gestanden vor Šâhîn Beg, daß Lošan ihr ħarâmbaşı sei. Šâhîn Beg selbst erklärte, Lošan sei das Haupt der Räuber und habe oft Aufruhr gestiftet und Mordtaten verübt. Dennoch habe er Verzeihung erlangt und sich auf verschiedene Weise gerettet.⁶¹⁾

Šâhîn Beg verhörte die Einwohner des Dorfes von Lošan, seinen sipâhî, den Lehnsherrn (za'îm) von Magarevo Aĥmed Aġa und anderer Bewohner des Gebietes über das Verhalten Lošans. Sie alle bestätigten, daß er der Hauptmann von 30 Haiducken gewesen sei.⁶²⁾

Von Djorgo, Strezo, Niko und Momčilo, die „gutwillig“ gestanden, heißt es, sie seien nach dem Scheriat bestraft worden. Welche Strafen ihnen auferlegt wurden, ist nicht bekannt.⁶³⁾

Ebenso wissen wir nicht, was weiter mit Lošan geschah. Seine Tätigkeit als Haiduckenführer wurde sowohl durch Aussagen der Zeugen als auch durch Geständnisse seiner Komplizen bestätigt. Nachdem man ihn einmal amnestiert hatte, können wir vermuten, daß er im Gefängnis von Saloniki zwischen dem 1. und 30. November des Jahres 1644 hingerichtet worden ist.⁶⁴⁾

Lošan war zweifellos einer der bedeutendsten Haiducken in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts.

Voivode Konstantin aus dem Dorfe Sopotnica bei Bitola, genannt der „Ĉavdar-Voivode“. — Grune, Velče, Stojko und Lazar waren von den Wilajetsnotabeln in Bitola als Martolosen aufgestellt worden. Ihre Aufgabe war, die Haiducken auszukundschaften, sie gefangenzunehmen und dem zâbit des Wilajets zu übergeben. So fingen sie durch List den Haiducken Konstantin, genannt der „Ĉavdar voyvodasi“ (Roggen-Voivode) aus Sopotnica bei Bitola.

Dem Gerichtsverfahren wohnten viele angesehenere Muslime der Stadt Bitola bei. Sie erkundigten sich nach dem Lebenswandel Konstantins. Viele Personen bezeugten, daß Konstantin in seiner täglichen Beschäftigung Haiduck und Räuber gewesen

⁵⁸⁾ Ebenda.

⁵⁹⁾ Ebenda.

⁶⁰⁾ Ebenda.

⁶¹⁾ Ebenda.

⁶²⁾ Ebenda.

⁶³⁾ Ebenda.

⁶⁴⁾ Ebenda.

Mitteilungen

sei. Er sei in rotes Tuch gekleidet gewesen und habe einen Mantel getragen. Seinen Kopf habe ein Federbusch geziert. Einige Male sei er verwarnt worden, aber er habe sich nicht gebessert.

Die Zeugen und muslimischen Notablen beantragten seine Hinrichtung, „damit die Menschen vor seinen Verbrechen geschützt würden“. Nachdem ihrem Vorschlag zugestimmt worden war, wurde Konstantin zum Tode verurteilt. Dies ereignete sich zwischen dem 16. und 25. April 1638.⁶⁵⁾

Ḥarâmbaşı Sidor. — Über diesen ḥarâmbaşı haben wir sehr ungenügende Angaben. Es ist lediglich bekannt, daß er der Anführer vieler Räuber war und vor 1639 wirkte.

Sein Komplize war Ḥâġî Rüstem aus Bitola, der ihn verborgen hielt. Aus diesem Grund wurde er ergriffen und nach Istanbul gebracht.⁶⁶⁾

Ḥarâmbaşı Dude Jovan aus dem Dorfe Zagorič bei Bitola. — Dieser Räuberhauptmann wird als Einwohner des Dorfes Trnovo erwähnt.⁶⁷⁾ Nach einem anderen Dokument stammte er aus dem Dorfe Zagorič und war der Sohn von Jovan.⁶⁸⁾ Wir halten die zweite Version für richtiger, weil die Bewohner von Zagorič als Zeugen bei Gericht auftraten und in Anwesenheit Dudes zuverlässig bezeugten, daß er ein Mann aus ihrem Dorfe sei.

Man kann vielleicht auch annehmen, daß es zwei Personen namens Dude gab, aus dem Dorfe Trnovo und aus dem Dorf Zagorič. Weil sich diese Möglichkeit nicht ausschließen läßt, interessiert uns hier — zumal der zeitliche Unterschied der Quellen nicht mehr als fünf Jahre beträgt — jener Dude, von dem die Zeugen des Dorfes Zagorič behaupteten, daß er volle 20 Jahre Haiduck gewesen sei.

Im Jahre 1639 erschienen drei Juden aus Bitola — Jakov Boro, Avram Istito und Feler Zenun — bei Gericht. Sie erklärten, daß ihnen die Haiducken ihre Kinder namens Haim, Isak und noch einmal Haim geraubt hätten. Man hatte sie in der Absicht entführt, Lösegeld zu erpressen. Dies geschah in einem Gebiet zwischen den Dörfern Magarevo, Malovište, Raotino, Trnovo, Capari, Diovo, Brusnik und Lafci. Bei Gericht reichten die Genannten eine Klage gegen alle diese Dörfer ein. Das Gericht entsandte einen Gerichtsboten, durch den es die Dorfbewohner vorladen ließ. Es erschien jedoch niemand vor Gericht. Die Einwohner von Magarevo teilten dem Boten mit, daß sie die Kinder auffinden und dem Gericht zuführen würden.⁶⁹⁾

Im Oktober des Jahres 1639 wurde der ḥarâmbaşı Dude ergriffen. Mit ihm zusammen wurde der Haiduck Petre aus dem Dorfe Mogila gefangengenommen. Alle beide gestanden mehrere ihrer Taten ein, unter anderem, daß sie in die Häuser von 'Alî Pascha, 'Abdî Beg und Ḥâġî Ḥasan in Prespa eingebrochen hätten.⁷⁰⁾ Auch bekannten sie, an Raubüberfällen teilgenommen und drei jüdische Kinder entführt zu haben, die sich noch immer im Gebirge befänden, weil die Eltern das Lösegeld nicht bezahlt hätten.⁷¹⁾

⁶⁵⁾ Siġill 5, Blatt 5 a, Dok. 1.

⁶⁶⁾ Siġill 6, Blatt 14 a, Dok. 1.

⁶⁷⁾ Siġill 6, Blatt 21 b, Dok. 2.

⁶⁸⁾ Siġill 9, Blatt 52 a, Dok. 4.

⁶⁹⁾ Siġill 6, Blatt 16 b, Dok. 6.

⁷⁰⁾ Siġill 6, Blatt 21 b, Dok. 2.

⁷¹⁾ Ebenda.

Als die Eltern der Kinder sich weiterhin weigerten, das Lösegeld zu entrichten, wurden die Kinder getötet. Dies geht aus einem Dokument aus dem Jahre 1640 hervor, in dem Avram Istito, der Vater des kleinen Isak, zusammen mit seiner Frau Dona von der Klage gegen das Dorf Lafci zurücktrat, weil er überzeugt sei, daß sie an der Ermordung seines Sohnes Isak nicht schuldig seien.⁷²⁾

Welche Strafe über den *ḥarâmbaşı* Dude im Jahre 1639 verhängt wurde, ist nicht bekannt. Sicherlich ist er verurteilt worden, da er viele Taten gestanden hatte, darunter auch den Raub der jüdischen Kinder. Auch wissen wir nicht, wie lange er im Gefängnis blieb. Für die Zeit von 1639 bis 1644 besitzen wir keinerlei Angaben.

Im Jahre 1644 stand er wieder vor Gericht. Bei diesem Gerichtsverfahren wurden als Zeugen die Einwohner des Dorfes Zagorič vorgeladen, damit sie alles, was sie über die Tätigkeit Dudes wußten, vorbrächten. Sie sagten aus, daß Dude volle 20 Jahre Haiduck gewesen sei, die Räuberei als Handwerk betrieben und Unruhen angezettelt habe. Es wurde beantragt, ihn zu töten. Auch viele Muslime bekräftigten diese Aussagen. Dude wurde zum Tode verurteilt.⁷³⁾

Ḥarâmbaşı Belče aus dem Dorfe Djavato bei Bitola. — Über Leben und Tätigkeit dieses Haiducken ist nicht viel bekannt. Die Quellen nennen ihn „Anführer der Räuber, die den Besitz der Muslime plünderten“.⁷⁴⁾ Deshalb bemühten sich die Muslime hartnäckig und mit allen Mitteln, ihn zu ergreifen.⁷⁵⁾

Zwischen dem 2. und 11. Juli 1639 kam Belče in sein Dorf Djavato. Die Türken, die ihn verfolgten, erfuhren davon. Der Martolosenführer ‘Osmân umzingelte mit seinen Leuten das Dorf. Von seiten des Gerichts wurde der *muḥzır* (Gerichtsdienner) Yûsuf mit dem Auftrag entsandt, Belče nach Bitola zu schaffen. Die Bauern verbargen ihn und verrieten ihn nicht. Als er aus einem Haus trat, in der Absicht zu entfliehen, warfen sich die Martolosen auf ihn, um ihn zu ergreifen. Da rief der Bauer Mitre Nikola: „Drauf auf die Martolosen! Heute ist unser Tag und unsere Zeit!“⁷⁶⁾ Auf diesen Ruf hin nahmen alle Einwohner ihre Waffen in die Hand: Gewehre, Pfeile, Säbel und Steine. Sie griffen die Martolosen an, um Belče zu schützen. In diesem Kampf gelang es dem Martolosen ‘Osmân, Belče den Kopf abzuschlagen, da sich dieser nicht ergab.⁷⁷⁾

In den Dokumenten wird Belče als „berühmter Räuber“⁷⁸⁾, „Anführer der Räuber“⁷⁹⁾, „berühmter Räuberhauptmann“⁸⁰⁾ usw. bezeichnet.

Die Bewohner des Dorfes Djavato waren als Räuber bekannt, was sie durch dieses Vorgehen bewiesen. — Danach erklärte Durak, der *zâbiṭ* von Bitola, daß es nach dem Tode Belčes keine anderen Haiducken im Dorfe gebe und daß die Bewohner sich dafür verbürgt hätten.⁸¹⁾

⁷²⁾ Siğill 6, Blatt 41 a, Dok. 1.

⁷³⁾ Siğill 9, Blatt 52 a, Dok. 4.

⁷⁴⁾ Siğill 6, Blatt 6 b, Dok. 6.

⁷⁵⁾ Ebenda.

⁷⁶⁾ Ebenda.

⁷⁷⁾ Ebenda; Siğill 6, Blatt 5 a, Dok. 3; siğill 6, Blatt 5 a, Dok. 4.

⁷⁸⁾ Siğill 6, Blatt 6 b, Dok. 6.

⁷⁹⁾ Ebenda.

⁸⁰⁾ Siğill 6, Blatt 5 a, Dok. 4.

⁸¹⁾ Siğill 6, Blatt 14 b, Dok. 13.

Mitteilungen

Bannerträger (bayraqtâr) der Haiducken

Neben dem ħarâmbaşı war die wichtigste Person in der Bande der Bannerträger. Der bayraqtâr war der Gehilfe des ħarâmbaşı.⁸²⁾ Es gab aber auch Banden, die keinen bayraqtâr hatten. Seine Aufgabe bestand darin, die Fahne zu tragen und zu schützen. Der bayraqtâr mußte sehr schnell sein, um die Fahne vor den Feinden zu bewahren, die zu Pferde kämpften.⁸³⁾ Er trug sie auf der rechten Schulter oder vor sich. Wenn zum Überwintern aufgebrochen wurde, nahm er sie von der Stange, verbarg sie und wartete, bis er den Befehl erhielt, sie aufs neue zu entfalten.⁸⁴⁾ Die bayraqtâr starben oft für ihre Fahne. Das Banner war insofern wichtig, als es das Signal für Kämpfer am Ort oder in der Nähe war.⁸⁵⁾

In den Dokumenten jener Zeit wird sehr oft das „Haiduckenbanner“ erwähnt.⁸⁶⁾ Aus dieser Zeit ist uns nur ein Fahnenträger bekannt:

Bayraqtâr Tane Mitàn aus dem Dorfe Čairli bei Bitola. — Viele Bewohner des Dorfes Suhodol bei Mariovo klagten Tane Mitàn an, ein Bannerträger der Haiducken zu sein und zu rebellieren, indem er die Fahne erhebe, um viele Menschen zu töten und Garben auf den Äckern zu verbrennen. Die Einwohner von Suhodol wurden von diesem Haiducken nicht in Ruhe gelassen, so daß sie ihr Dorf verließen. Sie klagten Tane Mitàn an, daß er im Dorfe Budaklar bei Čošoĝlu Feuer gelegt und den Überfall auf den Bezestan von Bitola mit dem Banner in der Hand ausgeführt habe.⁸⁷⁾

Über das Gerichtsverfahren ist nichts bekannt.

Vor dem Scheriatstribunal traten auch zwei Muslime auf, die die Aussagen der Bewohner von Suhodol bestätigten. Diese beiden, Yûsuf Beg und Meĥmed Beg, die wie Tane aus Čairli waren, behaupteten, er habe die Ernte auf den Feldern verbrannt, Besitz geraubt, Menschen getötet und beim genannten Čošoĝlu Feuer gelegt.⁸⁸⁾ Ferner versicherten sie, daß Tane der Räuber sei, der unter dem Räuberbanner gemordet und gebrannt und den Bezestan überfallen habe. Seit langer Zeit sei er Haiduck gewesen, habe sich von allen Haiducken am meisten hervorgetan und Aufstand im Lande verbreitet.⁸⁹⁾

Zur Gerichtsverhandlung erschienen auch Petko und Vele, ebenfalls Einwohner von Čairli, die als „zuverlässige Personen“ galten. Sie bezeugten ebenfalls, daß Tane derjenige sei, der den Aufstand im Lande angestiftet und 'Osmân den Arm gebrochen habe. Sie forderten seine Hinrichtung.⁹⁰⁾

Bei Gericht waren noch zwei muslimische Lehrer zugegen, die aussagten, daß Tane ein Räuber sei, und für seine Hinrichtung stimmten.⁹¹⁾

⁸²⁾ Istorija Naroda Jugoslavije, II, S. 466.

⁸³⁾ D. P o p o v i ć, a.a.O., S. 137.

⁸⁴⁾ Ebenda, S. 138.

⁸⁵⁾ Ebenda, S. 139.

⁸⁶⁾ Siĝill 11., Blatt 56 a, Dok. 2; siĝill 11, Blatt 109 a, Dok. 3; siĝill 12, Blatt 41 a, Dok. 1 und viele andere.

⁸⁷⁾ Siĝill 12, Blatt 41 a, Dok. 1.

⁸⁸⁾ Ebenda.

⁸⁹⁾ Ebenda.

⁹⁰⁾ Ebenda.

⁹¹⁾ Ebenda.

Mitteilungen

Beim Mufti wurde angefragt, ob nach seiner Meinung das muslimische religiöse Recht gestatte, einen Menschen hinzurichten, der Haiduck gewesen sei und Aufruhr im Lande verursacht hätte. Der Mufti antwortete, daß in den fetvâ stehe: „Die Bestrafung von Räubern und solchen, die sich mit den Räubern verbinden, die Häuser überfallen, Besitz rauben und Personen töten, ist im Dienste der Menschen.“⁹²⁾

Tane wurde zum Tode verurteilt und Mûsâ Ağa, dem zâbiđ des Wilajets, zur Hinrichtung übergeben. Dies trug sich zwischen dem 20. und 29. Juni 1651 zu.⁹³⁾

Haiducken

Dieser Abschnitt enthält Angaben über 64 Haiducken, die sich an Räubereien der Banden der erwähnten ĥarâmbaşı beteiligten oder anderen Banden angehörten, deren ĥarâmbaşı nicht bekannt sind. Einige von ihnen waren in Einheiten von 3 bis zu 200 Leuten, einige trieben allein ihr Räuberhandwerk. So hatte der Haiduck Djordjo eine Bande von zehn Leuten⁹⁴⁾, der ĥarâmbaşı Lošan führte eine von 30 Mann an.⁹⁵⁾ Aus dem Jahre 1636 ist eine Gruppe von 44 Personen bekannt⁹⁶⁾, während ein anderes Dokument von einer Bande von 120 Haiducken berichtet.⁹⁷⁾ In einer Quelle vom Juni 1638 heißt es: „In den vergangenen Jahren griffen 200 Räuber und Plünderer mit wehenden Fahnen und beim Klang der Hörner an . . .“⁹⁸⁾ Die übliche Stärke der Haiduckenbanden betrug jedoch 30 bis 40 Leute.

Aus dieser Zeit sind uns namentlich folgende Haiducken bekannt:

Jovan und Mitre aus dem Dorfe Sušica bei Reka. — Unter der Führung dieser beiden Haiducken wurde ein Überfall auf das Gut des Meĥmed Čavuš ausgeführt, das in Topolčani bei Bitola lag. Meĥmed Čavuš war ein angesehener Mann und der Freund „Seiner Exzellenz Arslan Paschas“, der ebenso ein Gut im Dorfe Topolčani besaß. Zur Zeit des Überfalls hielt sich Meĥmed Čavuš dort auf und wurde getötet.⁹⁹⁾

Nach einer gewissen Zeit fingen die Bewohner Sopotnicas diese beiden Haiducken und übergaben sie den Behörden zur Bestrafung. Zugleich verlangten sie eine Bestätigung darüber, damit sie künftig von Verdächtigungen verschont blieben, mit den Haiducken in Verbindung zu stehen.¹⁰⁰⁾

Jovan und Mitre gestanden, daß an diesem Überfall folgende Personen beteiligt gewesen seien: sieben Dörfler aus Cer mit Krste an der Spitze, Konstantin und Velče aus dem Dorfe Suho Grlo, der Hirte Mitre aus dem Dorfe Pribilci, zwei Rekaner aus dem Dorfe Sušica, ein Schäfer vom Gut des Arslan Pascha aus Topolčani, einer seiner Bauern und viele Bewohner des Dorfes Pribilci, deren Namen nicht bekannt waren. Sie hätten sich alle am Brunnen im Dorfe Loznani versammelt, das Gut überfallen und Meĥmed Čavuš getötet. Sie raubten vier versilberte Säbel, ein Pferde-

⁹²⁾ Ebenda.

⁹³⁾ Ebenda.

⁹⁴⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 2.

⁹⁵⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 1.

⁹⁶⁾ Siĝill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

⁹⁷⁾ Siĝill 6, Blatt 18 b, Dok. 8.

⁹⁸⁾ Siĝill 5, Blatt 39 b, Dok. 4.

⁹⁹⁾ Siĝill 2, Blatt 10 b, Dok. 18.

¹⁰⁰⁾ Siĝill 2, Blatt 39 a, Dok. 4.

geschirr, 7—8000 Aqçe, drei Gewehre, Tuch für drei Paar Strümpfe und einige Lasten verschiedener Waren. Das alles wurde in das Dorf Cer gebracht, wo die Verteilung der Beute vorgenommen wurde.¹⁰¹⁾

Dieser Überfall erfolgte vor September 1622, da Jovan und Mitre zwischen dem 7. und 16. September 1622 ergriffen und den türkischen Behörden übergeben wurden. **Krste aus dem Dorfe Suho Grlo bei Bitola.** — Über diesen Haiducken wissen wir sehr wenig, denn es existiert nur ein kurzes Dokument ohne Datum über ihn. Aufgrund der chronologischen Reihenfolge, in der die Eintragungen in den Gerichtsbüchern erfolgten, läßt sich feststellen, daß sich folgendes im Jahre 1622 zutrug¹⁰²⁾: Krste stammte aus Suho Grlo bei Bitola; sein Vater hieß Stojko. Als Krste ins Gebirge flüchtete, hatten die Einwohner von Suho Grlo kein Vertrauen zu seinem Vater. Da sie nicht bereit waren, sich für ihn zu verbürgen, warfen ihn die türkischen Behörden ins Gefängnis.

Krste aus dem Dorfe Cer bei Bitola. — Er nahm am Überfall auf das Gut des Mehmed Čavuš in Topolčani bei Bitola teil, bei dem die Haiducken große Beute machten und Mehmed töteten. Unter anderem schleppten sie vier Säbel und drei Gewehre fort. Alle Gegenstände wurden nach Cer gebracht und im Hause Krstes aufgeteilt. Zusammen mit Krste nahmen aus seinem Dorf noch sechs andere teil. Wie erwähnt, fand der Überfall im Jahre 1622 unter der Führung von Mitre aus Sušica statt.¹⁰³⁾

Petko aus dem Dorfe Egri bei Bitola. — Um 1622 trieb sich auch ein Haiduck namens Petko umher, für den die Dorfbewohner sich nicht verbürgen wollten.¹⁰⁴⁾

Velče aus dem Dorfe Suho Grlo bei Bitola. — Auch er war an dem Überfall auf das Gut des Mehmed Čavuš in Topolčani beteiligt gewesen.¹⁰⁵⁾

Mitre aus dem Dorfe Pribilci bei Bitola. — Wie oben ausgeführt, hatte auch ein Schäfer aus Pribilci am erwähnten Raubüberfall auf das Gut des Mehmed teilgenommen.¹⁰⁶⁾

Konstantin aus Suho Grlo bei Bitola. — Auch er beteiligte sich an besagtem Überfall im Jahre 1622.¹⁰⁷⁾

Prodrom aus dem Dorfe Gramatikovo bei Ostrovo (Arnissa). — Dieser Haiduck wurde von Kokin, Duko und Djordjo, Martolosen aus Ber, in Njegoš (Ağustos, Naousa) ergriffen. Sie führten ihn dem Gericht zu und erklärten, Prodrom habe in früheren Zeiten der Bande des ħarâmbaşı Niko aus dem Dorfe Novo Selo bei Ber angehört und mit den Haiducken in den umliegenden Dörfern zahlreiche Überfälle gemacht, Besitz geplündert und Menschen getötet. Sie beantragten seine Bestrafung.

Prodrom gestand, im Sommer in Gesellschaft anderer Haiducken in die Berge gegangen zu sein, etliche Morde begangen und viele Nahrungsmittel und andere Güter geraubt zu haben. Er wurde dem subaşı von Ber übergeben, „damit ihm Gerechtigkeit zuteil werde“. Dies trug sich am 1. Mai des Jahres 1627 zu.¹⁰⁸⁾

¹⁰¹⁾ Siğill 2, Blatt 10 b, Dok. 18.

¹⁰²⁾ Siğill 2, Blatt 10 b, Dok. 24.

¹⁰³⁾ Siğill 2, Blatt 10 b, Dok. 18; siğill 2, Blatt 39 a, Dok. 4.

¹⁰⁴⁾ Siğill 2, Blatt 19 b, Dok. 18.

¹⁰⁵⁾ Siğill 2, Blatt 10 b, Dok. 18; siğill 2, Blatt 39 a, Dok. 4.

¹⁰⁶⁾ Ebenda.

¹⁰⁷⁾ Ebenda.

¹⁰⁸⁾ I. K. V a s d r a v e l l e s, *Armatoloi kai Klephtes ...*, S. 49, Dok. 1.

Hrisostomos Picagoni. — Aus welchem Ort dieser Haiduck stammte, ist nicht überliefert. Er wurde in der Umgebung von Ber von den Martolosen Kokin, Duko und Djordjo als Haiduck der Bande des ĥarâmbaşı Niko aus dem Dorfe Novo Selo ergriffen. Die erwähnten Martolosen verklagten ihn bei Gericht, daß er zusammen mit anderen Haiducken viele Überfälle und Mordtaten verübt sowie Nahrungsmittel und anderes Besitztum geraubt habe.

Hrisostomos legte „ohne Druck und freiwillig“ ein Geständnis ab, in Gesellschaft anderer Haiducken in die Berge geflüchtet zu sein und mehrere Morde und Plünderungen vorgenommen zu haben. Er wurde dem subaşı von Ber übergeben, „damit ihm Recht geschehe“. Dies ereignete sich im Mai des Jahres 1627.¹⁰⁹⁾

Marko aus dem Dorfe Novo Selo bei Ber. — Marko war Haiduck in der Bande des ĥarâmbaşı Niko aus Novo Selo. Auch er wurde von den Martolosen Kokin, Jovan Mavrovuti und Zaraur ergriffen. Er gestand, Haiduck zu sein, und bekannte sich zu allen anderen ihm angelasteten Verbrechen. So beantragten die Martolosen für ihn die Todesstrafe; er wurde dem subaşı Yûsuf Ćelebi zur Vollstreckung der Strafe übergeben. Als Zeitpunkt ist der 29. Mai des Jahres 1627 überliefert.¹¹⁰⁾

Bojan aus dem Dorfe Novo Selo bei Ber. — Auch Bojan war Haiduck in der Bande des ĥarâmbaşı Niko aus Novo Selo und wurde ebenfalls von den Martolosen Kokin, Jovan Mavrovuti und Zaraur gefangengenommen. Er leugnete nicht, Haiduck zu sein. Die Martolosen forderten für ihn die Todesstrafe; er wurde dem subaşı Yûsuf Ćelebi zur Hinrichtung übergeben. Auch diese Angaben beziehen sich auf den 29. Mai 1627.¹¹¹⁾

Miho Mitre aus dem Dorfe Velgošti bei Ohrid. — Muştafâ, zâbit von Bitola, klagte vor Gericht Miho an, Haiduck und Räuber zu sein, Besitz und Nahrungsmittel zu plündern und andere Schäden verursacht zu haben. Er verlangte, daß er ihm zur Hinrichtung, zur Verstümmelung oder zu anderer strenger Bestrafung übergeben werde.

Bei dem Gerichtsverfahren soll Mitre, wie es in der Quelle heißt, „freiwillig, ohne Zwang und Strafandrohung“ gestanden haben, mit anderen Haiducken in **das** Dorf Kruşje bei Ohrid eingefallen zu sein, Nahrungsmittel und Güter geraubt und Schäden angerichtet zu haben.

Die Bewohner der Dörfer Gorno und Dolno Ilino bezeugten, daß Mitre Haiduck sei, und beantragten für ihn die Todesstrafe. Miho wurde am 22. November 1633 zum Tode verurteilt.¹¹²⁾

Dimo Velĉe aus dem Dorfe Gorno Porodin bei Bitola. — Dimo Velĉe war auf dem Gut des Muştafa ibn Pazarlı im Dorfe Ćairli bei Bitola bedienstet. Nachdem er sich mit einer Gruppe von Haiducken an einem Überfall auf dieses Gut beteiligt hatte, wurde er verhaftet. Vor Gericht verklagte Muştafa ibn Pazarlı seinen Knecht, die Haiducken verständigt zu haben, damit sie das Gut überfielen, während die Leute des Gutes nach Bitola gegangen waren. An dem Überfall hatte er sich mitbeteiligt.

¹⁰⁹⁾ Ebenda, S. 49, u. 50, Dok. 1.

¹¹⁰⁾ Ebenda, S. 50, Dok. 2.

¹¹¹⁾ Ebenda, S. 50, Dok. 2.

¹¹²⁾ Siĝill 3, Blatt 5 b, Dok. 7.

Mitteilungen

Vor Gericht verteidigte er sich, daß er nur die Haiducken benachrichtigt habe, den Überfall aber habe Petko, ein Landarbeiter von Qâsim Ağa, mit einer Gruppe Haiducken ausgeführt.¹¹³⁾

Daraufhin wurden auch die folgenden Landarbeiter des Qâsim Ağa festgenommen: Petko, seine Söhne Nikola, Marko und Kire.

Bei der erneuten Gerichtsverhandlung erklärten Dimo Velče und Kire, daß die Landarbeiter Petko sowie seine Söhne Nikola und Marko mit dem Vorfall nicht das Geringste zu tun hätten. Sie gestanden, den Überfall selbst ausgeführt sowie viele Sachen und eine Menge Schmelzbutter fortgeschafft zu haben.¹¹⁴⁾

Nach einer Zeit erschien Muşafa ibn Pazarlı wieder vor Gericht. Er bestätigte, daß Kire am Überfall nicht beteiligt gewesen sei, sondern nur sein Knecht Dimo Velče. So wurde die Klage gegen Kire zurückgezogen und es blieb nur Dimo Velče verhaftet.¹¹⁵⁾ Welche Strafe ihm schließlich auferlegt wurde, ist nicht bekannt. Dies ereignete sich zwischen dem 20. und 31. Dezember 1633.

Nedelko Nikola aus dem Dorfe Presil bei Bitola. — Über das Leben dieses Haiducken wissen wir ebenfalls nicht viel. Er stammte aus Presil. Er flüchtete aus seinem Dorf, wurde Haiduck und trieb sich lange Zeit als Räuber umher. Die Einwohner seines Dorfes ermahnten ihn mehrmals, aber er ließ nicht von den Räubereien ab. Beim Überfall auf das Gut des Aḥmed Beg wurde er gefangengenommen. Er wurde von Leuten aus seinem Dorf namens Grde Stojó und Pejo Jovan, die Landarbeiter auf dem Gut waren, ergriffen. Nedelko überfiel das Gut mit mehreren Haiducken. Sie raubten viele Güter; da sie sie jedoch nicht mitnehmen konnten, zerstörten sie die erbeuteten Gegenstände. Die Gutsarbeiter erhoben ein Geschrei, worauf seine Kameraden fortliefen; er wurde jedoch ergriffen und dem Kadi übergeben.

Vor Gericht leugnete er, Haiduck zu sein.

Die Landarbeiter Grde Stojó und Pejo Jovan, die ihn gefangen hatten, waren bei der Verhandlung anwesend. Sie sagten alles, was sie über Nedelko wußten, aus und berichteten auch, wie und in welcher Lage er gefangen wurde. Dem Gerichtsverfahren wohnte auch der subaşı Mehmed des Dorfes Presil bei sowie zwei andere Muslime und viele christliche Dorfbewohner. Sie alle bezeugten, daß Nedelko mit den Haiducken im Bunde gestanden und auch selbst aktiver Haiduck gewesen sei.

Weil er „Aufruhr im Land erregt“ habe, beantragten sie, „solle er von der Erdoberfläche verschwinden“. Dieser Antrag wurde angenommen. Er wurde zum Tode verurteilt und dem zâbiṭ zur Vollstreckung der Todesstrafe übergeben. Als Zeitpunkt sind die Tage zwischen dem 1. und 10. Januar des Jahres 1634 überliefert.¹¹⁶⁾

Jovan Niče aus dem Dorfe Brod bei Bitola. — Dieser Haiduck wurde von ‘Abdullâh Kerîm, dem subaşı des Wilajets ergriffen. Bei der Verhandlung waren die Bewohner des Dorfes Brod zugegen; sie bezeugten in seiner Anwesenheit, daß er aus ihrem Dorfe stamme, daß er sich jedoch niemals im Dorfe aufgehalten, sondern zu den Haiducken in die Berge gegangen und den Aufruhr zu seiner täglichen Beschäftigung gemacht habe. Abschließend forderten sie, „ihn von der Erdoberfläche

¹¹³⁾ Siğill 3, Blatt 17 a, Dok. 2.

¹¹⁴⁾ Siğill 3, Blatt 18 a, Dok. 1.

¹¹⁵⁾ Siğill 3, Blatt 19 a, Dok. 2.

¹¹⁶⁾ Siğill 3, Blatt 19 a, Dok. 1.

zu tilgen". Auf ihr Ersuchen hin wurde er zum Tode verurteilt. Dies trug sich zwischen dem 19. und 29. Mai des Jahres 1634 zu.¹¹⁷⁾

Kira aus dem Dorfe Capari bei Bitola. — Kira ist die einzige Frau, die in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts als Haiduckin erwähnt wird, u. zw. in einer Quelle aus dem Jahre 1634. Sie war in der Bande des berühmten *ḥarâmbaşı* Petre Dundar und nahm an der Ergreifung *Ḥâġî Ḥasans* teil, den man um 40 000 Aqçe Lösegeld erpreßte. In der Bande war sie zusammen mit ihrem Bruder Jole¹¹⁸⁾; es war damals Sitte, daß die Frauen der Haiducken zusammen mit ihren Männern oder Brüdern raubten.¹¹⁹⁾

Djordji aus dem Dorfe Arilovo, Radoslav und Kovač aus Kočišta, Janko Atanas und Jovče Trajko aus dem Dorfe Vardino, Petko Nedelko aus Rakitnica, Stojan Nikola, Boško, Jeresko Petko und Stevan aus Sprostranje, Sogre (auch als Sugare lesbar), Mitre aus Babino, Hristo Gušan und Jovče aus dem Dorfe Letvica (auch als Letevci lesbar) sowie Jole aus dem Dorfe Capari, Karadža aus Dolno Divjaci. — Alle diese Haiducken stammten aus Dörfern des Kaza Bitola und gehörten zur Bande des bekannten *ḥarâmbaşı* Petre Dundar, die im Jahre 1634 erwähnt wird. Sie hatten an der Ergreifung und Erpressung besagten *Ḥâġî Ḥasans* teil.¹²⁰⁾

Boško Dundar aus dem Dorfe Beranci bei Bitola. — Er war der Bruder des *ḥarâmbaşı* Petre Dundar. Wegen Räuberei war er schon vor Petre gehängt worden. Es ist nicht bekannt, wann, wo und wie lange er Haiduck war. Wir wissen auch nicht, wann er gehängt wurde. Fest steht lediglich, daß dies vor dem Januar 1635 erfolgte.¹²¹⁾

Nikle aus dem Dorfe Capari bei Bitola. — *Qâsim Beg*, Inhaber von Feudalbesitz in Capari und anderen Dörfern des Kaza Bitola, erhob vor Gericht Klage gegen den Haiducken Nikle. Er brachte vor, daß er einer von jenen sei, die keine Steuern entrichteten, daß er Räuber und aus seinem Dorf in die Berge geflüchtet sei, um von dort Reisende zu plündern und zu ermorden. *Qâsim Beg* beantragte die Todesstrafe für Nikle.

Nikle gestand diese Verbrechen nicht ein und wies die Beschuldigungen als unwahr zurück. — Bei der Verhandlung waren die Dorfältesten aus Capari und andere Zeugen anwesend. Sie bestätigten die Aussage *Qâsim Begs*. Sie erklärten, Nikle habe drei Derwische getötet und sei deshalb in die Berge geflohen, wo er sich in Gesellschaft anderer Haiducken aufgehalten habe. Er sei Räuber und mehrmals verfolgt worden, aber es sei nicht möglich gewesen, ihn zu fangen. Schließlich verlangten sie seine Bestrafung. Falls er nicht verurteilt werde, würden die Bewohner von Capari aus Furcht ihr Dorf verlassen. Einige der anwesenden Muslime bestätigten ebenso, daß Nikle Haiduck sei. Sie alle beantragten seine Hinrichtung. Ihrem Antrag wurde stattgegeben und Nikle zum Tode verurteilt und dem *zâbiṭ* zur Vollstreckung der Strafe übergeben. Dies trug sich zwischen dem 17. und 26. Mai 1636 zu.¹²²⁾

¹¹⁷⁾ Siġill 3, Blatt 40 b, Dok. 6.

¹¹⁸⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

¹¹⁹⁾ K. J. I r e č e k [Jireček], *Istorija na Bŭlgarite* [Geschichte der Bulgaren], II, Sofija 1939, S. 359.

¹²⁰⁾ Siġill 4, Blatt 13 a, Dok. 3.

¹²¹⁾ Siġill 3, Blatt 74 a, Dok. 6.

Mitteilungen

Dimo aus dem Dorfe Rumbi bei Prespa. — Von ihm berichten die Quellen nicht ausdrücklich, daß er Haiduck war, aber es heißt darin, daß er Martolose war und gehängt wurde. Es ist nicht genau bekannt, weshalb diese Strafe über ihn verhängt wurde. Da wir wissen, daß die Martolosen oft Haiducken wurden und umgekehrt, und da er gehängt und seine Habe vom Staat beschlagnahmt wurde, können wir mit Sicherheit annehmen, daß Dimo Haiduck war. Aufgrund seiner Verurteilung wurde sein gesamter Besitz konfisziert, darunter auch eine Wassermühle im Dorfe Rumbi, die durch Versteigerung verkauft wurde. Seine Wassermühle kaufte ein Christ, der Falkner Irin aus dem Dorfe Papli bei Prespa, für 2000 Aqçe. Die Versteigerung fand zwischen dem 16. und 25. April des Jahres 1638 statt.¹²³⁾

Simitçi Jovan aus dem Dorfe Rakitnica bei Bitola. — Simitçi Jovan stammte aus Rakitnica bei Bitola und gehörte der Haiduckenbande des Petre Dundar an. Wie er ergriffen wurde, ist nicht bekannt. Vor Gericht verklagte ihn der zâbiṭ seines Dorfes, daß er sich seit langer Zeit mit Raubzügen beschäftigte, in verschiedene Häuser eingebrochen sei, Menschen getötet und Besitz geplündert habe.

Bei dem Gerichtsverfahren gestand Simitçi Jovan, Haiduck zu sein. Hauptsächlich raubte er in Gebieten, die von Albanern bewohnt waren. Die Beute verbarg er bei seinem Komplizen Belo aus dem Dorfe Sopotnica. Bei ihm hatte er 3000 Aqçe, einen kurzen Kaftan, einen Säbel, ein Gewehr und andere Gegenstände deponiert. Er bekannte, als Mitglied der Bande Petre Dundars an der Erpressung des obengenannten Hasan beteiligt gewesen zu sein. Aus dieser Beute hatte er 200 Aqçe erhalten.

Bei der Verhandlung waren viele Große des Wilajets und zahlreiche Zeugen anwesend. Sie alle beantragten die Tötung Simitçi Jovans, „damit die Menschen von seinen Verbrechen erlöst würden“. Ihrem Antrag wurde zugestimmt und Simitçi Jovan zum Tode verurteilt. Als Datum ist uns die Zeit zwischen dem 26. April und 5. Mai 1638 überliefert.¹²⁴⁾

Belko Bosko aus dem Dorfe Sprostranje bei Bitola. — Er gestand, Haiduck gewesen zu sein, doch die Bewohner seines Dorfes verbürgten sich nicht für ihn und forderten seine Bestrafung. Das ereignete sich zwischen dem 3. Mai 1638 und dem 15. Mai 1639.¹²⁵⁾

Petre aus dem Dorfe Mogila bei Bitola. — Er wurde im Oktober 1639 zusammen mit dem ḥarâmbaşı Dude Jovan aus dem Dorfe Zagorič ergriffen. Vor Gericht gestand er, an den Überfällen auf die Häuser von 'Alî Pascha, 'Abdî Beg und el-Ḥâğ Hasan in Prespa teilgenommen zu haben. Ferner gab er zu, an der Verschleppung von drei jüdischen Kindern und der Erpressung ihrer Eltern mitgewirkt zu haben.¹²⁶⁾

Stojan aus dem Dorfe Brod bei Bitola. — Brod liegt südöstlich von Bitola am Crna Reka. Die beiden Türken Mehmed und Süleymân, die im Jahre 1639 auf ihrem Wege nach Yenişehir (Larissa) den Kaza durchzogen, kamen eines Abends in dieses Dorf und blieben im Konak. An diesem Abend wurden sie von Stojan und einer Gruppe Haiducken überfallen. Mehmed und Süleymân retteten sich durch die Flucht, aber sie wurden verwundet. Die Haiducken nahmen ihnen Geld, Pferde und verschiedene Gegenstände ab.

¹²²⁾ Siğill 4, Blatt 4 b, Dok. 6.

¹²³⁾ Siğill 5, Blatt 4 b, Dok. 6.

¹²⁴⁾ Siğill 5, Blatt 7 a, Dok. 3.

¹²⁵⁾ Siğill 6, Blatt 8 b, Dok. 3.

¹²⁶⁾ Siğill 6, Blatt 21 b, Dok. 2.

Mehmed und Süleymân beschwerten sich beim Sultan in Istanbul. Aufgrund ihrer Klage wurde ein Ferman erlassen und ein besonderer Beamter (Muştafâ) mit der Aufgabe betraut, Stojan und die anderen Haiducken zu fangen.¹²⁷⁾

Es ist nicht bekannt, ob Muştafâ bei der Verfolgung Stojans Erfolg hatte, da darüber kein Dokument erhalten ist.

Stojo aus dem Dorfe Lafci bei Bitola. — Alle Einwohner des Wilajets bezeugten, daß er Räuber und Komplize der Haiducken sei und beantragten seine Verurteilung.¹²⁸⁾ Das Dokument ist nicht datiert, doch um 1639 geschrieben.

Atanas Nikola aus dem Dorfe Hrvati bei Bitola. — Wir wissen nicht, wie er gefangen wurde, da über sein Leben keine ausführlichen Angaben vorhanden sind. Er wurde Ende des Jahres 1640 verurteilt. Bei der Gerichtsverhandlung waren viele Bewohner des Dorfes Capari anwesend. Sie erklärten, es sei ihnen bekannt, daß Atanas Nikola mit einer Gruppe Haiducken den Wohnsitz (kula) des Hâġî Hasan im Kaza Prespa in Brand gesteckt habe und dabei die Kinder und Eltern verbrannt seien. Atanas Nikola tötete auch den Bruder Hâġî Hasans in seinem Hause und raubte das Hausgerät.

Die Zeugen, die alle Christen aus Capari waren, bezeugten, daß Atanas Nikola „Aufstand angezettelt habe und von der Erdoberfläche getilgt werden müsse“. Auch ein Gerichtsbote bestätigte, daß Atanas Nikola Räuber und Haiduck sei.

Atanas Nikola wurde zum Tode verurteilt und dem zâbiġ zur Vollstreckung des Urteils übergeben. Als Datum kommt die Zeit zwischen dem 27. Oktober und 6. November des Jahres 1640 in Frage.¹²⁹⁾

Haiduck Trajko. — Es ist nicht bekannt, woher dieser Haiduck kam. Er war als „Bozaġioġlu“ bekannt und verbarg sich im Hause seines Komplizen Čakrkçi Ulčin.¹³⁰⁾ Als Trajko aus dem Hause seines Komplizen entflohen, ging Ulčin zu Gericht und meldete, daß sich in seinem Haus ein Haiduck verborgen halte, der als „Bozaġioġlu“ bekannt sei. Die von Trajko geraubten Gegenstände befanden sich im Hause Ulčins.¹³¹⁾

Über diesen Haiducken gibt es zwei Dokumente, doch beide ohne Datum. Aus der chronologischen Reihenfolge der Gerichtsprotokolle läßt sich jedoch das Jahr 1640 erschließen.

Stojko Beşrin aus dem Dorfe Grumazi bei Bitola. — Die Bewohner seines Dorfes erklärten, er sei Haiduck; sie weigerten sich, sich für ihn zu verbürgen. Deshalb kam man in sein Dorf, um ihn festzunehmen. Dies ereignete sich um das Jahr 1640.¹³²⁾

Bele aus dem Dorfe Capari bei Bitola. — Uns ist nur eine Tat bekannt, die dieser Haiduck zusammen mit seiner Bande verübte. Im Engpaß zwischen Djavato und Capari überfiel er vier Türken namens Ğulâm, Muştafâ, Aġmed und ‘Alî und schleppte sie in die Gefangenschaft fort. Sie waren Kriegsgefangene bei „Christen“ gewesen. Es ist nicht bekannt, ob sie Gefangene christlicher Haiduckenbanden oder

¹²⁷⁾ Siġill 6, Blatt 55 b, Dok. 3.

¹²⁸⁾ Siġill 6, Blatt 16 b, Dok. 5.

¹²⁹⁾ Siġill 8, Blatt 9 a, Dok. 7.

¹³⁰⁾ Siġill 6, Blatt 40 a, Dok. 2.

¹³¹⁾ Siġill 6, Blatt 40 a, Dok. 3.

¹³²⁾ Siġill 7, Blatt 23 b, Dok. 23.

Mitteilungen

Christen in Westeuropa gewesen waren. Der Türke Ismâ'il hatte für sie die Bürgerschaft übernommen, so wurden sie aus der Sklaverei befreit und konnten heimkehren. Auf dem Wege überfiel sie Bele mit seiner Gruppe und tötete sie. Er nahm ihnen 200 Ğurûş und zwei endâze (je 65 cm) Tuch ab, die sie mit sich führten.

Ismâ'il, der Bruder des getöteten Ğulâm, beklagte sich beim mîrmîrân (beglerbegi) von Rumelien. Er entsandte Ğasan Aĝa, um Maßnahmen zur Gefangennahme der Bande des Haiducken Bele und anderer Haiducken zu ergreifen, die sich in Sofia rechtfertigen sollten. Der Befehl des mîrmîrân von Rumelien wurde zwischen dem 10. und 19. Juli des Jahres 1641 ausgestellt.¹³³⁾

Strezo aus dem Dorfe Porodin bei Bitola. — Er war im Jahre 1644 in der Bande des Ğarâmbaşı Lošan, als dieser Martolosenfürer in Aĝustos (Njegoš, Naousa) wurde. Er nahm am Überfall auf das Haus des Aĝmed Ćelebi ibn Yazıĝı 'Abdî aus Bitola teil. Sie raubten das Vermögen und die Vorräte und töteten drei Personen.

Vor Gericht legte Strezo ein Geständnis ab. Bei den Verhandlungen war auch Šâhîn Beg zugegen, der alaybegi des Linken Flügels. Er hatte die Verfolgung der Haiducken in den Kazas Bitola, Lerin (Florina), Prespa, Prilep, Kostur (Kesriye, Kastoria), Ćum'apazarı (Amygdala), Hrubište (Hurpište, Argos Orestikon) und Korĉa (Göriĝe, Korĉe) angeordnet. Im Verlaufe dieser Aktion war Strezo von den Leuten Šâhîn Begs ergriffen worden. Mit welcher Strafe er belegt wurde, ist nicht bekannt.¹³⁴⁾

Djorgo aus Porodin bei Bitola. — Auch er gehörte im Jahre 1644 zur Bande des Ğarâmbaşı Lošan und hatte sich am Überfall auf das Haus des Aĝmed Ćelebi beteiligt. Vor Gericht gestand Djorgo seine Taten ein.

Dem Gerichtsverfahren wohnte Šâhîn Beg bei, dessen Leute ihn gefangen hatten. Wie das Urteil lautete, ist unbekannt.¹³⁵⁾

Niko aus dem Dorfe Magarevo bei Bitola. — Auch er war 1644 ein Mitglied der Bande des Ğarâmbaşı Lošan und wirkte bei dem Überfall auf das Haus des Aĝmed Ćelebi mit. Im Beisein Šâhîn Begs, dessen Leute ihn gefangen hatten, gestand er vor Gericht alle seine Taten ein. Welche Strafe er bekam, ist nicht bekannt.¹³⁶⁾

Momĉilo aus dem Dorfe Trn bei Lerin (Florina). — Als Lošan 1644 Martolosenfürer in Aĝustos wurde, gehörte auch Momĉilo seiner Bande an und überfiel mit den anderen das Haus des Aĝmed Ćelebi. Vor Gericht bekannte er sich im Beisein Šâhîn Begs, dessen Leute ihn ergriffen hatten, zu allen seinen Taten. Mit welcher Strafe er belegt wurde, wissen wir nicht.¹³⁷⁾

Haiduck Jovo. — Von diesem Haiducken kennen wir weder den vollständigen Namen noch seinen Geburtsort. Überliefert ist nur, daß er mit drei anderen Haiducken das Gut von Ğasan Beg 'Abdullâh überfiel, das sich im Dorfe Ćikrikĉi befand. Jovo wurde beim Überfall gefangengenommen, während die anderen fliehen konnten.

Der Eigentümer des Gutes, Ğasan Beg, beschuldigte ihn vor Gericht, Haiduck zu sein. Jovo leugnete. Den Verhandlungen wohnten auch zwei Muslime, Ğüseyn Beg

¹³³⁾ Siĝill 8, Blatt 5 a, Dok. 5; siĝill 8, Blatt 94 b, Dok. 4.

¹³⁴⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 4.

¹³⁵⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 1; siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 2.

¹³⁶⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 1; siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 3.

¹³⁷⁾ Siĝill 9, Blatt 51 a, Dok. 1; siĝill 9, Blatt 51 b, Dok. 5.

und Derviš Beg, aus dem Dorfe Čikrikči bei, die erklärten, daß Jovo schon geraume Zeit Haiduck und „Wegelagerer“ sei. Das Gericht entschied, Jovo sei „als Beispiel für die anderen“ zu hängen. Seine Hinrichtung erfolgte am 16. Oktober des Jahres 1645.¹³⁸⁾

Šote aus dem Dorfe Slepče bei Bitola. — Die Bewohner des Gebietes von Bitola hegten den Verdacht, daß Šote an dem Überfall auf den Bezestan von Bitola teilgenommen hatte. Deswegen wurde dem Aḥmed Ağa aus Bitola befohlen, ihn herbeizuschaffen. Aḥmed Ağa nahm den Schmied Šote und noch einen anderen Bewohner des Dorfes Mogila (dessen Name nicht bekannt ist) gefangen, brachte beide nach Bitola und übergab sie dem zâbiṭ des Wilajets, der sie ins Gefängnis warf. Es ist nicht bekannt, ob der Verdacht der Einwohner Bitolas gerechtfertigt war. Die Verhaftung erfolgte am 14. Juli 1646. Daraus ergibt sich, daß der Überfall auf den Bezestan im Jahre 1646 oder früher erfolgte.¹³⁹⁾

Anonymer Haiduck, Priester aus dem Dorfe Loznani bei Bitola. — Von diesem Geistlichen wissen wir den Namen nicht. Er wurde vor Gericht von zwei Muslimen beschuldigt, Güter in Brand gesteckt zu haben. Sie beantragten, ihn vor das Scheriatgericht zu stellen. Der muḥzır Emîr wurde entsandt, um ihn dem Gericht vorzuführen. Der Priester überfiel Emîr mit dem Säbel in der Absicht, ihn zu töten. Daraufhin beauftragte man den muḥzır Arslan, doch jener erschien wieder nicht.

Um die tatsächlichen Umstände zu prüfen, wurden vor das Scheriattribunal einige Muslime gerufen. Sie erklärten, besagter Priester habe sich an der Anzettelung von Unruhen, Überfällen auf Häuser sowie an Plünderungen der Muslime beteiligt und sei ein Helfershelfer der Haiducken. Obwohl sie wüßten, daß er Komplize sei, sei es bisher nicht möglich gewesen, ihn zu bestrafen, da er sich bei vielen Leuten verborgen hielt.

Endlich wurde beschlossen, den zâbiṭ des Wilajets, Mehmed Ağa, mit der Gefangennahme zu beauftragen.¹⁴⁰⁾ Dies trug sich zwischen dem 23. August und 1. September des Jahres 1646 zu.

Nikola Daič aus dem Dorfe Vranjevci bei Bitola. — Um diesen Haiducken zu ergreifen, nahmen die türkischen Behörden zwei Bewohner seines Dorfes als Geiseln fest. Die anderen Dorfbewohner beantragten bei Gericht, diese beiden freizulassen, und verpflichteten sich, Nikola Daič zu fangen und dem Gericht zu übergeben. Falls sie ihn innerhalb von fünf bis zehn Tagen nicht ergreifen könnten, sollten sie selbst zur Verantwortung gezogen werden.¹⁴¹⁾

Das betreffende Dokument trägt kein Datum, aber aufgrund der Chronologie der Gerichtsprotokolle lassen sich die Ereignisse in das Jahr 1647 datieren.

Cvetko Nikola aus dem Dorfe Smilevci, Jorgo Murgo aus dem Dorfe Omorani, Apostol und Jovan aus dem Dorfe Krušje, alle im Gebiet Veles. — Ein Einwohner namens Levko des Dorfes Stepanci bei Veles verklagte bei Gericht alle obengenannten Personen, Räuber und Haiducken zu sein. Sie hätten ihn überfallen, ihm die Brust verbrannt, seinen Besitz geraubt und, was noch übriggeblieben war, angezündet.

¹³⁸⁾ Siğill 10, Blatt 9 b, Dok. 12.

¹³⁹⁾ Siğill 10, Blatt 33 b, Dok. 17.

¹⁴⁰⁾ Siğill 10, Blatt 37 b, Dok. 15.

¹⁴¹⁾ Siğill 11, Blatt 130 a, Dok. 2.

Mitteilungen

Die Haiducken wiesen die Anklage als falsch zurück und bestritten, die ihnen angelasteten Verbrechen begangen zu haben.

Danach traten ein Renegat namens Mehmed und der Dorfbewohner Apostol, den die Quelle als „einen Vertrauensmann bei den Christen“ nennt, als Zeugen auf. Auch sie bestätigten, daß die erwähnten Personen Haiducken und „Oberhäupter der Räuber“ seien und daß sie tatsächlich Levko überfallen und seinen Besitz geplündert und in Brand gesteckt hätten.

Bei Gericht waren auch noch der zâbiṭ von Prilep, der für die Verfolgung der Haiducken zuständig war, sowie drei angesehene Muslime anwesend. Sie bezeugten ebenfalls, daß die erwähnten Personen Räuber und Haiducken seien und sich in unwegsamen Gebirgsgegenden verborgen hielten. Sie beantragten ihre Hinrichtung. Auch beim Muftî wurde angefragt, ob es nach dem religiösen Gesetz gestattet sei, Haiducken zu töten. Als er bejahend antwortete, verurteilte das Gericht alle zum Tode. Das diesbezügliche Dokument wurde am 23. Mai 1651 niedergeschrieben.¹⁴²⁾

Aus dem Gesagten geht hervor, daß die Haiduckeneinheiten leicht beweglich waren und eine Überraschungstaktik anwendeten. Vor ihren Aktionen erkundigten sie sich gewöhnlich bei ihren Komplizen über die Menschen und die Lage des Objektes, das sie zu überfallen gedachten. Nachdem sie die Informationen erhalten hatten, arbeitete die Gruppe den Plan zum Überfall aus. Normalerweise fanden die Überfälle nachts statt, seltener am Tage. Nach Ausführung der Tat zerstreute sich die Bande und sammelte sich aufs neue unmittelbar vor einer anderen Aktion. Solch gelegentliche Haiduckenverbände kamen freilich seltener vor. Häufiger waren Einheiten, die sich während des ganzen Sommers nicht auflösten. Ungefähr um den Demetriustag zerstreute sich die Bande und sammelte sich erneut im kommenden Frühling um den Georgstag. Die Haiducken überwinterten damals bei ihren Komplizen. Es gab auch Verbände, die sich jahrelang nicht auflösten, weder im Winter noch im Sommer.

Die türkischen Behörden stellten zur Verfolgung und Festnahme der Haiducken einen ganzen Apparat auf die Beine. Zâbiṭ, subaşı, Paßwächter, Martolosen usw., alle waren an der Verfolgung der Haiducken beteiligt. Manchmal wurde auch das Militär eingesetzt. Die organisierten Aktionen zur Bekämpfung des Haiduckentums nannten die Türken „teftiř“ oder „tefeḥḥuř“, was wörtlich Inspektion bedeutet. Während der Zeit des teftiř wurden die gefangenen Haiducken gewöhnlich auf der Stelle getötet. Andere Haiducken kamen vor Gericht und wurden im allgemeinen zum Tode verurteilt. Die häufigsten Strafen in dieser Zeit waren Hängen, Erschießen, Verstümmelung oder Verurteilung zu langjähriger schwerer Arbeit als Ruderer auf einem Schiff.

Das Haiduckenwesen war eine ländliche Bewegung und eine Form des bewaffneten Widerstandes der mazedonischen Bevölkerung gegen den türkisch-osmanischen Feudalismus. So gewiß wie Flut und Ebbe lebte er während der ganzen Türkenzeit fort.

Wir haben gesehen, daß die Haiducken vor allem in der Umgebung von Bitola, besonders in Magarevo und Djavato, eine große Aktivität entwickelten. Aber auch in den Bezirken Demirhisar, Mariovo, Veles, Lerin (Florina), Njegoř (Ağustos,

¹⁴²⁾ Siğill 12, Blatt 35 b, Dok. 6.

Naousa), Vodena (Edessa), Ohrid, Prespa, Ber (Karaferye, Verroia), Ostrovo und Reka waren sie aktiv. Bedauerlicherweise gibt es vorläufig keine genauen Angaben über die Tätigkeit der Haiducken in den anderen mazedonischen Gebieten, aber es besteht kein Zweifel, daß auch dort ein reges Haiduckenwesen bestand.

Die Finanzierung der ungarischen Revolution von 1848/49 durch Papiergeld

Von GÜNTHER v. PROBSZT (Graz)

Zu den ersten Taten des Finanzministers im nationalungarischen Kabinett des Grafen *Ludwig Batthyány*, *Ludwig Kossuth*, gehörte das am 19. April 1848 erlassene Verbot, Kleingeld im Werte von über 100 fl. in die österreichischen Lande auszuführen. Dadurch hoffte er dem katastrophalen Mangel an metallener Scheidemünze in Ungarn abhelfen zu können. Gleichzeitig traf er auch Maßnahmen zur Vermehrung des Metallgeldes. Zu diesem Zwecke entsandte er *Peter Géczy* als seinen Vertrauensmann in den niederungarischen Montanbezirk (Kremnitz, Schemnitz und Neusohl) zur Bestandsaufnahme der dortigen Edelmetallvorräte und zur Steigerung der Ausmünzung in der alten Münzstätte Kremnitz. Ferner verfügte er, daß aus den Montanbezirken von Nagybánya, Oravicza und Schmöllnitz das gesamte Edelmetall zu Münzzwecken abgeliefert werde. Um Verzögerungen zu vermeiden, sollten die neuen ungarischen Münzen vorläufig noch mit der seit alters üblichen lateinischen Umschrift geprägt werden, doch wurde gleichzeitig bereits angeordnet, daß so schnell wie möglich Stempel mit madjarischen Umschriften geschnitten werden sollten. Die Ausprägung dieser nationalen Münzen, die am 1. Februar 1849 verfügt worden war, ging nur sehr langsam vor sich. Abgesehen davon, reichte sie keineswegs aus, den Bedarf zu decken. Denn wir wissen, daß von den kupfernen Einkreuzer-Stücken i. J. 1848 214 549 Stück, i. J. 1849 aber bloß 84 000 Stück geprägt wurden.¹⁾

Es blieb daher *Kossuth* nichts anderes übrig, als zu jenem Mittel zu greifen, das in Notzeiten unfehlbar mit einem Zusammenbruch endet, nämlich zu einer immer größeren Dimensionen annehmenden Vermehrung des Papiergeldumlaufes, wobei selbstverständlich die Banknoten nicht mehr gedeckt waren.

¹⁾ Lajos Huszár, Fém pénzverés az 1848/49-i szabadságharc idején [Metallprägung zur Zeit des ungarischen Freiheitskampfes von 1848/49]. Numizmatikai Közlöny 58/59 (1959/60), S. 52 f. — An Geprägten mit ungarischen Umschriften existieren folgende Nominale: aus dem Jahre 1848 aus der Münzstätte Kremnitz 1 Krajczár (Kupfer) mit dem ungarischen Wappen; 10 und 20 Krajczár (Silber) mit dem Porträt Ferdinands V. und der Madonna; Dukaten (Gold) mit der figürlichen Darstellung des Königs und der Madonna; 1849 aus der wieder errichteten Münzstätte Nagybánya 1 und 3 Krajczár (Kupfer) und 6 Krajczár (Silber), alle mit dem Wappen; auf sämtlichen Revolutionsprägungen aber findet sich noch die Bezeichnung „Königlich ungarisch“, sofern nicht der König selbst dargestellt ist. Peter Jaekel, Die Münzprägungen des Hauses Habsburg 1780—1918, 3. Aufl., Basel 1967, S. 105 ff.

Mitteilungen

Aber nicht mit diesen unmittelbar wollen wir uns hier beschäftigen, sondern mit dem Widerhall, den die fortgesetzten Finanzexperimente des zuständigen Ministers bei den Zeitgenossen hervorriefen.

Die Hauptquelle dafür ist das von Elisabeth Andics herausgegebene Werk über die gegenrevolutionäre Rolle der aristokratischen Grundbesitzer in Ungarn während dieser Zeit.²⁾ Daß die Hocharistokratie, deren Reichtum ausnahmslos auf Grundbesitz beruhte, der nationalen Sache mit wenigen Ausnahmen so schnell entfremdet wurde, geht aus einem der frühesten Dokumente eindeutig hervor, aus einem Brief des österreichischen Staats- und Konferenzministers und Obergespans des Fejérer (Weißburger) Komitates, des Grafen *Anton Cziráky*, an einen unbekanntem Adressaten. Er schreibt: „Das Gesetz über die Zehnten, Roboten etc. etc. ist nur Spoliation des Adels... Die Entschädigung ist nur Hypothese, wer kann sie garantieren?... Es ist ferner ein inkonstitutioneller Übergriff des Landtages.“³⁾ Und zur ungefähr gleichen Zeit deponierte der Palatin Erzherzog *Stephan* an den Vizekanzler *Ladislav von Szögyény-Márich*: „Gestern [18. 3. 1848] ist bei beiden Tafeln im ersten Schrecken durchgegangen, daß Roboten, Neuntel und alle Zehente für ewige Zeiten abgeschafft werden sollen. Das ruiniert die Aristokratie, wenn nicht Seine Majestät einen Riegel vorschieben.“ Die Stände, heißt es weiter, „projektieren“ allerdings Entschädigungen, aber wie *Cziráky* richtig voraussagte, würden diese auf dem Papier bleiben.⁴⁾ Aber wie enorm diese dem ungarischen Hochadel zugemuteten Verluste waren, ergibt sich aus einem detaillierten Ausweis über die bei den gesamten Herrschaften des Fürsten *Paul Esterházy* durch die gesetzliche Einstellung der „*jobbágy*ság“ (Erbuntertänigkeit) entstandenen Einbußen: sie betragen in bar nicht weniger als 570 538 Gulden und 37 Kreuzer!⁵⁾

Wenn wir heute auch über den sozialen Aufbau dieser Zeit anders denken und ihn als menschenunwürdig betrachten, so müssen wir doch auf der anderen Seite zugeben, daß dieser plötzliche Bruch mit einem jahrhundertlang sanktionierten Zustand bei den aristokratischen Grundbesitzern nicht minder Empörung auslöste als die damit verbundenen schweren materiellen Verluste. Die ungarische Revolution aber hatte in ihrem Überschwang einen folgenschweren Fehler begangen, als sie sich gleich zu Anbeginn jenen Stand entfremdete, ja zum Feind machte, der bis dahin die Fäden der Politik in seinen Händen gehalten hatte. Dieser Fehler sollte sich vor allem auf dem Gebiete der ungarischen Finanzen nachteilig auswirken.

Die Ausgabe des ungarischen Papiergeldes begann gleich mit dem Amtsantritt *Kossuths* als Finanzminister (11. 4. 1848); kaum installiert, geriet er auch schon

²⁾ Erzsébet Andics, *A nagybirtokos arisztokrácia ellenforradalmi szerepe 1848—49-ben* [Die gegenrevolutionäre Rolle der großgrundbesitzenden Aristokratie 1848/49]. (*Fontes Historiae Hungaricae aevi recentioris*). Budapest: Bd. 2 1952, Bd. 3 1965. — Diese beiden Bände enthalten den Abdruck der einschlägigen Dokumente, hauptsächlich Briefe und Berichte, insgesamt 577 an der Zahl. Band 1, Darstellung, fehlt anscheinend in den österreichischen Bibliotheken; er war mir nicht zugänglich, aber für diese Arbeit, die sich unmittelbar auf die Dokumente stützt, wohl auch entbehrlich.

³⁾ Andics, II, S. 23, Nr. 57, nach dem 18. 3. 1848.

⁴⁾ Ebenda, II, S. 22, Nr. 56, Preßburg, 19. 3. 1848.

⁵⁾ Ebenda, II, S. 76 ff., Nr. 100.

Mitteilungen

in Schwierigkeiten, da sich in den Staatskassen nur 506 015 fl. 24 Kr. befanden. Das Metallgeld verschwand alsbald in den Sparstrümpfen und sonstigen Verstecken. Die Märzereignisse in Wien erschütterten das bisherige Vertrauen in die von der Österreichischen Nationalbank ausgegebenen Banknoten, die ja ebenso wie das österreichische Metallgeld als gemeinsames Geld auch weiterhin in Ungarn umliefen.⁶⁾ Im übrigen hegte man auch in der österreichischen Reichshälfte ähnliche Besorgnisse. „Alles fürchtete sich vor dem Staatsbankrott. Von der Bank [Nationalbank] erzählt man, daß sie sich zu liquidieren anschickte“, schrieb am 21. Mai aus Wien der Ministerialsekretär im ungarischen Hoflager *Stephan Wargha* an *Kossuth*.⁷⁾

Dieses wachsende Mißtrauen in die Wiener Banknoten und das rapide Verschwinden des Hartgeldes bewog den Finanzminister Ende April mit Pester Bankiers in nähere Beziehungen zu treten, um zu beraten, wie diesem Übel abzuhelpen sei. Auf einer Konferenz wurde schließlich beschlossen, 12¹/₂ Millionen Gulden in Banknoten zu emittieren, um davon einen Fonds von 40%, d. i. 5 Millionen Gulden Silber, zu bilden. Zur Beschaffung dieses Silbers wurde die Ausgabe von 5%igen Kassenanweisungen im Betrage von 2 Millionen geplant; aus Staatseinkünften und Bergwerken erwartete man 1 Million, aus geschenkten und freiwilligen Darlehen jedoch 2 Millionen Gulden.

Hier zeigte sich nun, wie nachteilig es war, die in ihrer Existenz bedrohten Großgrundbesitzer gegen sich zu haben. Zur Behebung der Kassenanweisungen hatte *Kossuth* nämlich die vier reichsten Großgrundbesitzer aufgefordert, je ¹/₄ davon zu übernehmen; er erhielt jedoch eine glatte Absage. Die Bergwerke produzierten fast nichts, waren doch viele Bergleute zu den Waffen geeilt. So blieben nur Schenkungen und Darlehen, die zusammen bis zum 31. Dezember 1848 1,681.995 fl. 20¹/₂ Kr. ergaben, eine Summe, die bis zum 31. Januar 1849 sich noch um 14.723 fl. 27¹/₂ Kr. erhöhte. Der Banknotenumlauf betrug jedoch zu diesem Termin bereits 3,642.838 fl.⁸⁾

Es ist hier nicht der Ort, diese Vorgänge im einzelnen weiter zu verfolgen, da dies ohnehin von berufener Seite geschehen ist.⁹⁾ Dafür wollen wir uns mit der Beurteilung der drastischen Maßnahmen *Kossuths* durch seine Mitwelt befassen. Daß man von Österreich aus diese mit wachsamen Augen verfolgte, zeigen sowohl die Berichterstatter als auch die Adressaten.

Schon am 22. August schrieb Graf *Ladislau Károlyi* aus Wien an den nach England emigrierten früheren Staatskanzler Fürsten *Metternich*, daß *Kossuth* sich in Ungarn „durch seine absurden und ruinösen Geldspekulationen im Finanzwesen immer mehr verhaßt“ mache.¹⁰⁾

⁶⁾ Theodor R o h d e, Über Papiergeld in Österreich. Monatsblatt der numismatischen Gesellschaft in Wien [Mbl. zitiert]. 7, Nr. 299, vom 1. 6. 1908, S. 329 ff.

⁷⁾ Friedrich W a l t e r, Magyarische Rebellenbriefe 1848. (Buchreihe der Südostdeutschen Historischen Kommission 11). München 1964, Nr. 2, S. 24.

⁸⁾ R o h d e, Über Papiergeld in Österreich. Mbl. 8, Nr. 318, vom Januar 1910, S. 126.

⁹⁾ Ebenda, S. 125 ff., 138 ff. und 154 ff. — Vgl. ferner Mihály K u p a, Kétszázéves a hazai papírpénz (1760—1960) [200 Jahre einheimisches Papiergeld]. Budapest 1960, S. 21 ff.; — D e r s. Béla A m b r u s, Magyarország papírpénzei [Papiergeld Ungarns]. Bd. 2, Budapest 1964, S. 1 ff.

¹⁰⁾ A n d i c s, II, S. 134, Nr. 127.

Mitteilungen

In einem Memorandum des Grafen *Emil Dessewffy* an den österreichischen Ministerpräsidenten und Außenminister *Felix Fürsten zu Schwarzenberg* war wenige Monate später (Nov. 1848) zu lesen, daß es für die k. k. Truppen wohl eine finanzielle Hilfsquelle in der Beschlagnahme der ungarischen Ärarialeinkünfte gebe, daß aber „... alle ungarischen Kassen erschöpft oder sehr karg bestellt sein dürften, daher diese Quelle kaum genügen wird“. ¹¹⁾

Mittlerweile aber machten die ungarischen Banknoten den in Ungarn einmarschierten österreichischen Truppen bereits zu schaffen. Der vom Kommandanten der gegen Ungarn operierenden Armee, dem Feldmarschall *Alfred Fürsten zu Windisch-Grätz*, zum kaiserlichen Kommissär des Preßburger Komitats ernannte Graf *Franz Zichy* berichtete nämlich am 15. Januar aus Preßburg dem Fürsten *Schwarzenberg*, daß er über die „obschwebende Frage der ungarischen Banknoten“ bereits mehrseitige Erläuterungen gegeben und er sich daher nach Ofen ins Hauptquartier zu Windisch-Grätz begeben habe, um dort in dessen Auftrage „von den im Hauptquartier vorfindigen Akten und Korrespondenzen... Kenntnis zu nehmen“ und über die „etwa zu Gebote stehenden neueren Daten unmittelbar“ dem Ministerpräsidenten zu berichten. Dabei konnte er feststellen, daß der Kaufmann *Liedemann* von Pest und Herr *Moritz Wodianer* von Wien in dieser ungarischen Banknotenangelegenheit nach Olmütz ins kaiserliche Hoflager entsandt worden waren. *Zichy* erbot sich daraufhin, gleichfalls nach Olmütz zu reisen, um mit diesen beiden Herren, die, wie er betonte, seine eigenen Ansichten kaum teilen dürften, persönlich in Verbindung zu treten, da es ihm von höchster Wichtigkeit erschien, „ihre Ansichten und etwaige Entwürfe zu vernehmen und durch Gründe, und anderweitige auf praktische Erfahrung gestützte Daten zu widerlegen.“ Die Entscheidung dieser Frage dulde, „ohne das ganze Land neueren Gefahren auszusetzen, durchaus keinen weiteren Aufschub mehr.“ ¹²⁾

Es war also, wie man in früheren Jahrhunderten bei ähnlichen Anlässen zu sagen pflegte, „periculum in mora“.

Der Feldmarschall war übrigens schon wenige Tage früher, am 8. Januar, aus Raab von einem anderen Mitglied der Familie *Zichy*, dem Grafen *Felix Zichy*, kaiserlichem Kommissär in den Komitaten Raab und Wieselburg (Moson), vor dem bevorstehenden Unheil gewarnt worden. „Das durch die Rebellen-Armee ausgepreßte, durch Feuersbrünste und Verheerungen aller Art, fast gänzlich vernichtete Landvolk“, schreibt *Zichy* aus eigener Wahrnehmung, „erblickte die als Retter herbeiziehenden

¹¹⁾ Ebenda, II, S. 199 f., Nr. 158.

¹²⁾ Ebenda, II, S. 329 f., Nr. 229. — Es handelt sich hier wohl um den 1810 in Szegedin in Ungarn geborenen und 1885 in Baden bei Wien verstorbenen *Moritz Wodianer*, der mit dem Prädikate „de Kapriora“ 1863 in den österreichischen Freiherrnstand erhoben wurde. Er war Mitglied des ungarischen Magnatenhauses, Präsident der Börsenkammer, der Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft und der privilegierten österr.-ungar. Staatseisenbahngesellschaft, Chef der Wiener Großhandelsfirma „Moritz Wodianer“ und Direktor der privilegierten Nationalbank. „In der Finanzwelt wurde er der letzte Wiener Bankier genannt.“ Weimarer histor.-genealoges Taschenbuch des gesamten Adels jehudäischen Ursprungs [„Semi-Gotha“], 1. Jg., 1912 ff. Der Wiener Advokat *Adolf Eckstein* nannte *Wodianer* einen „Faiseur“. Über den Pester Kaufmann *Liedemann* konnte ich nichts in Erfahrung bringen.

Mitteilungen

Schaaren Euer Durchlaucht mit Freude“, nur die Angst, durch die vorrückende kaiserliche Armee nunmehr auch um die geretteten Vorräte gebracht zu werden, „beklemmte ihre Brust... der einzige schwache Anker ihrer Hoffnung war das wenige Geld, das die Kommunitäten und Einzelne in die Erde scharren, um sich im letzten Augenblicke mit ihren Familien vor der äußersten Not zu retten. Sollten nun diese armen Leute in ihrer Todesangst nach dem letzten ihnen gebliebenen Mittel greifend erfahren, daß sie statt Geld nur mehr leeres Papier in der Hand haben, so würde die Verzweiflung den höchsten Grad erreichen und selbst Irlands Zustand wäre nicht schändlicher, als der unseres armen Vaterlandes; der Hungerstod würde dann in den Marken einziehen...“

Zichy meldet ferner, daß er zwar die Annahme des ungarischen Geldes nicht direkt verboten, wohl aber befohlen habe, sie so weit als möglich zu umgehen. „Ich bin“, schreibt er weiter, „von der Unmöglichkeit einer unbedingten Annahme dieses ohne hinlängliche Basis emittierten Papier-Geldes überzeugt, besonders so lange der Quotient desselben nicht ermittelt ist; halte aber andererseits für eine moralische Unmöglichkeit und für höchst gefährvoll, diese Geld-Sorte mit einem Male in einem Lande zu vernichten, welches wie Ungarn jetzt fast ausschließlich auf dasselbe angewiesen ist.“ Der Graf bat daher, die zum Wohle der Gesamtmonarchie dringend erforderlichen und deshalb unvermeidlichen Gegenmaßnahmen nicht gleich in ihrem vollen Umfang wirksam werden zu lassen; nämlich nicht zu Beginn eines vielleicht harten Winters, während dessen sich der arme Mann mit bestem Willen nicht den Lebensunterhalt beschaffen könnte.

Windisch-Grätz möge daher noch eine Zeitlang warten, bis sich die Aufregung gelegt habe, und erst dann die großen Banknoten für ungültig erklären. Das Urteil über die Noten zu 5 fl. möge er erst gegen das Frühjahr hin aussprechen.¹³⁾

¹³⁾ *Andics*, II, S. 301 ff., Nr. 209. — In den Jahren 1845 und 1846 hatte eine Hungersnot in Irland fast 2 Millionen Einwohner vertrieben oder vernichtet. — *Kossuth* hatte seine finanziellen Pläne im Frühjahr 1848, als die Revolution noch latent war, seinem österreichischen Kollegen *Philipp Freiherrn v. Krauß* mitgeteilt und dazu bemerkt, daß die ungarischen Noten zugleich zur Erleichterung der Wiener Nationalbank dienen und damit die Notwendigkeit aufhören würde, die größeren Banknoten stets mit Silber einzulösen. Der österreichische Finanzminister antwortete jedoch, daß die Emission ungarischer Noten den Reichsfinanzen nicht zum Vorteil gereichen würde und daß man überhaupt über diese Frage vorher gemeinsam hätte konferieren müssen, da ja die Nationalbank vom Kaiser das alleinige Emissionsrecht von Papiergeld für das ganze Reich bis zum 31. Dezember 1866 erhalten habe. Die Nationalbank machte sich indessen erbötig, an Ungarn eine Anleihe von 12½ Millionen fl. in Banknoten zu 1 und 2 fl. zu geben; falls sich die ungarische Regierung verbürge, daß das Privilegium der Nationalbank anerkannt und in Ungarn kein weiteres Papiergeld emittiert würde. *Kossuth* aber wies diesen Vorschlag zurück; seine Haltung wurde von dem am 5. Juli 1848 eröffneten Landtag gebilligt. Die Würfel waren gefallen. Osterreich und Ungarn verboten nun gegenseitig ihre Banknoten zu 1 und 2 fl. Am 5. August 1848 hatte *Kossuth* die Bevölkerung verständigt, daß solche Noten im Betrage von 12½ Millionen fl. auf Grund einer Metallbasis von 5 Millionen ausgegeben würden. Schon am 11. Juli desselben Jahres hatte er den Landtag um Aufstellung eines Heeres von 200 000 Mann und um die Be-

Mitteilungen

Ungefähr um die gleiche Zeit meldete sich in dieser Angelegenheit auch der Advokat *Adolf Eckstein* zu Wort, dessen Handbuch des ungarischen Wechselrechts 1840 zu Preßburg erschienen war. In einem Berichte an den Fürsten *Schwarzenberg* (Wien, 15. Januar 1849), dem er auch einen von ihm verfaßten Aufsatz über die „Kossuth-Zettel“ beilegte, heißt es u. a., daß dieser „vielleicht die wichtigste innere Angelegenheit des Moments“ berühre. „Man hat mir für's Schweigen bloß Hunderttausende angetragen. Unser ruhmgekrönter tiefblickender Feldherr wurde von dem Inhalte mächtig ergriffen — und zürnte, daß ich Faulenzer nicht 2 Tage früher es einsandte — denn indessen waren schon die 1 und 2 Gulden Noten *quasi* — anerkannt. Das hat Herr Graf Felix Zichy getan . . . Der Fürst ahnte mit seinem Adlerblicke, daß nicht alles klar sei — sträubte sich lange — sie fuhren aber fort ihn zu bestürmen . . . Ich habe einen Doppeltbogen voll abermals hinuntergeschrieben . . . und insbesondere die *Mittel* angegeben, wie man *so viel als möglich* die Kundmachung wegen der 1 und 2 Gulden Noten wieder gutmachen könnte . . . Kossuth ist nun legitimiert und mit *neuer* Kraft ausgerüstet — er kann *uns* nun 1-er und 2-er Noten ins Unendliche fabrizieren —: auch sind ihm wirklich *gleich* — große Summen f 100 Stücke — nachgeschickt worden, damit er sie gegen 1-er und 2-er austausche!“

Um „aus der Falle zu kommen“, schlägt *Eckstein* nunmehr vor, es möge die Oesterreichische Nationalbank Noten zu 1 und 2 fl. nach Ungarn schicken, die von Ofen aus an *e i n e m* Tage an die k. k. und an die Komitats Kassen verteilt werden sollen; ebenfalls solle an *e i n e m* Tage in den Komitaten die Ungültigkeit aller „Kossuth-Zettel“ verkündet werden. Aus besonderer Gnade sollen die ungarischen Noten zu 1 u. 2 fl. zur Hälfte ihres Nominalwertes eingelöst werden. Dieser Austausch gegen Wiener Banknoten müsse aber in jedem Komitate innerhalb von maximal 6 Tagen geschehen, da sonst die nicht rechtzeitig umgetauschten ungarischen Noten gänzlich wertlos würden.

„Auf diese Art verliert das Land nur 5 bis 6 Millionen — die es später ersetzen muß; geschieht dies aber nicht, so kommen 100 Millionen zur Einlösung, die es gar nicht ersetzen kann — denn Ungarn soll auch f. 250 Millionen von der österreichischen Staats-Schuld übernehmen — endlich die Entschädigungen für die Rustikal-Gefälle an die Grundherren zahlen!! Hauptsächlich aber wird auf diese Weise die Kossuth'sche Weiterfabrikation unmöglich . . . Die Kossuth-Zettel anerkennen heißt die Revolution verewigen — und legitimieren . . .“¹⁴

Wie sich dieser „Rückzieher“ des Fürsten *Windisch-Grätz* mit seinem Erlasse vom 24. Dezember des abgelaufenen Jahres 1848 vertrug, in dem sämtlichen ärarischen, militärischen wie Zivil-Kassen die Annahme der ungarischen Banknoten strikte verboten worden war, ist unbekannt. Graf *Franz Zichy* bezeichnete ihn jedenfalls mit Recht als einen „Vorläufer ihrer gänzlichen Ungültigkeits-Erklä-

willigung gebeten, zur Ausrüstung und Erhaltung dieser Truppen auf ein Jahr 42 Millionen fl. in Staatsnoten emittieren zu dürfen, was auch bewilligt wurde. „Insgesamt wurde für das laufende Jahr (1848) und für die erste Hälfte des nächsten Jahres (1849), inbegriffen der 42 Millionen für das Heer, ein Minus von 61 Millionen konstatiert . . .“. *R o h d e*, Mbl. 8, S. 127 f. und 138 f.

¹⁴) *A n d i c s*, II, S. 331 f., Nr. 230.

Mitteilungen

rung¹⁵⁾, die denn auch wirklich durch eine Verordnung des Armeekommandos zu Ofen vom 8. März 1849 verfügt wurde. Die ungarischen Staatsnoten wurden damit endgültig aus dem Verkehr gezogen und als Hauptursache der Rebellion verboten; nur die fundierten 1 und 2 Gulden wurden im Verkehr belassen und durch österreichische Banknoten nicht nur in Pest, sondern auch an verschiedenen Stellen des Landes eingelöst.

Windisch-Grätz erklärte am 23. Februar 1849 zunächst die kleinen Nominale zu 15 und 30 Kreuzern (= $\frac{1}{4}$ bzw. $\frac{1}{2}$ f.) für ungültig und verbot ihre Annahme sowohl bei den Gemeindekassen als auch im Privatverkehr. Aber diese Verordnungen hatten nur geringen Erfolg. Das ungarische Papiergeld blieb nach wie vor im Umlauf, bis endlich die österreichischen Truppen am 19. Juli 1849 auch Pest besetzten.

Sowohl hier wie auch in den Komitaten wurde nunmehr unter Strafantrohung das ungarische Papiergeld konfisziert und verbrannt. Noch vor seiner Enthebung vom Kommando und seiner Ersetzung durch den Feldzeugmeister *Julius Freiherrn von Haynau* hatte Fürst *Windisch-Grätz* am 10. April 1849 bekanntgegeben, daß der Kaiser zur Deckung der außerordentlichen Ausgaben, die Emittierung von 5-, 10-, 100- und 1000-Guldenanweisungen auf die allgemeinen Einkünfte des Landes mit Zwangskurs sowohl für Private als auch für die Gemeindekassen beschlossen habe. Diese Anweisungen mußten statt Münzgeld zum Nominalwert angenommen werden. Die Noten tragen die Unterschrift des kaiserlichen Kommissars Grafen *Almásy* und sind aus Ofen mit 1. März 1849 datiert. Später wurden noch Noten zu 1 und 2 fl. sowie Münzscheine zu 6 und 10 Kreuzern ausgegeben. Sie waren unter der Benennung „*Almásy-Noten*“ im Umlauf.¹⁶⁾

Die Ungültigkeitserklärung des ungarischen Papiergeldes führte überall zu großen Schwierigkeiten. Im Trencsiner Komitat und in der königlichen Freistadt gleichen Namens, meldet der kaiserliche Kommissar *Kaspar Pongrácz* am 15. Februar 1849, herrsche große Geldverlegenheit und Unruhe unter der Bevölkerung. Man müsse dem Übel raschest abhelfen. Die Zirkulation der Silbermünzen habe gänzlich aufgehört, ja sogar beim Kupfergeld sei der Mangel sehr fühlbar geworden. Die österreichischen Banknoten seien kaum in Umlauf — offenbar wurden sie gehortet; zwischen ihnen und dem ungarischen Papiergeld bestehe ein merklicher Unterschied zum Nachteil der Besitzer des letzteren. „Dieser Umstand hat die völlige Stockung im Handel und Verkehr herbeigeführt, ja sogar beim Einkauf der täglichen Bedürfnisse und Nahrungsartikel, die der Armenklasse die größten Verlegenheiten verursacht, und da in diesem Komitat und Stadt Trencsin, wo die Insurgenten Monate lang gehaust haben, nur ungarische Banknoten im Umlaufe sind, was die täglichen Klagen, die wegen der Nichtaufnahme des ungarischen Papiergeldes bei Ankauf und Verkauf des Hornviehs und anderer Natur-Produkte vorkommen, hinlänglich beweisen. Nicht minder die durch die Juden mit 30 Prozent Verlust ins Leben gebrachte Spekulation die ungarischen Banknoten, insbesondere die fünf- und hundertguldigen anzukaufen das Übel vergrößern, bin genötigt aufrichtig ergebenst

¹⁵⁾ Ebenda, S. 364 ff., Nr. 241.

¹⁶⁾ *Rohde*, Mbl. 8, S. 140 f. — Vgl. auf S. 140 eine Kundmachung des neuen Oberkommandanten, des Feldzeugmeisters *Julius Freiherrn v. Haynau*, die er aus seinem Hauptquartier Bana am 1. Juli 1849 erlassen hatte.

zu erklären, daß wenn die Steuern bloß im gesetzlich geltenden Gelde eingetrieben wären, ich die Möglichkeit der Einkassierung der Steuern nicht verbürgen kann.“¹⁷⁾

Aus Szabar, einer kleinen Gemeinde im Komitat Gömör, wo sich das Hauptquartier des Kommandanten des 3. Armeekorps unter dem Kommando des Feldmarschalleutnants Grafen *Franz Schlik* befand, wurden zwei Briefe an den Fürsten *Schwarzenberg* adressiert, der eine von *Schlik* selbst, der andere von seinem Divisionär, dem Fürsten *Joseph Lobkowitz*, der zuvor Generaladjutant des zurückgetretenen Kaisers *Ferdinand I.* gewesen war. Beide Briefe beschäftigten sich eingehend und freimütig mit den katastrophalen Auswirkungen der Kossuth'schen Banknoten. Beide sind von ernster Sorge über die unübersehbaren Folgen erfüllt. Gegen die Kossuth-Noten, schreibt *Lobkowitz*, bleiben „unsere Siege, unsere Proklamationen und Achterklärungen wirkungslos“, da die Revolutionäre das ganze Bargeld dem Verkehr entzogen haben. Das Unheil sei soweit fortgeschritten, daß sogar die kaiserlichen Offiziere und Soldaten weit mehr ungarische als österreichische Banknoten besitzen. „Darum möge das entscheidende Wort ausgesprochen werden, das den Kossuthischen Papieren die Geltung, der Partei den Keim des Bestehens entreißt.“¹⁸⁾ In ähnlichem Sinne äußert sich auch *Schlick*, der sich auf *Montecuccolis* bekannte Worte beruft, daß zum Kriegführen Geld, Geld und wieder Geld gehöre. *Kossuth* habe mit seiner Taktik, „durch Überschüttung von *geltenden* Papieren alles für seine Zwecke zu gewinnen“, leichtes Spiel. Bald werde es bei der Armee, insbesondere bei den zurückgekehrten Gefangenen heißen, der *Kossuth* zahle besser als der Kaiser. Die demoralisierenden Folgen seien gar nicht abzusehen. Man müsse „diese Ader, die unversiegbar für *Kossuth* ist, so lange noch ein Bogen Papier existiert, ihm abschneiden und unsere Sache ist halb gewonnen.“¹⁹⁾ Es ist bezeichnend, daß sich die beiden Generäle in dieser Angelegenheit nicht an ihren Oberkommandanten, den Fürsten *Windisch-Grätz*, sondern an eine zivile Persönlichkeit, den Ministerpräsidenten Fürsten *Schwarzenberg*, wandten. Offenbar erwarteten sie sich hier eine schnellere und radikalere Abhilfe als von dem schlechtberatenen Zauderer *Windisch-Grätz*. Sicherlich wußten sie als Angehörige des österreichischen Hochadels, daß zwischen den beiden Schwägern schon seit längerer Zeit Gegensätze politischer Natur bestanden. Der fortschrittlich gesinnte Ministerpräsident hatte es keineswegs leicht mit der „Nebenregierung *Windisch-Grätz*“.²⁰⁾ Im übrigen nahm dieser den Madjaren gegenüber „sicherlich den gemäßigteren Standpunkt ein“.²¹⁾

Am 17. März 1849 erhielt der Hofkammerpräsident *Carl Freiherr von Kübeck* vom Kaiser *Franz Joseph* den schriftlichen Auftrag, sich ebenfalls nach Ofen-Pest ins Hauptquartier zu begeben, um den Fürsten *Windisch-Grätz* zu beraten, „wie bei größtmöglicher Schonung der eigentümlichen Institutionen des Landes die Verschmelzung Ungarns mit dem Gesamtstaate durchgeführt werden könne“. Der Fürst empfand diese Mission *Kübecks* — nicht zu Unrecht — als Mißtrauensvotum. *Kübeck*

¹⁷⁾ *Andics*, II, S. 493 f., Nr. 310.

¹⁸⁾ Ebenda, S. 527 f., Nr. 328.

¹⁹⁾ Ebenda, S. 529 f., Nr. 329.

²⁰⁾ *Rudolf Kiszling*, Fürst Felix zu Schwarzenberg. Der politische Lehrmeister Kaiser Franz Josephs. Graz-Köln 1952, S. 66 ff. — Über den Brief *Schliks*, ebda., S. 81.

²¹⁾ Ebenda, S. 77.

aber erkannte alsbald, daß die Lage total verfahren war. Denn „nach der Einnahme von Pest war die Insurrektion fast in Auflösung begriffen gewesen, hatte dann aber Zeit und Mittel zur Reorganisation gewonnen. Der Zeitgewinn ergab sich aus der fehlerhaften Unterbrechung der Verfolgung über die Theiß; die Mittel gewann der Insurgentenhäuptling durch den unglückseligerweise von den Kaiserlichen zeitweilig sogar gestatteten Umlauf der Kossuthnoten, wodurch der revolutionären Regierung jede beliebige Geldsumme zu Gebote stand.“²²⁾

Es ist richtig, daß die Lösung des Kossuthnoten-Problems außerhalb des eigentlichen Wirkungskreises eines Armeekommandanten lag. Aber ebenso richtig ist auch, daß er alle Warnungen in den Wind schlug und nach seinem eigenen Kopfe vorging, obwohl er von dem im Finanzwesen sehr erfahrenen *Kübeck* ein Gutachten eingeholt hatte. Im übrigen war das Problem von allem Anfang an falsch und lässig angepackt worden. Anfänglich war die Ausgabe, wie erwähnt, durch die Genehmigung des Erzherzog-Palatins und auch durch metallene und sonstige Rücklagen gedeckt. Aber infolge der Erfordernisse des Krieges hatte die Emission alsbald ungeheure Ausmaße erreicht, die Inflation war da, ähnlich der, die, durch die Kriege gegen Napoleon veranlaßt, zum Staatsbankrott von 1811 geführt hatte. Zwar hatten die lokalen Behörden in manchen Bezirken die Annahme des ungehörigen Papiergeldes verboten, hatte der österreichische Ministerrat Mitte Januar 1849 dessen Fernhaltung von den staatlichen Kassen verfügt, aber aus Mangel an österreichischen Noten kursierte das ungarische Geld, wie *Lobkowitz* und *Schlik* berichteten, im Armeebereich unaufhaltbar weiter.

Die prekäre Lage wurde überdies noch durch den Umstand erschwert, daß *Windisch-Grätz* die Minister Graf *Stadion* und Baron *Krauss* „teils für unfähig, teils für anarchisch und teils für falsch hielt.“^{22a)} *Stadion* war Innenminister, hatte also mit den Kossuth-Noten unmittelbar kaum etwas zu tun, *Krauss* aber war Finanzminister; wie sollte etwas Positives geleistet werden, wenn die beiden in dieser Frage zuständigen Persönlichkeiten zueinander im gespannten Verhältnis standen? Und nicht nur persönlich, sondern auch sachlich. Das erhellt deutlich aus einem Schreiben des Finanzministers an *Windisch-Grätz* aus Wien vom 9. März 1849.²³⁾ Der Minister betont gleich eingangs, daß zur Deckung der Kriegserfordernisse der unter den Befehlen des Fürsten stehenden Armeen „stets auf das ergiebigste gesorgt und die erforderliche Barschaft zur Verfügung des Kriegsministeriums gestellt wurde“. Die in einem Berichte des Fürsten dargestellten Verlegenheiten seien jedoch nicht „aus dem Mangel der Einnahmen in den ungarischen Kassen, wohl aber daraus entsprungen, daß die von seiner Majestät genehmigte Verfügung vom 12. Jänner l. J. Z. 591, zufolge welcher die ungarischen Banknoten von den öffentlichen Kassen nicht angenommen werden sollen, noch nicht in Ausführung gebracht worden zu sein

²²⁾ Ebenda, S. 80 f.

^{22a)} Ebenda.

²³⁾ *Andics*, III, S. 34 ff., Nr. 347. — Der österr. Ministerrat hatte in einem Erlaß vom 24. 2. 1849 die Annahme der Kossuthnoten nicht nur in den Staatskassen, sondern auch im Privatverkehr verboten (ebenda, Anm. 2). Der Fürst hatte sich in dieser Frage von den von ihm ernannten Kommissionären überreden lassen, die wie z. B. Graf *Felix Zichy* zwar antirevolutionär gesinnt, aber trotzdem gute und mit der Bevölkerung mitfühlende Ungarn geblieben waren.

Mitteilungen

scheint. Dadurch haben sich in den Ärarialkassen leider namhafte Summen in ungarischen Banknoten angehäuft, und es werden mannigfache Verwicklungen mit den Parteien eintreten, denen solche Noten aus den Ärarialkassen erfolgt wurden. Bei dieser Lage der Verhältnisse handelt es sich nicht so sehr um die Deckung eines in den Landeseinnahmen eingetretenen Ausfalles, als um einen Ersatz für ein Zahlungsmittel, das von der österreichischen Regierung nicht anerkannt werden kann, ohne dadurch dem Feinde die gefährlichste Waffe zur Fortdauer seines Widerstandes in die Hände zu liefern.“ Als einzig wirksame Gegenmaßnahme habe der Ministerrat vorgeschlagen, „den aus den Einflüssen von ungarischen Banknoten an die Ärarialkassen entstandenen Mangel an verfügbarer Barschaft, dann die allfälligen Abgänge in den Einnahmen durch Hinausgabe von Anweisungen mit Zwangskurs auf die Landeseinkünfte Ungarns bis zu dem Zeitpunkte zu decken, wo es möglich sein wird, über die künftige Behandlung der ungarischen Banknoten außer jenen über 1 und 2 fl. einen endlichen Beschluß zu fassen und die Geldverhältnisse Ungarns bleibend zu ordnen.“ Laut Beschluß des Ministerrats sollten die hiefür erforderlichen Summen den ungarischen Kassen in solchen Anweisungen so rasch als möglich zukommen.²⁴⁾

Der Fürst veröffentlichte die entsprechende Verordnung erst am 10. April 1849. Wir wissen nicht, wann er das erwähnte Schreiben des Finanzministers erhalten hat. Angesichts der kriegerischen Verhältnisse dauerte die Post von Wien nach Ofen ziemlich lange. Aber da die Anweisungen vom 1. März vordatiert sind, ist die Zeitspanne zwischen dem Empfang des Schreibens und der Proklamierung doch reichlich lange! Dies und eine im gleichen Schreiben milde gerügte Kundmachung des Armeegeneral-Kommandos in Ofen vom 2. März, „wahrscheinlich ohne Kenntnis Euerer Durchlaucht erlassen“, wonach „eine Außerkurssetzung oder Konfiskation der ungarischen Noten im Privatverkehr keine Anwendung habe“, weist doch ziemlich deutlich auf Sabotage oder zumindest Gehorsamsverweigerung hin. Der Finanzminister bemerkt hiezu, daß diese Kundmachung mit dem Zirkulare vom 24. Februar nicht im Einklang stehe. Dies sei „vorzüglich in der Betrachtung sehr bedenklich, daß dadurch Stoff zu der Meinung, als ob die ungarischen Noten von der österreichischen Regierung als ein legales Umlaufsmittel für den Privatverkehr anerkannt seien, gegeben, und für die Zukunft die Einwendung begründet, die Regierung könne dieses Papier nicht mehr ohne Vergütung außer Umlauf setzen, indem dadurch diejenigen benachteiligt werden, die solches nach dieser Kundmachung im Vertrauen auf dieselbe angenommen haben.“²⁵⁾ Die unbefugte Kundmachung wurde daher vom Ministerrat sofort außer Kraft gesetzt und die kaiserliche Verfügung, daß niemand zur Annahme der ungarischen Noten gezwungen werden könne und auch die öffentlichen Kassen sie nicht anzunehmen hätten, kundgemacht. Selbstverständlich durften nunmehr auch die in den Kassen bereits befindlichen Noten nicht mehr ausgegeben werden, sondern sie waren sofort an die Staatszentralkasse in Wien einzusenden. Der Fürst wurde ersucht, für die rasche Durchführung dieser Beschlüsse des Ministerates zu sorgen.

²⁴⁾ Bezüglich dieser 3%igen Anweisungen auf die ungarischen Landeseinkünfte, die von der Staatsverwaltung in Abschnitten von 1, 2, 5, 10, 50, 500 und 1000 fl. ausgegeben wurden. Nach R o h d e, Mbl. 7, S. 331 f.

²⁵⁾ A n d i c s, III, S. 36, Nr. 347.

Mitteilungen

Die Gegenstimmen verstumten jedoch nicht. Es war ja tatsächlich sehr schwer, ja fast unmöglich, die österreichischen und ungarischen Verhältnisse auf einen Nenner zu bringen. Hier ein mit ungenügenden Mitteln begonnener Krieg, dessen Führung zudem einem wohl bedingungslos treuen, aber wenig befähigten und hinter seiner Zeit zurückgebliebenen Feldherrn anvertraut war, dem man überdies in der Person des Generalmajors *Leopold Rousseau d'Happoncourt* als Chef der so wichtigen Abteilung für politische Verwaltung einen ebenso unfähigen wie intriganten Mitarbeiter zugeteilt hatte; dort die zwar niedergeschlagene, aber trotzdem unter der Oberfläche weiterschwelende Revolution, ein ebenso sieg- wie verlustreicher Feldzug in Italien und zwei Jahre zuvor ein nicht ungefährlicher Aufstand in Galizien; und schließlich seit dem 2. Dezember 1848 der Regierungsantritt eines noch nicht zwanzigjährigen Monarchen; all dies zusammengenommen zeigt, daß das österreichische Finanzministerium es mit einer Unzahl von Aufgaben zu tun hatte, die die noch an den Folgen des Staatsbankrotts von 1811 krankende Monarchie nur mit dem Einsatz schier equilibristischer Tätigkeit bewältigen konnte.

Wie wirkte sich nun der Erlaß des Fürsten vom 8. März 1849 aus, worin er bei den Staats- und Länderkassen die Annahme der Noten zu 5 und 100 fl. außer Kurs gesetzt hatte? Schon wenige Tage später, am 12. März, meldete der kaiserliche Kommissar für das Komitat Baranya, Graf *György Majláth* [d. J.], aus Pápa dem Fürsten *Windisch-Grätz*²⁶⁾: „Da hierlandes eine zahllose Menge solcher Noten zirkuliert, dürfte die plötzliche Entwertung derselben nicht nur eine vollkommene Stockung in Handel und Gewerbe herbeiführen, nicht nur in Hinsicht der Steuereinnahmen unendlich hemmend wirken, nicht nur eine Menge privatrechtlicher Fragen herbeiführen, deren Lösung den Richter in die peinlichste Verlegenheit setzen wird, sondern sie dürfte die bis jetzt schon ziemlich beruhigten Gemüter durch den Angriff des materiellen Interesses neuerdings aufregen und dem schwankenden Teile der Bevölkerung den Wunsch aufnötigen, daß jene Fraktion siegen möge, von welcher so unerwartet schwerer Verlust nicht zu befürchten steht.“

Die Bemerkung war sicherlich angebracht, ebenso die Bitte, die Besatzungstruppen im Komitate zu vermehren, da sonst weder die Reassentierung der aus der Rebellenarmee heimgekehrten Soldaten kräftig betrieben noch bei der voraussichtlichen Aufregung die ungestörte Aufrechterhaltung der öffentlichen Ruhe verbürgt werden könne.

Der Stadt Gyöngyös hatte der Fürst eine Strafkontribution auferlegt, aber ihr dann den baren Rest von 1349 fl. 6 Kr. Konventions-Münze „als auch die obligierte Summe von 25.000 Gulden unter der Bedingung in Gnaden“ nachgelassen, „daß selbe die in ungarischen Banknoten zu 5 und 10 Guld. erlegten 13.275 Guld. gegen österreichische Noten auswechsle“. Aber die Aufbringung dieser Summe in der angegebenen Weise war, wie der kaiserliche Kommissar des Komitats Heves, Graf *Antal Forgách*, dem Fürsten am 13. März meldete²⁷⁾, in dieser Stadt „selbst mit Militär-Assistenz durchaus unmöglich... Vor der Ankunft der k. k. Truppen hat hier bloß ungarisches Papiergeld zirkuliert; was seither an österreichischen Banknoten in Verkehr gebracht wurde, haben die k. k. Truppen hergebracht, welche

²⁶⁾ *Andics*, III, S. 43 f., Nr. 350. — Es dürfte sich um den 1818 geborenen Grafen *György Majláth* handeln.

²⁷⁾ Ebenda, III, S. 56 f., Nr. 354.

Mitteilungen

aber bis kurz vor dem Verbote der ungarischen 5-er und 10-er, ja selbst noch bei der vorgestern stattgefundenen Löhnungsauszahlung ihren Sold zum Teile in dieser Papiergattung empfangen. Seit dem erwähnten Verbote stockt der Verkehr ganz und die bloß mit ungarischen Banknoten versehene ärmere Klasse ist kaum im Stande, sich die nötigsten Lebensbedürfnisse beizuschaffen.“ Es wäre daher die Aufbringung dieser 13.275 fl. in österreichischen Banknoten „kaum eine mindere Strafe wie die Auferlegung der ganzen Steuer von 50.000 Gulden.“

Einige Tage später, am 17. März, mußte sich *Windisch-Grätz* vor seinem Schwager *Schwarzenberg* auch wegen der vom Finanzminister gerügten, dem Wiener Erlaß widersprechenden Verfügung rechtfertigen.²⁸⁾ Er schreibt: „Die allerdings höchst unangemessene Kundmachung in der ung. Banknotenfrage vom 2. wurde, wie bekannt, von mir bald nach meiner Rückkunft vollständig desavouiert. Sie ist nicht dem General Rousseau und dem Grafen Almásy allein zuzuschreiben, sondern auch dem Banus, der während meiner Abwesenheit einen Angriff der Ungarn und sogleich eine Aufregung in den Städten befürchtete. Wenn man überhaupt gegen R[ousseau] klagt, so erscheint dies als ein mittelbar gegen mich gerichteter Tadel, da R. als Referent nichts ohne meine ausdrückliche Kenntnis und Einwilligung vornehmen kann.“

Inzwischen hatte *Kübeck* — schweren Herzens, da er mit Recht einen Mißerfolg voraussah — seinen Weg nach Ofen angetreten, wo er am 18. März ankam und bereits am folgenden Tage seine Unterredung mit *Windisch-Grätz* hatte. In seinem Tagebuch machte er folgende Eintragung: „Empfang gütig, aber er selbst, durch meine Ankunft, sichtbar verletzt.“²⁹⁾ Über die Ansichten des Fürsten hinsichtlich der Banknoten heißt es in einem Bericht an *Schwarzenberg* vom 21. März³⁰⁾: „Die Angelegenheit in der ungarischen Banknotenfrage, in der er nach seiner Versicherung auf mehrere frühere, zur rechten Zeit gestellte Anfragen keine oder ausweichende, schillernde Antworten erhielt, verwickelten ihn in widersprechende Maßregeln, welche sein Ansehen kompromittieren und die Volksstimmung ungünstig anregen. Sein erhabener Charakter drängt ihn, alles auf sich zu nehmen, insbesondere auch die unheimliche Banknotensache; die außer dem Bereiche seiner Geschäftsübung liegt, und welche intra et extra muros sehr unglücklich geführt wurde, da man, wie es scheint, die Tragweite dieser Angelegenheit nicht zeitlich genug erkannte, und durch das Geschehenlassen außer den großen Beirungen des Verkehrs den Insurgenten Mittel sicherte, ihre Verzweigungen zu beleben, ihre Organisation zu bessern und ihre Stärke zu erhöhen. Das ist ein großes Unglück.“

Kübeck nennt da mit scharfem Blicke das Kind beim rechten Namen. Es liegt dies alles auf der Ebene des klassischen „ordre, contreordre — désordre“. Wenn auch die Wiener Stellen die weitaus größere Erfahrung in Angelegenheiten des

²⁸⁾ Ebenda, III, S. 69 f., Nr. 362, Buda, 17. März 1849. — Graf *Moriz Almásy*, vorübergehend Vorstand der Kammer. Der Banus von Kroatien, Graf *Joseph Freiherr Jellačić de Buzim*. — *Rousseau* stand beim Fürsten in hoher Gunst.

²⁹⁾ Tagebücher des Carl Friedrich Freiherrn von *Kübeck* von *Kübau*. Hrsg. von Max Frhn. v. *Kübeck*, Wien 1909, II, S. 42 f. — Über diese erste Unterredung siehe seinen Bericht an *Schwarzenberg* vom 20. März aus Pest bei *Andics*, III, S. 84 ff., Nr. 370.

³⁰⁾ *Andics*, III, S. 90 f., Nr. 374.

Mitteilungen

Geldwesens besaßen, so sah doch der Fürst die Dinge aus nächster Nähe. Aber er hätte wendiger sein müssen, und nicht so sehr abhängig und beeinflußt von den Urteilen seiner militärischen Referenten und der politischen Kommissare aus der ungarischen Hocharistokratie. So war nach einem fast halbjährigen Herbst- und Winterfeldzug außer der Besetzung der Hauptstadt Ofen-Pest auf kaiserlicher Seite nichts Entscheidendes geleistet worden; im Gegenteil. *Kossuth* war nach wie vor das Idol der Madjaren, auf den sie ihre ganze Hoffnung setzten, schon weil er ihnen die „Regalien und Wälder der Grundherren versprochen“ hatte. Als aber die Kaiserlichen Rekruten aushoben, drohte ein Bauernaufstand. Am 6. April berichtete der Kommissar des Somogyer Komitats *László Csindery* aus Lad an *Windisch-Grätz*³¹⁾: „*Kossuth* gab Papiergeld jedermann, der sich ihm näherte, und so viel er wollte, hat daher alle jene, die er bereicherte, so wie auch jene, die es in Zukunft von ihm hofften, zu seinen eifrigsten Anhängern gemacht, welche bei dem Scheitern seiner Pläne auch die ihrigen aufgeben mußten. Daher es sehr begreiflich ist, daß diese sich alle Mühe geben, jeden Umstand zur Aufwiegelung zu benutzen, sie finden Stoff darin, daß dem Volk, das ihm lieb gewordene Geld genommen ward, und es stößt mancher Bauer arge Drohung gegen jene aus, welche es wagen, *Kossuths* Zettel nicht anzunehmen: nun soll das Volk überdies Rekruten stellen, und zwar seine eigenen Söhne, denn das Geld, was er hat, wird nicht angenommen, und anderes kann er sich nicht so leicht erwerben, da er teils aus Not, teils gelockt durch den hohen Preis, sein Vieh schon verkaufte. Diese zwei Dinge: Devaluation des Geldes und Rekrutenstellung sind jedes für sich hinreichend, mitten im tiefen Frieden Unruhen zu erzeugen . . .“

Kübeck war im Hauptquartier in der Banknotenfrage nicht untätig geblieben. Leider ist sein Gutachten anscheinend verloren gegangen, das der Fürst als Beilage seines Schreibens vom 11. April an *Schwarzenberg* sandte.³²⁾ So erfahren wir nur aus diesem etwas darüber. Man war in Wien besorgt, weil sich der Krieg so lange hinzog, und so hatte der Ministerpräsident am 5. April seinen Abgesandten beauftragt, *Windisch-Grätz* zu einer raschen Erledigung zu drängen. Der Fürst schloß sich den Ansichten *Kübecks* an und riet wie dieser, daß zur Vermeidung neuer Aufregung, „und um der Faktion nicht neue Waffen in die Hand zu geben, die Banknotenfrage bis zur gänzlichen Beseitigung des Aufruhrs auf ihrem gegenwärtigen Standpunkt belassen werden sollte, da schon deren Nichtannahme bei öffentlichen Kassen eine große Mißstimmung erzeugte. Bei Pazifizierung der übrigen Teile des Königreiches, wo erst die geregelte Verwaltung des ganzen Landes eintritt, und die Maßregeln der Regierung wirksam durchgeführt werden können, dürfte dann auch die gänzliche Außerkurssetzung der ungarischen Banknoten keinen so großen Schwierigkeiten unterliegen.“

Kübeck hatte im Einverständnis mit dem Fürsten schließlich vorgeschlagen, „daß alles liegende und bare Vermögen der ungarischen Reichstagsmitglieder und des Ministeriums, welche ihre Zustimmung oder ihre Wirksamkeit bei der Hinausgabe dieses Papiergeldes eintreten ließen, mit Beschlag belegt, eingezogen und als der Fond behandelt werden soll, aus welchem denjenigen Banknotenbesitzern, welche diese in einer bestimmten Frist gegen Empfangsbestätigungen abgegeben haben, entschädigt würden.“

³¹⁾ Ebenda, III, S. 155 u. 157, Nr. 403.

³²⁾ Ebenda, III, S. 181 f., Nr. 415.

Mitteilungen

Das war das letzte Mal, daß sich *Windisch-Grätz* mit der unglückseligen Banknotenfrage befassen mußte, deren ungeschickte Behandlung sicherlich neben seiner militärischen Erfolglosigkeit ebenfalls zu seinem Sturze beigetragen haben dürfte. Wir haben hier die Ursachen des Kommandowechsels nicht weiter zu verfolgen. Die schwere Niederlage, die die Streitkräfte des Fürsten am 6. April bei Isaszeg (südöstlich von Gödöllö auf der Höhe von Pest) durch die ungarische Hauptarmee unter dem General *Arthur v. Görgei* erlitten, gab den unmittelbaren Anstoß zur Enthebung des Fürsten vom Oberkommando, die ihm am 14. April zur Kenntnis gebracht wurde. Sein Nachfolger wurde zunächst der Feldzeugmeister *Ludwig Freiherr von Welden*, bisher Gouverneur von Wien; er blieb jedoch nur bis zum 24. Mai an der Spitze der k. k. Streitkräfte gegen die ungarische Revolutionsarmee und kehrte nach der Ernennung *Haynaus* wieder nach Wien zurück. Ein Brief des Grafen *Anton Szécsen*, eines Führers der Konservativen in Ungarn, an *Metternich* aus Wien vom 30. April³³⁾, orientiert diesen eingehend über die Gründe dieses Sturzes. Auch *Szécsen* unterstreicht die verhängnisvolle Rolle des ungarischen Papiergeldes. „Les retards, les incertitudes, les contradictions apportées dans les mesures relatives aux billets de banque, émis par les insurgés, ont été de la plus pernicieuse influence. Du reste, je suis porté à croire, que la faute, sous ce rapport, ne saurait être exclusivement attribuée au Maréchal: le Ministère central avait à ce qu'il me paraît, hésité trop longtemps à prendre les mesures nécessaires, et, sous ce rapport, tout retard devait nécessairement embrouiller la position.“

Von dem neuen Armeeeoberkommandanten Baron *Welden* existiert eine wahrscheinlich im Mai 1849 entstandene Kundmachung³⁴⁾, worin festgesetzt wird, „daß alle von der Rebellenregierung in Ungarn erzeugten und in Umlauf gesetzten Banknoten oder sonstige Geldmittel weder bei öffentlichen Kassen noch im Verkehr angenommen werden dürften“. Sollten sie trotz dieses strengen Verbotes dennoch angetroffen werden, seien sie „wie falsche Wechsel zu behandeln“. Außer der allgemeinen Verlautbarung sollte die Kundmachung auch von den Kanzeln verlesen werden.

Noch weiter ging eine Kundmachung *Weldens* vom 30. Mai³⁵⁾, wonach alle jene als Teilnehmer an der Verbreitung der Rebellion bezeichnet werden und unter die Kriegsgesetze fallen sollen, die ungarisches Papiergeld gegen österreichische Banknoten oder die bewußten Anweisungen oder andere Werte einlösen, als Zahlungsmittel verwenden oder annehmen oder sie von einem Ort zum andern schicken.

Auch ein von einem Anonymus stammender Entwurf zu einer Instruktion für die in Ungarn aufzustellende Gendarmerie (um den 20. Juli 1849, Preßburg) enthält einen ähnlichen Paragraphen (§ 13)³⁶⁾: „Die ungarischen Banknoten sind gänzlich außer Verkehr gesetzt. Wer sich derselben auch nur im Privatverkehr oder als bloße Sicherstellung bedient, ist zu arretieren.“

Um diese Zeit war *Welden* bereits von dem energischen *Haynau* im Oberkom-

³³⁾ Ebenda, III, S. 215 ff., Nr. 437.

³⁴⁾ Ebenda, III, S. 228, Nr. 440. — Es heißt darin: Reinschrift — ist aber wohl entweder als Konzept oder Abschrift zu betrachten; es handelt sich um eine Kundmachung, worin die Adressaten bloß mit „Euer etz.“ bezeichnet sind.

³⁵⁾ Ebenda, Anm. 2.

³⁶⁾ *A n d i c s*, III, S. 307, Nr. 478.

Mitteilungen

mando abgelöst worden. Am 17. Juni hatte auch die russische Haupt-Armee die Nordgrenze Ungarns in vier Kolonnen überschritten: das Drama neigte sich dem Ende zu.

Die Nachrichten über die ungarischen Noten wurden schließlich spärlicher: es ist nur ein letztes Aufflackern mehr. Anfang Juni hören wir z. B., daß die oben erwähnten ungarischen Anweisungen, die jetzt in Zirkulation kommen, nicht überall angenommen werden³⁷⁾; „es wäre sehr notwendig, wenn die Proklamation, welche in dieser Hinsicht vom Fürsten Windisch-Grätz ausgegeben worden ist, jetzt im Namen Sr. Exzellenz des dieszeitigen Herrn Armee-Oberkommandanten [Haynau] erneuert würde . . . In den neuen Proklamationen müßten auch die 1. Gulden Stücke erwähnt und ein neuer § beigefügt werden, in welchem gegen jeden das kriegsrechtliche Verfahren angeordnet wird, der die Anweisungen in vollem Werte anzunehmen sich weigern soll.“

In der alten niederungarischen Bergstadt Schemnitz aber drohte in dieser Banknotenangelegenheit kurz vor der endgültigen Niederwerfung der Rebellion ein lokaler Aufstand auszubrechen. Wie der provisorische k. k. Stationskommissar *Alexander Zechenter* aus dieser Stadt dem Kommandanten des Preßburger Militär-Distrikts, Feldmarschalleutnant *Joseph Gedeon*, mittels Stafette meldete³⁸⁾, waren durch die Ungültigkeitserklärung der Kossuth-Noten und Inumlaufsetzung der neuen Anweisungen auf die ungarischen Landeseinkünfte große Schwierigkeiten entstanden. Die Annahme der Anweisungen wurde hie und da förmlich verweigert. Da dadurch hauptsächlich die auf Wochenlohn angewiesene Arbeiterschaft in Mitleidenschaft gezogen wurde, konnte dies „bei dem ohnehin skrupulösen Geiste der Bevölkerung“ leicht zu Exzessen führen. Der Preßburger Militär-Distrikt verfügte aber zur Stunde außer dem slowakischen und Graf Szirmayschen Freikorps, die für eine solche Aufgabe nicht verwendbar waren, über keine verlässlichen Truppen, weshalb *Gedeon* sowohl das Armee-Oberkommando als auch das Wiener Kriegsministerium um militärische Hilfe bat.

Mittlerweile hatten die Kaiserlichen wesentliche Fortschritte gemacht. Am 1. August war Szegedin übergeben worden; am 3. meldete der kaiserliche Kriegskommissar Graf *Johann Cziráky* dem Armee-Oberkommando u. a., daß er in „polizeilicher Hinsicht . . . wegen Ablieferung der Waffen, Kossuthscher Proklamationen und Banknoten einen Termin von 48 Stunden“ anberaumt habe.

Diese Ablieferung scheint jedoch nicht überall glatt vor sich gegangen zu sein, denn *Ádám Máriássy*, Vorstand des Zipser Komitats, teilte im September den Einwohnern von Poprad mit, daß laut kaiserlichem Befehl alle Kossuthnoten, gleichgültig welcher Gattung, ohne Entschädigung außer Kurs gesetzt und „bis zum 10. September l. J. an die im Stadthause zu Käsmark von früh bis abends konsidierende Deputation abzugeben“ seien. Jeder, bei dem solche Noten gefunden werden, „wird mit Spießbruten oder im wiederholtem Falle mit dem Tode standrechtlich

³⁷⁾ Ebenda, S. 344, Nr. 497, Raab, 7. Juli 1849. — *Antal Babarczy*, Direktor des Sicherheitsamtes, an den Oberstleutnant Grafen *Anton Hoyos* im österr. Hauptquartier. *Haynau* befahl am 7. Juli dem Stadtkommando von Raab die neue Proklamation, die den Zuwiderhandelnden das Kriegsgericht androhte, in ungarischer und kroatischer Sprache in 1000 Exemplaren herstellen und verteilen zu lassen.

³⁸⁾ Ebenda, III, S. 364, Nr. 515, Preßburg, 1. August 1849.

Mitteilungen

bestraft.“³⁹⁾

Die letzte Nachricht über die Kossuthnoten, die der Armee wie auch der Regierung solche Schwierigkeiten bereitet hatten, stammt aus einem Schreiben *Schwarzenbergs* an *Haynau* vom 26. Dezember 1849.⁴⁰⁾ Es handelt sich dabei um die beiden Pester Zeitungen *Magyar hirlap* [Ungarische Zeitung], vom 19. und 20. Dezember, und *Figyelmező* [Beobachter], vom 18. Dezember. Sie scheinen bewußt verschiedene falsche Gerüchte über eine demnächst erfolgende Amnestie und die Einlösung der Kossuthnoten in Umlauf gesetzt zu haben, um offenbar Hoffnungen zu erwecken und durch die darauffolgende Desavouierung die ohnehin herrschende Mißstimmung wieder anzufachen.

Es ist allgemein bekannt, daß der ungarische „Freiheitskampf“ für die Rebellen mit einer Tragödie endete, die jedoch ein Nachspiel haben sollte. *Kossuth* war am 17. August 1849 auf türkisches Gebiet geflohen, verhaftet und in Kutahia in Kleinasien interniert worden. 1851 erhielt er seine Freiheit wieder und lebte als Haupt der ungarischen Emigranten zunächst in New-York, später in London und Turin. Um den ungarischen Freiheitskampf erneuern zu können, ließ er in Amerika für einen Fonds 1852 Noten im Werte von 1 bis 100 Dollar mit englischem Text drucken, wobei er die 50 und 100 Dollarnoten eigenhändig signierte. Die Noten sollen in den Staaten tatsächlich zirkuliert sein.

In London beauftragte er *William Days* Druckerei im Jahre 1860 mit der Herstellung von Papiergeld zu 1, 2 und 5 Gulden (Forint) mit ungarischem Text. Trotz äußerster Geheimhaltung sickerte doch etwas in die Öffentlichkeit durch; ein Exemplar gelangte über die österreichische Botschaft in die Hände der englischen Polizei, die den Drucker vorlud. Hier eröffnete man ihm, „daß Österreich an die englische Regierung herangetreten sei, die Herstellung der Noten auf gerichtlichem Wege zu ahnden.“ Es kam am 27. Februar 1861 gegen *Kossuth* und den Drucker vor dem außerordentlich kostspieligen Kanzlergerichtshof zum Prozeß, der *Kossuth* mehr als 30.000 Gulden kostete. „Zur Zahlung steuerte der Prinz Napoleon 10.000 Gulden und der italienische Minister Cavour 20.000 Gulden bei. Im Sinne des Urteils wurde der ganze Banknotenvorrat im Verbrennungsofen der englischen Bank verbrannt. Das fertige Papiergeld wog 17 Tonnen, das mit Wasserzeichen versehene, noch unbedruckte 3 Tonnen, somit insgesamt 200 Meterzentner.“⁴¹⁾

Dies war die letzte Notenemission, die *Kossuth* in der Hoffnung hatte drucken lassen, sein Ziel dennoch zu erreichen. Vielleicht wäre es ihm geglückt, vielleicht hätte er mit seinem Papiergeld den Krieg noch gewonnen, wenn nicht die russische Hilfsarmee in Ungarn eingegriffen und *Radetzky* in der Lombardei die westliche Flanke der österreichischen gegenrevolutionären Front in seinem berühmten Hundert-Stunden-Feldzug gesichert hätte.

³⁹⁾ Ebenda, III, S. 406, Nr. 539.

⁴⁰⁾ Ebenda, III, S. 447 ff., Nr. 566.

⁴¹⁾ R o h d e, Mbl. 8, S. 142 ff., leider ohne Angabe der Quellen, so daß die Richtigkeit der Ausführungen nicht überprüft werden konnte.

Neue slowakische und ungarische Literatur zur Geschichte des Berg- und Hüttenwesens in der Mittelslowakei (II) *)

Von HEINRICH KUNNERT (Leoben)

Das Historische Institut der Slowakischen Akademie der Wissenschaften, Abt. f. Wissenschaftsgeschichte, hat unter der agilen Redaktion von Ján T i b e n s k ý im Jahre 1966 einen weiteren Band der Publikationsreihe *Z dejín vied a techniky na Slovensku*¹⁾ vorgelegt. Wie im vorhergehenden Band ist auch diesmal eine Reihe von Beiträgen der ehemaligen Bergakademie Schemnitz (Banská Štiavnica) sowie der Geschichte des Bergbaues und des Hüttenwesens in der Mittelslowakei gewidmet.

J. T i b e n s k ý gibt einleitend einen Rückblick auf die im Jahre 1964 stattgefundene 200Jahrfeier der Bergakademie Schemnitz (Banská Štiavnica) und eine Übersicht über die Ergebnisse der gleichzeitig abgehaltenen wissenschaftlichen Konferenz, die nicht nur für die Erforschung der Geschichte der alten Schemnitzer Bergakademie, sondern auch für die Aufhellung der Geschichte der Wissenschaft und der Technik in der Slowakei von übernationaler Bedeutung gewesen ist. Die im Rahmen der Tagung vollzogene Übergabe des Bergbaumuseums „Dionys Stúr“ in die Verwaltung des Slowakischen Nationalrates und die Ausgestaltung des Museums zu einem bedeutenden Zentrum der Geschichte des Bergbaues und der Technik in der Slowakei wird besonders hervorgehoben. Anschließend behandelt Jozef V l a c h o v i č in Fortsetzung seines in Band III erschienenen Aufsatzes die Geschichte der Bergakademie bis zu ihrer Auflösung im Jahre 1919. Hierbei wird der Aufschwung, den die Akademie um 1820 dank der hervorragenden Besetzung der Lehrstühle für Chemie (*Bachmann*) und Mathematik/Physik (*Schitko*) genommen hat, besonders hervorgehoben. Nach dem österreichisch-ungarischen Ausgleich habe dann die Akademie ihren internationalen Charakter verloren, worauf ja schon wiederholt hingewiesen worden ist. Vaclav L o m i č würdigt in einer biographischen Skizze das Wirken *Johann Thadd. Peithners* als des ersten Professors für Montanistik in Prag und Nachfolgers von *Delius* in Schemnitz sowie seine Verdienste um die Organisierung des höheren Bergschulwesens. Mikulaš T e i c h betrachtet die Beziehungen des österreichischen Montanwissenschaftlers *Ignaz Born* zu Schemnitz und der Slowakei sowie seinen Vorschlag auf Einführung der Amalgamierungsmethode in die metallurgische Praxis. Einen Überblick über das slowakische Metallhüttenwesen bis zum 18. Jahrhundert und die Bedeutung der Schemnitzer Akademie für die theoretische Ausbildung der Hüttenbeamten gibt Jaroslav M a l k o v s k ý. Der Verfasser widmet einen breiten Raum der Schilderung der Entwicklung des bergmänn-

*) Vgl. Südost-Forschungen XXV (1966), S. 397—401.

¹⁾ *Z dejín vied a techniky na Slovensku* IV [Aus der Geschichte der Wissenschaft und Technik der Slowakei]. Bratislava 1966, 8^o, 326 S. u. 2 Planbeilagen (mit deutschen Zusammenfassungen).

Mitteilungen

nischen Schulwesens in der Slowakei und des Anteils der Akademie an der Hüttenchemie, wobei er das bahnbrechende Wirken des vormaligen Kammerprobierers *Michael Ignaz Patzier* hervorhebt. *Danuta M o l e n d a* befaßt sich mit den Anfängen des bergmännischen Unterrichtes in Polen, wo es erst 1919 in Krakau zur endgültigen Gründung einer Berg- und Hüttenakademie gekommen ist, und dem beträchtlichen Anteil von Schemnitz an der Ausbildung polnischer Montanisten.

Die bis ins 15. Jahrhundert zurückreichenden wissenschaftlich-technischen Kontakte zwischen der Tschechoslowakei und dem ehemaligen Rußland erörtert *S. V. Suchardin*. Auf einem reichen Quellen- und Literaturmaterial beruht die vom Standpunkt der Wissenschaftsgeschichte sehr begrüßenswerte Zusammenfassung *Tibenskýs* über das von der europäischen Wissenschaft bekundete Interesse für das slowakische Montanwesen im Zeitalter des Feudalismus. Ein bereits im Jahre 1786 in Šklene Teplice bei Schemnitz (Glashütten) stattgefundenes internationales Symposion, wo bekanntlich auch die Sozietät für Bergbaukunde gegründet wurde, erscheint besonders erwähnenswert. Der Autor legt im gleichen Band einen weitgespannten Arbeits- und Organisationsplan eines Arbeitskollektivs des Historischen Institutes der Akademie zur Erforschung der Technik und der Naturwissenschaften in der Slowakei mit interessanten Hinweisen zur Erarbeitung und Publikation des entsprechenden Materials vor. Weitere Beiträge betreffen die Geschichte des Hüttenwesens in der Slowakei, so zwei Abhandlungen von *Ivo Kruliš* über den Schmelzprozeß in Schemnitz im 18. Jahrhundert und die Vorschläge des Prager Physikers *Karl Wenzel Zenger* zur Verbesserung des Verfahrens der Silberproduktion in Tajov, der Kupferproduktion in Špania Dolina (Herregrund) und zur Gewinnung reinen Nickels aus slowakischen Nickelkobalterzen mittels Elektrolyse, die *Zenger* als erster Gelehrter in der alten Donaumonarchie im Jahre 1854 während seines Wirkens in Neusohl erstattete. *Georg Schenk* berichtet über die im alten Schmöllnitzer Kupferbergbau (Zips) seit dem 14. Jahrhundert geübte spezielle Art der Kupfergewinnung aus mit Kupfersalzen gesättigten Grubengewässern (Zementwässern) oder durch Auslaugen von obertägigen Berghalden unter Ausfällung mit Eisen. Aus der Reihe der in der gleichen Publikation enthaltenen Gelehrtenbiographien seien die Beiträge von *Conrad Grau* über den aus Käsmark stammenden Schemnitzer Stadtarzt *Johann Daniel Perlicius*, der 1731 in die Berliner Sozietät der Wissenschaften aufgenommen wurde, und von *Vaclav Lomič* über das Wirken des aus Starkenbach (Böhmen) stammenden Staatsgeologen *Franz Pošepný* in der Slowakei herausgegriffen. *Pošepný* hat sich auch um die Lagerstättenforschung in den österreichischen Alpenländern verdient gemacht und war zuletzt Professor an der Bergakademie Příbram. Der mit zahlreichen Textabbildungen (deren Reproduktion leider zu wünschen übrig läßt) reich ausgestattete Band schließt mit einem Bericht über die Entwicklung der alten Kremnitzer Bergwerksmedailleurschule von *Ján Horák*, einer Auswahlbibliographie zur Geschichte der Naturwissenschaften, Medizin, Technik und des Gewerbes für die Zeit vom September 1963 bis Ende 1964 von *Anna Škorupová* und einem bis Ende 1964 geführten Fortsetzungsverzeichnis der im Historischen Institut der Slowakischen Akademie vorhandenen Fotokopien und Mikrofilme von Werken zur Geschichte der Naturwissenschaften, Medizin und Technik von *Maria Hrochová*.

Zur Geschichte der Bergakademie Schemnitz sind an dieser Stelle einige im Jahre 1963 erschienene Arbeiten ungarischer Autoren nachzutragen. Der inzwischen

Mitteilungen

verstorbene Direktor des Montanistischen Zentralmuseums in Odenburg-Sopron, J. F a l l e r, würdigt das Wirken des Schemnitzer Bergwerksmaschinenmeisters *Josef Karl Hell* als europäischen Bahnbrecher des Bergwerksbaues anlässlich der 250. Wiederkehr seines Geburtstages²⁾, die überragende Rolle der alten Schemnitzer Akademie für die Entwicklung des Chemie-Unterrichtes behandelte F. S z a b a d v á r y in zwei Abhandlungen.³⁾

In der Reihe der vom Staatlichen Slowakischen Zentralarchiv herausgegebenen Archivinventare ist als weiterer Band des Archivs des Oberstkammergrafenamtes Schemnitz das umfangreiche Inventar der Kartenbestände für die Zeit von 1641—1918, sorgfältig bearbeitet von Jozef V o z á r, erschienen. In einer ausführlichen Einleitung wird die Entwicklung der Markscheiderei bzw. des Grubenmappierungswesens in der Slowakei behandelt; ausführliche Register sind beigegeben.⁴⁾ Ein weiterer Band, vom gleichen Autor bearbeitet, umfaßt die Kartenbestände des Oberstkammergrafenamtes aus dem slowakischen und außerslowakischen Bereich (Ungarn, Rumänien, Deutschland, Österreich mit Rissen aus dem Kupferbergbau bei Oblarn und dem Antimonbergbau bei Schlaining, Italien, Jugoslawien (Idria) und Polen) aus der Zeit zwischen 1591—1917.⁵⁾

An dieser Stelle verdient auch der kürzlich vom Slowakischen Bergbaumuseum in Banská Štiavnica/Schemnitz unter der Redaktion von Jozef V o z á r und Milan H o c k anlässlich der dort am 23. und 24. Mai 1968 stattgefundenen Konferenz über die Entwicklung des Markscheiderwesens und der Kartographie in der Slowakei erschienene bebilderte Ausstellungskatalog besonders erwähnt zu werden. Er enthält Beiträge zur Geschichte der Markscheiderei von H o c k und über die Entwick-

²⁾ J. F a l l e r, Megemlékezés Hell József Károly bányagépmesterről, a bányáépítés Europa-hírű úttörőjéről, születésének 250. évfordulója alkalmából [Gedenkschrift für den Bergmeister J. K. Hell, einen Pionier des Bergbaus von europäischem Ruf, anlässlich seines 250. Geburtstags]. — *Bányászati Lapok*, 96, 9, 1963, S. 639—643.

³⁾ F. S z a b a d v á r y, Die Gründung der Bergakademie Selmeč (Schemnitz) und ihre bahnbrechende Bedeutung für den chemischen Unterricht in der Welt. — *Periodica Polytechnica. Chemical Engineering*, 7, 2, 1963, S. 127—133. D e r s., A. Selmečbányai Bányászati Akadémia úttörő szerepe a kémiai laboratoriumi oktatás kialakításában [Die bahnbrechende Rolle der Bergakademie von Schemnitz für die Entwicklung des chemischen Laborunterrichts]. — *Technikai Szemle*, 1963, 1, S. 195—204.

⁴⁾ J. V o z á r, Hlavný komornogrófsky úrad v Banskej Štiavnici III. Banské mapy banskoštiavického banského obvodu 1641—1918 [Das Obergrafenamt in Schemnitz. III. Bergwerkskarten des Schemnitzer Bergwerksbezirks, 1641—1918]. Bratislava 1966, Rotaprint (Inventáre a Katalógy fondov Štátneho Slovenského Ústredného Archívu v Bratislava, 6/2) [Inventare und Kataloge der Fonds des staatlichen Slowakischen Zentralarchivs, 6/2]. 4^o, 556 S.

⁵⁾ J. V o z á r, Hlavný komornogrófsky úrad v Banskej Štiavnici. IV. Mapy slovenských a cudzích banských lokalít 1591—1917 [Das Obergrafenamt in Schemnitz. IV. Karten der slowakischen und ausländischen Gruben]. Bratislava 1967, Rotaprint (Inventáre a Katalógy Štátneho Slovenského Ústredného Archívu v Bratislava, 6/3) [Inventare und Kataloge des Fonds des Staatl. Slowakischen Zentralarchivs, 6/3]. 4^o, 328 S.

Mitteilungen

lung der Grubenkartographie von V o z á r. Zahlreiche Abbildungen illustrieren die interessanten Darstellungen. Zu bedauern ist, daß Zusammenfassungen in Welt-sprachen unterblieben sind.⁶⁾

In diesem Zusammenhang erscheinen die Untersuchungen des ungarischen Wirtschaftshistorikers Oskar P a u l í n y i über den Personenkreis der Unternehmer im Schemnitzer Bergbau um die Mitte des 16. Jahrhunderts als sehr bemerkenswert.⁷⁾ Der Autor veröffentlicht in seiner Arbeit sieben Datenreihen über den Personenkreis der Schemnitzer Bergbauunternehmer aus der Zeit zwischen 1537—1549. Es handelt sich um Gewerken, Schürfer, Gesellen, Eigenlöhner, aber auch um Handelsherren, die an zahllosen Gewerkschaften beteiligt und zugleich Eigentümer von Hütten waren. Es werden vornehmlich die Ausweise des Schemnitzer Scheidgaders und die Jahresrechnungen des Unterkammergrafen erschlossen. Diese Veröffentlichung bildet die umfangreiche Quellenbasis einer Monographie, die an Hand der statistischen Methode, d. h. durch die quantitative Erfassung der geschichtlichen Vorgänge und Erscheinungen den strukturellen Aufbau und die wirtschaftlich-soziale Schichte des Unternehmertums beleuchtet. Paulinyi, der sich seit Jahren mit sozialgeschichtlichen Fragen des Bergbaues beschäftigt⁸⁾, weist darauf hin, daß sich durch seine Untersuchungen Tatsachen und Zusammenhänge klären ließen, mit denen sich die Geschichtsschreibung des „bürgerlichen Zeitalters“ nicht beschäftigt habe. Nach seiner Meinung sei eine marxistische Darstellung der sozialen Verhältnisse jener Zeit nur auf Grund einer in marxistischem Sinn erfolgten Quellenforschung möglich.

Der erfaßte Personenkreis könne als statistische Vielzahl gelten, die es ermögliche, die erforschten Merkmale zu verallgemeinern. Der Autor kommt zu dem Schluß, daß eines dieser Merkmale die extreme Verteilung der Gesamtproduktion zwischen einigen Großkapitalisten und der Masse der kleinen handwerkerhaften Unternehmer sei.

Die aus Anlaß des 75jährigen Bestandes des Vereines Ungarischer Berg- und Hüttenleute und des 100jährigen Bestandes der Zeitschrift „Bányászati és Kohászati Lapok“ („Zeitschrift für Bergbau- und Hüttenwesen“ bzw. „Berg- und Hüttenmännische Blätter“) erschienene gemeinsame Festnummer (seit 1950 erscheint diese Zeitschrift getrennt für den Bergbau und das Hüttenwesen mit Beiheften für Erdöl und Erdgas bzw. Gießerei) berührt mit einer Reihe von Beiträgen auch die Vergangenheit des slowakischen Bergbaues und Hüttenwesens, zumal die Redaktion

⁶⁾ Vývoj banských máp a meracích prístrojov [Die Entwicklung des Grubenkartenwesens und der Markscheiderei]. Banská Štiavnica 1968, 8^o, 64 S., 48 Abb. u. 1 Kartenteil.

⁷⁾ O. P a u l í n y i, A bányavállalkozók személyi köre a selmeci bányagazdaságban a XVI. század derekán (1537—1549). [Der Personenkreis der Unternehmer im Bergbau von Schemnitz um die Mitte des 16. Jahrhunderts (1537—1549)]. Budapest 1967 (Történeti Statisztikai Kötetek), 4^o, 165 S. (Maschinschriftvervielfältigung, mit Zusammenfassungen in deutscher und russischer Sprache). Vgl. Vjsch. f. SWG 55, 1968.

⁸⁾ Vgl. O. P a u l í n y i, Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbau zur Zeit des Feudalismus. — Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae, XII. Budapest 1966, S. 25—57 u. 261—318 (behandelt im 3. Teil auch den Bergwerkskomplex des Stiftes Admont am Berge Zezen bei Friesach).

Mitteilungen

dieser Zeitschrift im Jahre 1871 von der Bergakademie Schemnitz übernommen worden war (seit diesem Jahr ist in Schemnitz die Unterrichtssprache nur mehr magyarisch gewesen).⁹⁾

Im August 1968 erschien anläßlich des XXIII. Internationalen Geologischen Kongresses noch der 3. Jahrgang der Sammelschrift des Slowakischen Bergbaumuseums in Banská Štiavnica (Schemnitz)¹⁰⁾, der reiches Material zur Geschichte des Berg- und Hüttenwesens in der Mittelslowakei bringt. Aus der Reihe der Studien (Aufsätze) seien besonders angeführt: J. Bílek, „Die älteste erhaltene Bergwerkskarte slowakischer Provenienz“ (Grundriß des Stollens „Gottesgab“ bei Jaraba nächst Neusohl aus dem Jahre 1569 aus den Beständen des Hofkammerarchivs Wien, Markscheider unbekannt) und E. Klementis, „Carl Stegmayer und seine bergmännischen Lieder“ (*Stegmayer*, seit 1822 Bergakademiker in Schemnitz, als Angehöriger der burschenschaftlichen Bewegung politisch verfolgt, war Schöpfer zahlreicher Bergmanns- und Burschenlieder). Ebenso bemerkenswert ist eine Anzahl kleinerer Beiträge, so über bergmännische Ausdrücke im Bezirk Zipser Neudorf, Entwurf einer Dienst-Instruktion für die Markscheider am Windischschacht bei Schemnitz aus dem Jahr 1839 (Vozár), die Gold- und Silberproduktion der Kremnitzer Goldkunsthändler 1548—1591 (Vlachovič), die Sammlungen des Slowakischen Bergbaumuseums (Križ) sowie bergmännische Sammlungen in Zipser Museen, im Technischen Museum in Kaschau und im Heimatmuseum in Neusohl (Badík, Magula, Klein) und die Bergmännischen Schriftdenkmäler in der Wirtschaftsabteilung des Staatlichen Slowakischen Zentralarchivs in Schemnitz (Vozár). Berichte über montangeschichtliche Tagungen, Rezensionen sowie Bibliographien zur Geschichte des Bergbauwesens in der Slowakei 1945—1966 und über die Sozialbewegung der Bergleute in Schemnitz 1525—1918 (Kubíni bzw. Križ) beschließen den inhaltsreichen Band.

An dieser Stelle ist auch auf den aus gleichem Anlaß erschienenen Führer durch die Geologische Ausstellung des Slowakischen Bergbaumuseums mit verschiedenen wissenschaftlichen Beiträgen aufmerksam zu machen.¹¹⁾

Der Vollständigkeit halber sei abschließend angeführt, daß das im Jahre 1966 erschienene Werk „Die niederungarischen Bergstädte“ von Günther Probsz t¹²⁾ durch P. Rátkoš in „Historický Časopis“, XV/2, 1967, einer scharfen Kritik unter-

⁹⁾ Bányászati es kohászati Lapok (Bányászat-kőolaj és földgáz-Kohászat-Ontóde [Zeitschrift für Bergbau- und Hüttenwesen (Hüttenwesen, Erdöl, Erdgas, Gießerei)]. Jubileumi szám. Jg. 101, H. 1. Budapest 1968, 4^o, 136 S. (mit Auszügen in russischer, englischer und deutscher Sprache). Vgl. Z. Gyulai, Doppeljubiläum der ungarischen Berg- und Hüttenleute. „Der Anschnitt“, Jg. 20, Nr. 2, Bochum 1968, S. 28—31.

¹⁰⁾ Sborník Slovenského banského múzea (Autorenkollektiv: J. Novák, L. Sambathy, A. Sopko, J. Tibenský, J. Vlachovič, J. Vozár), III/1967. Bratislava (1968), 8^o, 227 S. mit zahlreichen Abb. im Text (mit deutschen Zusammenfassungen der Aufsätze).

¹¹⁾ Ivan Herčko, Geologická expozícia Slovenského banského múzea v Banskej Štiavnici [Geologische Ausstellung des Slowakischen Bergbaumuseums]. Sprievodca (Banská Štiavnica) 1968, Klein-Oktav, 83 S. u. 16 ganzseitige Abb. (mit englischen und deutschen Übersetzungen).

¹²⁾ München 1966 (Buchreihe d. Südostdeutschen Hist. Kommission, 15).

zogen wurde.¹³⁾ Ratkoš wirft Probszt vor, dem deutschen Leser ein verzerrtes Bild der mittelslowakischen Bergstädte im MA. vermittelt zu haben und begründet diese Behauptung vornehmlich damit, daß Probszt von nationalem Vorurteil beherrscht werde, mangelnde methodische Vorbereitung für einen synthetischen Blick aufweise und seine Arbeit ohne hinreichende Kenntnis des Quellenmaterials und der slowakischen Fachliteratur verfaßt habe. Aus der Rezension sei der Hinweis, daß sich in der Silleiner Fassung des Karpfener Rechtes die älteste Kodifikation des Bergrechtes in Ungarn (1270) erhalten habe, ausdrücklich festgehalten.

Zum 75. Geburtstag von Professor Balduin Saria

Balduin Saria, Mitglied des Herausgeberkollegiums und langjähriger Redaktor der „Südost-Forschungen“, ist am 5. Juni 1968 fünfundsiebzig Jahre alt geworden. Es ist mir ein Bedürfnis, das Lebenswerk des namhaften Gelehrten, der sich um das Südost-Institut so bedeutende Verdienste erworben hat, an dieser Stelle zu würdigen.

Seine Herkunft vom südosteuropäischen Grenzsäum hat dem Leben und Wirken von Balduin Saria die Richtung gewiesen. Am 5. Juni 1893 in dem untersteirischen Pettau geboren, ist er frühzeitig mit den Problemen einer multinationalen Umwelt vertraut geworden. Pettau, dem alten Poetovio, hat er nicht nur lebenslange Anhänglichkeit bewahrt; die römische Siedlung, zeitweise Standort einer Legion, hat die Phantasie des angehenden Gelehrten beflügelt, hat seine Studien beeinflusst und ist von ihm auch zum Gegenstand archäologischer und historischer Forschungen und Grabungen gemacht worden.

In Wien studierte Balduin Saria klassische Archäologie und alte Geschichte. Nach der Promotion, die er mit einer Arbeit über die „Entwicklungen des mithrischen Kultbildes“ bestand, erstreckte sich seine Forschungsarbeit vornehmlich auf drei Gebiete: auf das der antiken Topographie, der römischen Epigraphik und der Numismatik. Neben der fachtheoretischen Arbeit absolvierte er zudem eine erfolgreiche Laufbahn als praktischer Ausgräber.

Jugoslawischer Staatsangehöriger nach der Abgliederung seiner Heimat von Österreich, wirkte er seit 1922 als Assistent, seit 1925 als Dozent an der Universität Belgrad. Bereits als Assistent hatte er die Leitung und Neuordnung der archäologischen und numismatischen Sammlungen des Belgrader Nationalmuseums inne. 1924 gelang ihm die erste größere Grabung, die seinen Namen in der Fachwelt bekannt machte: die Freilegung einer Bischofskirche und eines baugeschichtlichen wichtigen bühnenlosen Theaters in Stobi in Mazedonien.

1926 Extraordinarius und seit 1937 Ordinarius in Laibach, seit 1942 Ordinarius in Graz, war es Balduin Saria vergönnt, als Forscher und Lehrer fruchtbringende Arbeit zu leisten. Auf topographischem Gebiet bearbeitete er im Auftrag der jugoslawischen Akademien der Wissenschaften zwei Bände der „Archäologischen Karte Jugoslawiens“, auf epigraphischem Gebiet gab er den 1. Band der „Antiken Inschriften aus Jugoslawien“ heraus. Gleichzeitig betätigte er sich mit Erfolg als Ausgräber

¹³⁾ S. 315—318. Vgl. auch die Rezension von J. V o z á r in: Sbornik Slovenského banského múzea, III/1967, S. 207 f.

Mitteilungen

— unter anderem auf dem Terrain seines heimatlichen Poetovio. Auch nach dem Kriege leitete er im Auftrage des Österreichischen Archäologischen Instituts wichtige Ausgrabungen in St. Pölten und im Burgenland. Erinnerung sei hier nur an die Freilegung eines reich ausgestatteten Gutshofes der Römerzeit in Parndorf im Burgenland, der nach seiner Interpretation ursprünglich der Sitz eines Bojer-Fürsten, später eine kaiserliche Domäne war.

Fachliche Anerkennung und zahlreiche Ehrungen als Lohn unermüdlicher wissenschaftlicher Aktivität blieben nicht aus. Angesehene wissenschaftliche Gremien in Belgrad, Laibach, Zagreb und Bukarest, das Deutsche Archäologische Institut und das Österreichische Archäologische Institut haben Balduin Saria zum wirklichen oder korrespondierenden Mitglied berufen.

Neben den Verdiensten des Jubilars als Historiker, Archäologe und akademischer Lehrer ist es besonders seine Mitarbeit an den in München beheimateten Einrichtungen der Südosteuropaforschung und Südostkunde, die an dieser Stelle hervorgehoben zu werden verdient. Seine Leistungen im Rahmen des Südost-Instituts, der Südosteuropa-Gesellschaft, der Südostdeutschen Historischen Kommission usw., sowie die Vielzahl eigener Arbeiten aus seiner Münchner Zeit fallen bereits in sein siebtes und achtens Lebensjahrzehnt und würden dennoch ausreichen, allein eine ansehnliche Gelehrten-Vita zu füllen.

Von dem unvergessenen Fritz Valjavec zur Mitarbeit gewonnen, hat Balduin Saria nach 1952 seine ganze Arbeitskraft, seine redaktionelle Erfahrung und seine ausgebreitete Sprach- und Landeskenntnis, namentlich im südslawischen Bereich, in den Dienst der Münchner Südosteuropaforschung gestellt. In diesem Zusammenhang sei an seine ertragreiche Tätigkeit als Redaktor der Südost-Forschungen durch mehr als zwölf Jahre, als Mitbegründer und Vorstandsmitglied der Südostdeutschen Historischen Kommission und als Redaktor des „Südostdeutschen Archivs“ erinnert.

Die Angehörigen des Südost-Instituts haben Balduin Saria zu danken für stete Hilfsbereitschaft und Loyalität; persönlich möchte ich ihm ganz besonders Dank sagen für acht Jahre selbstloser und überaus sachverständiger Mitarbeit.

In einer Zeit exaltierter Unduldsamkeit liegt der Wunsch nahe, daß Eigenschaften, wie sie Professor Saria als Gelehrter und als Mensch verkörpert, wieder zu Ehren kommen mögen: Eigenschaften der Toleranz, der sparsamen Geste und des nüchternen Hingebenseins an eine Aufgabe. Mögen ihm Gesundheit und Arbeitskraft noch lange erhalten bleiben.

München

Mathias Bernath

Ergänzung und Fortführung des Verzeichnisses der Arbeiten von Balduin Saria (Bd. XXII, 1963, S. 456—476)

Selbständige Werke

1. Mirko Rupel; Primus Truber. Leben und Werk des slowenischen Reformators. Deutsche Übersetzung und Bearbeitung von B. Saria.
München 1965. VIII + 314 S., 1 Abb. im Text, 15 Taf., 1 Kt.
2. Pettau. Entstehung und Entwicklung einer Siedlung im deutsch-slowenischen Grenzraum. Festgabe für Hans Pirchegger.
Graz 1965. 62 S., 14 Abb. u. Kt. im Text, 4 Taf. (Zeitschrift d. Hist. Ver. f. Steiermark. Sonderband 10).

Mitteilungen

Aufsätze. Nachträge

1. Vor- und frühgeschichtliche Befestigungen an der Gurkmündung.
Deutsches Volksblatt, Neusatz 15. Dez. 1929, S. 2.
2. Das Heimatmuseum des Marktes Gnas (500 Jahre Marktrecht).
Oststeirische Rundschau 2. Jg. Folge 8 vom 8. Februar 1948, S. 2.
3. Ausgrabungen in Split.
Archiv für Orientforschung, S. 392.

Aufsätze nach 1963

4. Die Flüchtlingsbewegung in der Türkenzeit.
Südostdeutsches Archiv VII, 1964, S. 129—153.
5. Nikola Radojčić (1882—1964).
SOF XXIII, 1964, S. 333 f.
6. Dr. Wilhelm Neuner (1891—1964).
Südostdeutsches Archiv VII, 1964, S. 234.
7. Professor Hans Pirchegger — 90 Jahre.
SOF XXIV, 1965, S. 253 f.
8. Hans Pirchegger zur Vollendung des 90. Lebensjahres.
Südostdeutsches Archiv VIII, 1965, S. 194—196.
9. Prof. Dr. Artur Betz 60 Jahre.
Südostd. Vierteljbl. 14, 1965, S. 179.
10. Der römische Herrnsitz bei Parndorf und seine Deutung.
Wissenschaftliche Arbeiten aus dem Burgenland 35 (Festschrift für Alphonse A. Barb). Eisenstadt 1966, S. 252—271.
11. Die mittelalterliche deutsche Besiedlung in Krain.
Gedenkschrift für Harold Steinacker. München 1966, S. 85—104.
12. Das Deutschtum zwischen Drau und Adria.
Die Deutschen und ihre östlichen Nachbarn. Frankfurt 1967, S. 246—252.
13. Prof. Dr. Franz Babinger †.
Südostd. Vierteljahresbl. 16, 1967, S. 246.
14. Erzherzog Karl II. und die slowenische Reformation.
Innerösterreich 1564—1619. Graz 1968, S. 119—151.
15. Zehn Jahre Südostdeutsche Historische Kommission.
Südostdeutsches Archiv X, 1967, S. 1—8.
16. Die wirtschaftliche Bedeutung Pettaus im 15. Jahrhundert im Spiegel der erhaltenen Denkmäler.
Südostdeutsches Archiv X, 1967, S. 102—107.
17. Günther Frh. v. Probszt zur Vollendung des 80. Lebensjahres.
Südostdeutsches Archiv X, 1967, S. 235—236.
18. Bischof D. Gerhard May — 70 Jahre.
Südostd. Vierteljahresbl. 17, 1968, S. 122—123.
19. Die slowenische Reformation und ihre Bedeutung für die kulturelle Entwicklung der Slowenen.
Abhandlungen über die slowenische Reformation. (Geschichte, Kultur und Geisteswelt der Slowenen, Bd. 1), München 1968, S. 23—49.

Mitteilungen

20. Die antike Stadt in Südosteuropa.

Südosteuropa-Jahrbuch VIII, 1968, S. 11—22.

21. Die ersten slowenischen Tabore zu Luttenberg und Sachsenfeld im Jahre 1868.

Ein Beitrag zum steirischen Anteil an der Nationswerdung der Slowenen.

Zeitschrift d. Hist. Vereins für Steiermark LIX, 1968 (Im Druck).

Ferner wurden Besprechungen noch in folgenden Zeitschriften abgedruckt (wobei die 1963 genannten Zeitschriften nicht nochmals genannt sind): Byzantinisch-neugriechische Jahrbücher; Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands; Bibliotheca Orientalis; Mitteilungen der Südosteuropa-Gesellschaft.

Otto Brunner zum 70. Geburtstag

Der em. Professor für mittlere und neuere Geschichte an der Universität Hamburg, Dr. Dr. h. c. *Otto Brunner*, der heuer sein siebzigstes Lebensjahr vollendet hat, ist in der Geschichtswissenschaft, weit über den deutschen Sprachraum hinaus, vor allem durch seine bahnbrechenden Arbeiten zur Sozial- und Verfassungsgeschichte bekannt geworden. In einer Würdigung seines bisherigen Schaffens und Wirkens gerade an dieser Stelle aber erscheint vor allem der Hinweis darauf angebracht, daß sich die großen Leistungen des Forschers und Lehrers auf der festen Grundlage zahlreicher Arbeiten gerade zur südosteuropäischen und südostdeutschen Geschichte erheben.

Als Sohn eines Bezirksrichters 1898 in Mödling bei Wien geboren, hat Brunner die Probleme der Donaumonarchie schon in seiner Gymnasialzeit in Wien, Iglau und Brünn erlebt und dann erst recht als Angehöriger eines Jahrgangs, der 1916 von der Schulbank zum Kriegsdienst einrückte. Nachdem er zuletzt als Leutnant im Schützenregiment Nr. 21 an der italienischen Front gekämpft hatte, studierte er an der Wiener Universität Geschichte und Geographie, absolvierte 1920—1923 den dreijährigen Ausbildungskurs des Osterreichischen Instituts für Geschichtsforschung und promovierte 1921 mit einer Dissertation über „Osterreich und die Walachei während des Türkenkrieges von 1683—1699“. Schon diese Arbeit, die dann 1930 in den Mitteilungen des Instituts erschien, zeigt die für *Brunners* Forschungen kennzeichnende Vertiefung in Spezialprobleme, die doch zugleich stets in einen größeren Zusammenhang eingeordnet werden und weite, allgemeine Perspektiven, bis hin zum Verständnis der jüngsten Vergangenheit und Gegenwart eröffnen; zugleich die Verbindung eingehender Archivarbeit mit der Heranziehung deutscher wie rumänischer, italienischer wie schwedischer Literatur. Die Institutsarbeit aber behandelte ein Thema der Wirtschaftsgeschichte: „Studien zur Geschichte des Edelmetallbaues im Erzstift Salzburg“.

Der mittelalterlichen und frühneuzeitlichen Wirtschaftsgeschichte war dann auch sein erstes großes Werk „Die Finanzen der Stadt Wien von den Anfängen bis ins 16. Jahrhundert“ gewidmet, mit dem er sich 1929 an der Wiener Universität für österreichische Geschichte habilitierte. Acht Jahre lang war er, zwischen dem Abschluß seiner Studien und der 1931 erfolgten Berufung auf ein Extraordinariat für mittelalterliche und österreichische Geschichte und in den Lehrkörper des Instituts für Geschichtsforschung, am Haus-, Hof- und Staatsarchiv tätig gewesen und die Verbindung zu den primären Quellen riß auch in der Folgezeit nicht ab, als er neben seiner überaus fruchtbaren akademischen Lehrtätigkeit sein großes verfassungs-

Mitteilungen

geschichtliches Werk „Land und Herrschaft. Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Südostdeutschlands im Mittelalter“ (1. Aufl. 1939, 5. Aufl. 1965) vorbereitete.

In allen diesen Jahren ist er, der trotz seiner Herkunft aus dem Archivdienst seine Schüler in seinen Vorlesungen und Übungen zur Quellenkunde immer wieder daran erinnerte, daß geschichtliche Erkenntnisse nicht nur aus Zeugnissen aus Tinte und Druckerschwärze gewonnen werden können, wohl auch dank seiner geographischen Studien und kunstgeschichtlichen Interessen, der Landes- und Volksforschung verbunden geblieben, besonders durch Arbeiten über die Geschichte des Burgenlandes im Rahmen der deutsch-ungarischen Beziehungen, zur Geschichte des Waldviertels, Südmährens, aber etwa auch zur Geschichte der Südgrenze des alten Reiches und des Deutschen Bundes zwischen Ortler und Quarnero. Zu dem von *J. Nadler* und *H. R. v. Srbik* 1936 herausgegebenen Österreich-Werk steuerte er den richtungweisenden Beitrag „Österreich, das Reich und der Osten im späten Mittelalter“ bei. Was er in den Dreißiger Jahren und dann noch in den ersten Jahren des Zweiten Weltkriegs bis zu seiner neuerlichen Einberufung zum Kriegsdienst neben seiner Lehrtätigkeit, Forschungsarbeit und einer überaus reichen wissenschaftlichen Produktion noch als Vortragender und Begutachter in den verschiedensten Gremien zur Erforschung der Geschichte Südosteuropas und des Südostdeutchtums geleistet hat, läßt sich in dieser kurzen Würdigung kaum andeuten. Das von seinem Hamburger Schüler *Günther Wolgast* 1966 zusammengestellte Schriftenverzeichnis aber gibt wenigstens einen Anhalt dafür.

Es war daher selbstverständlich, daß er an der Reorganisation der den Südosten betreffenden Studien von Anfang an führend beteiligt war und es auch nach seiner Berufung nach Hamburg blieb. So gehört er dem Stiftungsrat des Südost-Instituts seit 1953, der Südostdeutschen Historischen Kommission seit ihrer Gründung im Jahre 1957 an. Aus der reichen wissenschaftlichen Produktion dieser ja hoffentlich noch lange nicht abgeschlossenen Periode sei nur ein besonders gewichtiger Beitrag hervorgehoben: der in den Südost-Forschungen 14/1955 (Festgabe für *Harold Steinacker*) veröffentlichte, aus einem Vortrag erwachsene Aufsatz „Das Haus Österreich und die Donaumonarchie“.

Zum Schluß aber sei dem Verfasser dieser Zeilen, der sich stolz auch als Schüler *Otto Brunners* bekennt, seit er in seinem ersten Studiensemester in eine Übung für Fortgeschrittene hineingeriet und von dem damals nur äußerlich manchmal militärisch barschen, in Wahrheit grundgütigen jungen Professor nicht „hinausgeworfen“ wurde, die Bitte gestattet, daß der verehrte Jubilar bald seine Absicht verwirklichen möge, seine zahlreichen, so weitverstreuten und wichtigen Aufsätze zur österreichischen, südostdeutschen und südosteuropäischen Geschichte in Buchform gesammelt erneut zu veröffentlichen.

Köln

A d a m W a n d r u s z k a

Ludmil Hauptmann (1884-1968)

Am 19. April 1968 verschied in Agram (Zagreb) der emeritierte Professor der Geschichte an der dortigen Universität, Dr. *Ludmil Hauptmann*. Mit ihm ist einer der bedeutendsten jugoslawischen Historiker dahingegangen. Geboren am 5. Februar 1884 in Graz als Sohn des aus der Untersteiermark stammenden Gymnasialprofessors *Franz Hauptmann*, studierte *Ludmil Hauptmann* nach Absolvierung des Gym-

Mitteilungen

nasiums in Graz im J. 1902 an der Karl-Franzens-Universität daselbst bei *K. Uhlirz*, dessen Assistent er war, bei *J. Loserth*, *Adolf Bauer* u. a. Geschichte und Geographie. Nach seiner Promotion im J. 1907 war er in Graz, Fürstenfeld, wo er seine Lebensgefährtin fand, und Wien als Mittelschullehrer tätig. Als nach dem Ersten Weltkrieg die von den Slowenen lang ersehnte Universität in Laibach gegründet wurde, war er mit einer der ersten, die an die neugegründete Hochschule berufen wurden. Seit dem Wintersemester 1926/27 wirkte er bis zu seiner Pensionierung an der Universität Agram. Die letzten Jahre seines Lebens verbrachte er zurückgezogen in seinem Haus in Stara Fužina am Wocheinersee.

Angeregt von *K. Uhlirz* beschäftigte sich *Hauptmann* hauptsächlich mit der Rechts- und Sozialgeschichte der Alpenländer, im besonderen der Alpenlawen. Bereits 1910 erschien in der *Carinthia I* seine Arbeit über die Freileute und 1912 in der Zeitschrift des Historischen Vereins für Steiermark die Abhandlung über das Schöffentum auf slowenischem Boden. Zahlreich sind die Arbeiten, die *Hauptmann* der älteren slowenischen Geschichte widmete, so, um nur einige zu erwähnen, die umfangreiche Arbeit über die politischen Umwälzungen unter den Slowenen vom Ende des 6. Jh.s bis zur Mitte des 9. Jh.s (Mitt. d. Instituts f. österr. Geschichtsforschung 36, 1915), über die Hufengröße im bayrischen Stammes- und Kolonialgebiet (Vierteljahresschr. f. Sozial- und Wirtschaftsgeschichte 21, 1928), den Kärntner Pfalzgrafen (Südost-Forschungen 15, 1956) oder die in slowenischer Sprache verfaßten Arbeiten „Staroslovenska družba in njeni stanovi“ (Die altslowenische Gesellschaft und ihre Stände, Časopis za jezik, književnost in zgodovino 1, 1918), „Staroslovenska in staroslovenska svoboda“ (Die altslowenische und altslawische „Freiheit“, Čas. 17, 1922/23), „Postanek kmečkega stanu na Koroškem“ (Die Entstehung des Bauernstandes in Kärnten, Zgodovinski časopis 5, 1951) und schließlich in dem Buche „Staroslovenska družba in obred na knježjem kamnu“ (Die altslowenische Gesellschaft und die Zeremonie am Fürstenstein, Slow. Akademie d. Wiss., Delo 10, 1954), in dem er sich mit dem immer wieder umstrittenen Problem der Einsetzung der Kärntner Herzöge und des Staates der Kärntner Slowenen beschäftigte.

Als nach dem Tode von *Anton Kaspret* (1920) die von diesem übernommenen Erläuterungen zur Landgerichtskarte von Krain im Historischen Atlas der österr. Alpenländer unvollendet blieben, war es nur selbstverständlich, daß die Osterreichische Akademie der Wissenschaften diese Arbeit *Hauptmann* übertrug, der sich auf dem Gebiet der slowenischen Geschichte als bester Kenner ausgewiesen hatte. 1929 erschien der von ihm bearbeitete Band Krain der Landgerichtskarte, in welchem er im ersten Teil über die Entstehung und Entwicklung Krains (mit Einschluß des steirischen Sanntales), im zweiten über die Landgerichte selbst handelt. Das Werk ist noch heute grundlegend. Obwohl ausgesprochener Mediaevist bot *Hauptmann* in der von *St. Stanojević* herausgegebenen Narodna Enciklopedija Srba, Hrvata i Slovenaca eine ausgezeichnete Synthese der gesamten slowenischen Geschichte von den Anfängen bis ins 20. Jh. Es ist natürlich, daß *Hauptmanns* Arbeiten bald über den Rahmen der engeren slowenischen Geschichte hinausgriffen und vor allem die Frühgeschichte der Kroaten miteinbezogen. Schon 1924 erschien seine erste dieses Thema betreffende Arbeit „Prihod Hrvatov“ (Die Einwanderung der Kroaten, Strena Bulićiana), der im nächsten Jahr zwei weitere einschlägige Arbeiten folgten: „Dolazak Hrvata“ (Die Einwanderung der Kroaten, in Zbornik Kralja Tomislava) und „Karantanska Hrvatska“ (Das karantanische Kroatien, ebenda). Dazu sei noch die in den Mitteilungen d. Inst. f. österr. Geschichtsforschung (40, 1924) erschienene

Mitteilungen

Arbeit „Die bestimmenden Kräfte der kroatischen Geschichte im Zeitalter der nationalen Herrscher“, die auch in kroatischer Übersetzung im Zbornik kralja Tomislava erschienen ist, erwähnt. Es würde den Rahmen dieses Nachrufes überschreiten, alle Arbeiten, die sich mit der Frühzeit der kroatischen Geschichte befassen, hier anzuführen. Nur zwei zusammenfassende seien noch erwähnt: 1944 sollte in Berlin ein Werk über die Kroaten erscheinen, es fiel einem Bombenangriff zum Opfer. Erhalten blieb nur in einer kleinen Auflage *Hauptmanns* Beitrag „Die Kroaten im Wandel der Jahrhunderte“. Im 5. Band der „Historia Mundi“ stammt der Abschnitt „Die Frühzeit der West- und Südslawen“ von *Hauptmann*. Seine geistvollen Versuche, die Kroaten als Nachkommen iranisch-kaukasischer Stämme zu deuten, besonders in seiner in den *Germanoslavica* (3, 1935) erschienenen Arbeit „Kroaten, Goten und Sarmaten“ und in der Arbeit „Seoba Srba i Hrvata“ (Die Einwanderung der Serben und Kroaten) im *Jugoslovenski Istoriski Časopis* (3, 1937), sind nicht unbestritten geblieben, aber sie haben doch die Forschung angeregt und wesentlich zur Klärung dieser schwierigen Frage beigetragen.

Neben der Geschichte der sozialen Lage des Bauerntums im Mittelalter galt sein Interesse auch der Geschichte des mittelalterlichen Adels sowohl in den Alpenländern wie auch in Kroatien. 1913 erschien in den *Forschungen zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte der Steiermark* als Band 7 sein Buch „Über den Ursprung von Erbleihen in Österreich, Steiermark und Kärnten“. Unter anderem befaßte sich *Hauptmann* mit der Geschichte der Grafen von Weichselberg („Grofovi Višnjegorski“, im *Rad der Südslaw. Akademie* 250, 1935) und der Gräfin Hemma („Hema i Svetopuk“, im *Rad* 255, 1936). In seinen „*Mariborske studije*“ (Marburger Studien, *Rad* 260, 1938) geht er der Geschichte der Herren von Marburg nach und ihren Beziehungen zu den Ministerialen von Trixen, Wildon u. a. Dies führt ihn dazu, die Frage der Entstehung der steirischen Ministerialität zu untersuchen, wobei er mancherlei Neues zu sagen weiß.

Daß sich ein so universaler Geist, wie es *Ludmil Hauptmann* war, auch mit überregionalen historischen Fragen befaßte, ist selbstverständlich. Als eine seiner letzten Arbeiten erschien 1959 in der Festschrift für *G. Hugelmann* die Abhandlung „Universalismus und Nationalismus im Kaisertum der Ottonen“. Es würde zu weit führen, alle Arbeiten *Ludmil Hauptmanns* im Einzelnen anzuführen. Anlässlich seines 80. Geburtstages erschien — etwas verspätet — 1966 in den *Razprave der Slowenischen Akademie d. Wissenschaften und Künste* eine Festschrift, die eine von *Bogo Grafenauer* zusammengestellte Bibliographie des Verewigten sowie eine ausführliche Würdigung durch denselben Verfasser enthält.

Nicht unerwähnt soll bleiben, daß *Hauptmann* auch ein vorzüglicher Lehrer war. Seine Tätigkeit als Lehrer an Gymnasien und Realschulen befähigte ihn, den Sohn eines ausgezeichneten Pädagogen, zu einem hervorragenden Hochschullehrer, der allerdings von seinen Hörern nicht wenig verlangte. Seine glänzenden Vorlesungen und meisterhaft geführten Seminarübungen wurden immer wieder gelobt.

Hauptmann hinterläßt zwei Söhne. Der ältere, *Erik*, ist Professor an der medizinischen Fakultät der Universität Agram, der jüngere, *Ferdo*, ord. Professor der neuen Geschichte an der Universität Sarajevo.

Friedrich Walter (1896-1968)

Am 30. Mai 1968 verstarb nach längerem Leiden Universitätsprofessor Dr. *Friedrich Walter*. Er war am 18. August 1896 in Wien geboren; hier und in Hollabrunn hat er das Gymnasium besucht und während des ersten Weltkrieges in einem Wiener Jägerbataillon, zuletzt als Reserveleutnant, gedient. Nach Kriegsende nahm er das Studium der Geschichte an der Universität Wien auf. Mit der ihm eigenen Arbeitsintensität und Zielstrebigkeit gelang es ihm unter voller Ausnutzung der Kriegsteilnehmern eingeräumten Studienverkürzung bereits 1920, seine von *August Fournier* angeregte Dissertation über Soziale Bewegungen im österreichischen Vormärz abzuschließen. Nach der Promotion absolvierte er bis 1923 das Österreichische Institut für Geschichtsforschung. Gleichzeitig war er, um sein Studium zu ermöglichen, in einer provisorischen Stellung am Archiv des Innern und der Justiz (jetzt Verwaltungsarchiv) tätig. Hier trat er auch in den wissenschaftlichen Archivdienst ein. Seit 1930 war das Hofkammerarchiv die Stätte seiner wissenschaftlichen Tätigkeit. Dieses Archiv enthält die Akten zur Finanz- und Wirtschaftsverwaltung der Österreichischen Gesamtmonarchie. Hier eröffnete sich ihm bald der Blick nach Südosten. Schon damals hat er gemeinsam mit dem verdienten *Josef Kallbrunner* viele Arbeiten aus diesem Bereich betreut.

Einstweilen aber trat für ihn eine andere Aufgabe in den Vordergrund. Das große Unternehmen „Die österreichische Zentralverwaltung“ war in der Darstellung bis 1740, mit einem Aktenband bis 1749 gediehen. *Friedrich Walter* übernahm nun die Fortführung. In zäher, aber niemals abgebrochener Forschungsarbeit konnte er in den Jahren 1934 bis 1964 in vielen Bänden, in Darstellung und Quellenedition, die Geschichte der Zentralverwaltung von der „Staatsreform Maria Theresias“ bis zur Organisierung der Ministerien am Beginn der 50er Jahre des 19. Jahrhunderts bearbeiten. In einer Reihe von Studien ist er zudem den geschichtlichen Voraussetzungen vor allem der für die Zukunft maßgebenden Reform in der Zeit Maria Theresias nachgegangen, so zuletzt in der Schrift „Die Staatsreform Maria Theresias“, 1958. Er wurde so zu einem Kenner dieser Zeit. Daraus ist sein Buch „Männer um Maria Theresia“, 1951, in veränderter Gestalt „Die Paladine der Kaiserin“, 1959, erwachsen. Mehrfach hat *Walter* kleinere Sammlungen von Quellen zur Geschichte der Kaiserin herausgegeben. Kurz vor seinem Tode konnte noch eine umfassende Quellensammlung zur Geschichte dieser Herrscherin zum Druck gebracht werden und ist inzwischen erschienen.

Friedrich Walter hat seine Studien aber keineswegs auf diese Zeit beschränkt. Er griff auch ins späte Mittelalter und ins 16. Jahrhundert zurück. In den Jahren 1940—44 hat er in drei Bänden unser damaliges Wissen in seinem Werk „Wien“ zusammengefaßt. Im Jahre 1951 hat er eine „Geschichte der Veitscher Magnesitwerke“, ein Stück moderner Wirtschaftsgeschichte, geschrieben.

Friedrich Walter war nach 1945 pensioniert worden. Umso intensiver setzte er seine wissenschaftliche Tätigkeit fort. 1955 wurde er an der Universität Wien als Privatdozent zugelassen und 1959 erhielt er den Titel eines a.o. Professors. In dieser Zeit, und schon vorher als Lehrbeauftragter, hat er eine intensive Vorlesungstätigkeit, vor allem auf dem Gebiet der Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte wie der Archiv- und Aktenkunde entfaltet.

Wie schon gesagt, wies ihn seine Tätigkeit als Archivar im Hofkammerarchiv auch auf den Südosten. Sein 1951 erschienenes „Inventar des Hofkammerarchivs“ wurde zu einem unentbehrlichen Hilfsmittel für Forschungen in diesem Bereich.

Mitteilungen

Bald danach trat er in engere Beziehung zu den Problemen dieses Raumes. Im Auftrag der „Südostdeutschen Historischen Kommission“, in deren Vorstand er 1960 berufen wurde, unternahm er ausgreifende Studien zur Geschichte der Nationalitätenpolitik zur Zeit des Neoabsolutismus, in der Hauptsache in Ungarn. Daraus sind sein Beitrag zu dem von ihm gemeinsam mit *Harold Steinacker* bearbeiteten Band „Die Nationalitätenfrage im alten Ungarn und die Südostpolitik Wiens“ (Buchreihe der Südostdeutschen Historischen Kommission, Bd. 3), seine Edition „Magyarische Rebellenbriefe 1848“ (Buchreihe der Südostdeutschen Historischen Kommission, Bd. 13) und sein Vortrag auf der Salzburger Tagung der Kommission im Herbst 1967 „Kaiser Franz Josefs Ungarnpolitik in der Zeit seines Neoabsolutismus“ (Buchreihe der Südostdeutschen Historischen Kommission, Bd. 20) erwachsen. Dazu treten mehrere Aufsätze, die in den Bänden 3, 5 und 11 des „Südostdeutschen Archivs“ und in den Bänden 19 und 22 der „Südost-Forschungen“ erschienen sind. In allen diesen Jahren hat *Friedrich Walter* in den Wiener Archiven ein immenses Quellenmaterial zu diesem Thema gesammelt. Leider haben ihn seine Krankheit und dann sein Tod daran gehindert, eine druckfertige Edition herzustellen. Aber diese Sammlung wird für künftige Forschungen auf diesem Gebiet unentbehrlich sein. Seine vielfältige und an Ergebnissen reiche wissenschaftliche Arbeit wird noch lange wirksam bleiben.

Hamburg

Otto Brunner